



# RAPPORT FINANCIER 2011



# Sommaire

● Profil du Groupe .....	p 4
● Rapport de gestion du Directoire .....	p 5
● Etats financiers consolidés IFRS au 31 décembre 2011	
Bilan consolidé .....	p 20
Compte de résultat consolidé .....	p 21
Etat consolidé des produits et charges comptabilisés .....	p 21
Tableau consolidé des flux de trésorerie .....	p 22
Tableau de variation des capitaux propres .....	p 23
Notes aux états financiers consolidés .....	p 24
● Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés .....	p 46
● Comptes annuels 2011 de VM Matériaux	
Bilan au 31 décembre 2011 .....	p 47
Compte de résultat .....	p 49
Annexe aux comptes sociaux .....	p 50
● Filiales et participations .....	p 58
● Résultats des cinq derniers exercices .....	p 60
● Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels .....	p 61
● Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés ..	p 62
● Renseignements concernant la société .....	p 64
● Attestation du rapport financier annuel .....	p 64
● Rapport du Conseil de Surveillance .....	p 65
● Rapport du Président du Conseil de Surveillance .....	p 66
● Rapport des Commissaires aux comptes article L225-235 .....	p 70
● Résolutions .....	p 71

# Profil du Groupe



## Trois activités

### Négoce

VM Matériaux met au service des professionnels du bâtiment et « bricoleurs lourds » ses 118 agences déployées dans tout le Grand Ouest. Ce réseau les guide dans leur choix de produits et leur propose les meilleures solutions en couverture, bois-panneaux, menuiseries, parquets, carrelage-sanitaire aménagement extérieur, outillage, libre-service... VM Matériaux veille à être proche de ses clients et fait de la dimension conseil et proximité un axe majeur de sa politique commerciale.

### Menuiserie

Présente en France et au Canada, Atlantem est la branche spécialisée en menuiserie industrielle du Groupe, avec trois pôles d'activités : Atlantem Menuiseries qui conçoit, fabrique et commercialise des fenêtres et portes d'entrée en Bois, PVC et Aluminium, Vendôme Fermetures & Portails qui propose volets, portails et portes de garage alliant qualité et esthétique et Incobois, spécialiste de la charpente et des maisons à ossature bois, qui apporte savoir-faire et conseils.

### Béton

Articulée jusqu'à présent autour de 2 branches d'activité : le BPE (Béton Prêt à l'Emploi), qui propose à travers ses 25 centrales des solutions béton dans l'Ouest de la France et le BPI (Béton Préfabriqué Industriel) qui produit dans ses 5 usines de fabrication dalles, pavés, parpaings, éléments de façade préfabriqués, bordures de voirie... L'activité Béton voit l'apparition en 2012 d'un concept novateur : Biplan® qui développe des blocs de coffrage isolants, véritable réponse constructive aux nouvelles réglementations.

## VM Matériaux, un génome original

Fondé il y a plus de 100 ans, VM Matériaux, initialement spécialisé en négoce de matériaux de construction et dont les racines se situent à L'Herbergement en Vendée, dispose aujourd'hui de 118 agences. Implanté en France Métropolitaine, en Chine, en outre-mer et au Canada, le Groupe allie désormais à son réseau de distribution ses capacités industrielles au travers de ses activités Béton et Menuiserie

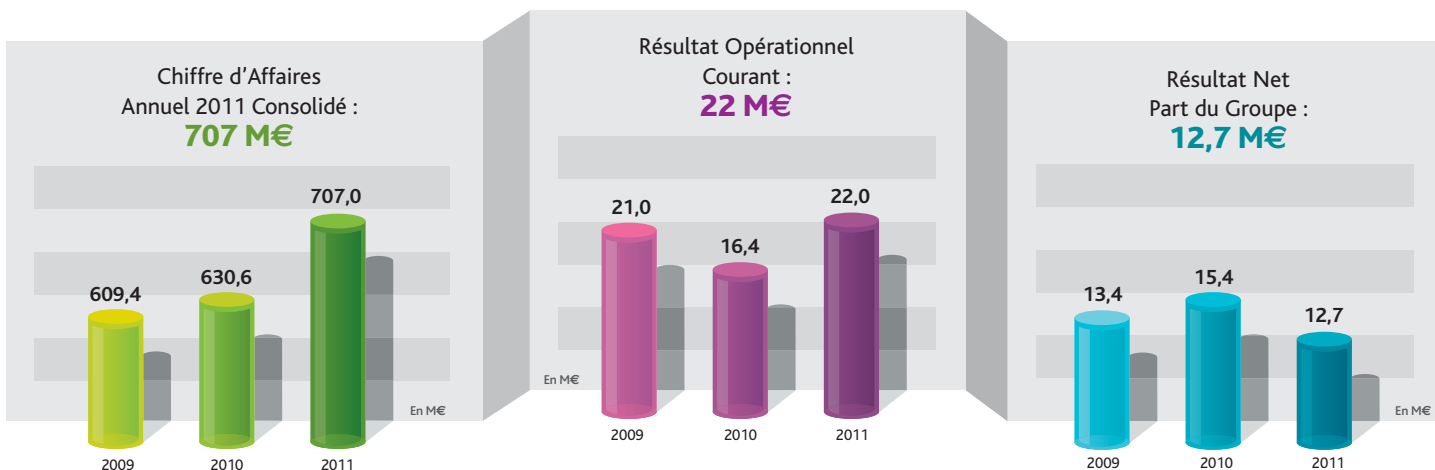
pour proposer à ses clients des solutions constructives en neuf comme en rénovation.

Familial et coté en bourse, attaché à ses racines atlantiques, VM Matériaux se développe en préservant son indépendance, ses valeurs, tout en pérennisant sa croissance. Associant à sa tête Directoire et Conseil de Surveillance, le Groupe est piloté dans un mode de gouvernance qui lui

permet de grandir dans une vision patrimoniale et de long terme.

Pour répondre aux évolutions du marché, VM Matériaux apporte une attention permanente à ses fondamentaux, basés sur le renforcement des compétences de ses équipes, sa présence auprès des clients et son offre produit adaptée aux évolutions réglementaires.

## Chiffres clés



# Rapport de gestion du Directoire

## 1 - Environnement économique et conjoncturel

Le secteur de la construction sur lequel intervient le Groupe VM Matériaux a été marqué par une amélioration de conjoncture en 2011, avec une augmentation des mises en chantier de logements de 21,8 % par rapport à 2010, soit 421 000 mises en chantier en 2011 contre 346 000 en 2010. Ce dynamisme fait suite à une année 2010 morose (+ 3,5 %) et à deux années, 2009 et 2008, qui avaient été marquées respectivement par un repli de -16,7 % et -15,7 %. Les bonnes statistiques de 2011 s'expliquent notamment par le succès de l'investissement locatif loi Scellier. Le nombre total de mises en chantier retrouve un niveau comparable à celui de 2006, tout en restant inférieur aux besoins estimés de renouvellement du parc de logement.

## 2 - Faits marquants

### > Variation de périmètre

Les principales variations de périmètre intervenues au cours de l'exercice 2011 sont les suivantes :

#### Fenêtres Lapco

En janvier 2011, le Groupe a pris une participation de 93 % dans la société québécoise Fenêtres Lapco, fabricant de menuiseries PVC. Cette entreprise a réalisé

en 2010 un chiffre d'affaires de 8,5 M CAD. Elle emploie 50 personnes sur son site de production de Mirabel, à proximité de Montréal.

#### Bois du Berry

En janvier 2011, le Groupe a pris une participation complémentaire de 25 % dans le capital de la société Bois du Berry. Cette prise de participation permet au Groupe de détenir 100 % du capital de cette société qui était déjà consolidée.

#### Point Bois

En mars 2011, le Groupe a pris une participation complémentaire de 10 % dans le capital de la société Point Bois. Cette prise de participation permet au Groupe de détenir 60 % du capital social de cette société qui est consolidée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 selon la méthode de l'intégration globale (intégration proportionnelle en 2010).

## 3 - Comptes du Groupe

### > Chiffre d'affaires consolidé

Le Groupe VM Matériaux a réalisé sur l'ensemble de l'exercice 2011 un chiffre d'affaires de 707,0 M€, en croissance de 12,1 % par rapport à l'exercice 2010 (+ 5,6 % à périmètre constant). Cette progression s'appuie sur la bonne performance de l'ensemble des activités du Groupe.

Le chiffre d'affaires consolidé se répartit, par secteur, comme présenté ci-contre ➤

Le Groupe a bénéficié, notamment en début d'année, d'un marché plus favorable des mises

en chantier de logements neufs (+ 21,8 % à fin décembre 2011 sur 12 mois glissants).

Répartition du chiffre d'affaires consolidé (en M€)	2011	2010	Variation périmètre courant	Variation périmètre constant
Négoce de matériaux	502,8	469,7	7,0 %	5,6 %
Industrie du Béton	91,4	44,7	104,5 %	17,9 %
Menuiserie industrielle	142,2	134,0	6,1 %	1,7 %
Divers	20,8	19,7	5,6 %	5,6 %
Eliminations inter-secteurs	-50,2	-37,4	ns	ns
<b>Total CA consolidé</b>	<b>707,0</b>	<b>630,6</b>	<b>12,1 %</b>	<b>5,6 %</b>

### > Compte de résultat consolidé

Le Groupe clôt l'exercice 2011 sur une hausse de son chiffre d'affaires de 12,1 % (5,6 % à périmètre constant). Cette progression lui permet d'améliorer sa rentabilité opérationnelle courante à 22,0 M€ (3,1 % du chiffre d'affaires), en hausse de 5,6 M€, soit + 33,9 % par rapport à celui de l'année 2010 (16,4 M€, soit 2,6 % du chiffre d'affaires). A périmètre constant, la rentabilité ressort également à 3,1 % du chiffre d'affaires.

En 2011, la marge brute du Groupe s'est élevée à 261,9 M€, en hausse de 33,3 M€, soit + 14,6 % par rapport à l'exercice 2010 (+ 5,8 % à périmètre constant).

Sur la même période, les charges opérationnelles ont augmenté de 13,1 % (4,2 % à périmètre constant). En particulier :

- les charges externes ressortent à 87,6 M€ pour l'exercice 2011, soit une hausse maîtrisée de 15,0 % (3,3 % à périmètre constant) malgré la hausse des frais de transport.
- les charges de personnel progressent de 9,7 % à 125,5 M€. A périmètre constant, la hausse est de 3,3 %, soit + 3,8 M€. Cette évolution, malgré une baisse

En M€	2011	2010	Variation
Chiffre d'affaires	707,0	630,6	12,1 %
Résultat opérationnel courant	22,0	16,4	33,9 %
Résultat opérationnel	22,3	22,5	-0,6 %
Résultat avant impôt	19,2	20,0	-4,4 %
Quote-part des sociétés mises en équivalence	0,4	-	n/a
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>13,5</b>	<b>16,0</b>	<b>-15,7 %</b>

des effectifs, provient de la hausse des salaires, notamment des parties variables (intéressement et participation).

En 2011, les autres produits et charges opérationnels sont un produit de 0,4 M€, suite à la réévaluation de titres. En 2010, les autres produits et charges opérationnels constituaient un produit de 6,1 M€. Ils incluaient principalement un produit de 4,1 M€ suite à la réévaluation des titres (voir note 25 des annexes aux comptes consolidés) et des produits de cession de titres consolidés et de biens immobiliers.

La charge financière nette s'élève à 3,2 M€, soit 0,5 % du chiffre d'affaires, contre 0,4 % en 2010 (2,4 M€). Cette variation s'explique par la hausse de la dette financière nette.

Le taux d'imposition du Groupe ressort à 31,4 % contre 20,3 % en 2010. Cette augmentation est la conséquence de la diminution de l'impact favorable d'un agrément fiscal obtenu en 2009, de l'absence d'impôt sur les réévaluations de titres en 2010 et de la mise en place de la contribution exceptionnelle sur l'impôt de 5 % en 2011.

Le résultat net après impôt ressort à 13,5 M€, contre 16,0 M€ en 2010, en baisse de -15,7 %. Ce recul, malgré l'amélioration de la rentabilité opérationnelle, s'explique par une comparaison défavorable avec 2010 dont le résultat comprenait 6,1 M€ de produits non récurrents. Retraité de ces éléments, le résultat net 2010 s'établirait à 9,7 M€, soit un résultat 2011 en hausse de 3,8 M€.

Le résultat par action s'établit à 4,3 €, contre 5,5 € en 2010.

## > Résultat par secteur d'activité

Résultat opérationnel courant en M€	2011		2010		Variation 2011/2010
	Montant	% CA	Montant	% CA	
Total chiffre d'affaires	707,0	-	630,6	-	12,1 %
Négoce	10,3	2,0 %	6,4	1,4 %	60,8 %
Menuiserie	5,7	4,0 %	5,2	3,9 %	8,7 %
Béton	1,2	1,3 %	0,6	1,4 %	99,8 %
Autres	4,8	-	4,2	-	14,6 %
<b>Total résultat opérationnel courant</b>	<b>22,0</b>	<b>3,1 %</b>	<b>16,4</b>	<b>2,6 %</b>	<b>33,9 %</b>

L'activité Négoce, qui a bénéficié d'un marché plus favorable des mises en chantier de logements neufs en métropole, a connu une croissance de 7,0 % de son activité (5,6 % à périmètre constant). Sous l'effet de l'amélioration de la marge brute et d'un contrôle des coûts, le résultat opérationnel

courant est en progression à 2,0 % du chiffre d'affaires en 2011 (1,9 % à périmètre constant) contre 1,4 % l'année précédente.

Le chiffre d'affaires de l'activité Menuiserie, qui intègre la société Fenêtres Lapco depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, est en progression de 6,1 % (1,7 % à périmètre constant). Le résultat

opérationnel 2011 ressort à 4,0 % du chiffre d'affaires contre 3,9 % l'année précédente. A périmètre constant, le résultat opérationnel est en recul à 3,7 % du chiffre d'affaires compte tenu d'une pression sur les prix de vente.

L'activité Béton a connu une forte croissance suite à l'intégration opérationnelle des sociétés Préfa des Pays de Loire et Vendée Béton et ses filiales depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011. A périmètre constant, cette activité a connu également un rebond avec un chiffre d'affaires en hausse de 17,9 % compte tenu de l'impact positif du nombre de mises en chantier. Cette reprise permet de dégager une rentabilité opérationnelle 2011 de 2,3 % à périmètre constant (1,3 % à périmètre courant) contre 1,4 % en 2010.

## > Structure financière

Le bilan du Groupe se présente comme suit :

En M€	2011	2010
Actif non courant	193,3	178,2
Actif courant	242,0	235,6
Capitaux propres	143,0	135,3
Passif non courant	97,1	97,9
Passif courant	195,2	180,6
<b>Total du bilan</b>	<b>435,3</b>	<b>413,8</b>

La progression du total bilan de 5,2 % à 435,3 M€ s'explique principalement par la hausse des actifs non courants suite aux investissements réalisés.

### Actif non courant et investissements

Les investissements corporels augmentent de 81,9 % à 23,2 M€ (contre 12,8 M€ en 2010). L'essentiel de cette hausse résulte de la reprise d'investissements de croissance consacrés

notamment à la production de nouveaux produits et à la construction d'une nouvelle plateforme logistique pour l'activité Négoce.

Les écarts d'acquisition sont également en hausse de 4,4 M€ à 84,0 M€, suite aux opérations de croissance externe et en particulier avec l'acquisition de la société québécoise Fenêtres Lapco (fabricant de menuiseries PVC).

### Actif net courant - BFR

Le Besoin en Fonds de Roulement s'établit à 99 M€ au 31 décembre 2011 contre 98 M€ un an auparavant. Hors impact des variations de périmètre, le BFR s'améliore, malgré la progression d'activité, avec des efforts soutenus du Groupe pour optimiser ses stocks.

### Capitaux propres part du Groupe

Au 31 décembre 2011, les capitaux propres du Groupe s'établissent à 143,0 M€ contre 135,3 M€ en 2010, en hausse de 5,7 %.

En 2011, la part des capitaux propres revenant au Groupe a augmenté de 5,0 % sous l'effet principalement des éléments suivants :

Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 2011 (en M€)	131,2
Variation de la juste valeur des instruments financiers	-1,3
Variation des écarts actuariels	0,3
Ecart de conversion	0,1
Résultat de la période	12,7
Distribution de dividendes	-3,8
Transactions sans perte ou prise de contrôle	-0,3
Variation actions propres	-1,2
Paiements en actions	0,2
Autres	-0,1
<b>Situation au 31 décembre 2011</b>	<b>137,8</b>

## > Endettement financier net

La dette financière nette s'établit comme suit au 31 décembre 2011 :

En M€	2011	2010
A plus d'un an	80,0	77,3
A moins d'un an	65,2	59,0
Trésorerie disponible	17,8	16,1
<b>Endettement net</b>	<b>127,4</b>	<b>120,2</b>

Le gearing (ratio d'endettement financier net rapporté aux capitaux propres) reste stable à 89 % au 31 décembre 2011.

## > Flux de trésorerie

Les flux de trésorerie se répartissent comme suit :

En M€	2011	2010
Flux générés par l'activité	30,9	-7,5
Flux liés aux opérations d'investissement	-30,1	-21,5
Flux liés aux opérations de financement	-1,6	5,0
Incidence de la variation des taux de change	0,1	-

En 2011, la capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement et du paiement de l'impôt a augmenté de 6,4 M€, à 37,8 M€, soit une progression de 20,5 %.

La variation du Besoin en Fonds de Roulement a donné lieu à un encaissement net de trésorerie de 1,4 M€ alors qu'elle avait généré un décaissement net de -33,7 M€ en 2010 suite à la réduction des délais fournisseurs, consécutive à l'application de la Loi de Modernisation de l'Economie (LME).

En intégrant les charges financières et l'impôt, les flux de trésorerie dégagés par les activités ont progressé de 38,4 M€ à + 30,9 M€ comparé à -7,5 M€ en 2010.

Compte tenu de la politique d'investissement de l'exercice, les flux de trésorerie affectés aux opérations d'investissements ont progressé de 40,2 % en 2011.

## 4 - Comptes de VM Matériaux

### > Faits significatifs

#### Evolution du cours de l'action

L'évolution à la baisse du cours de l'action VM Matériaux (le cours de clôture au 31 décembre 2011 s'élève à 23,26 € contre 41,20 € au 31 décembre 2010) se traduit en fin d'exercice par des dépréciations des actions propres détenues à hauteur de 2,1 M€.

*Voir note 1 de l'annexe aux comptes sociaux.*

### > Activité

Le chiffre d'affaires de la société VM Matériaux, société mère du Groupe, est constitué principalement de prestations administratives, commerciales et informatiques ainsi que de locations immobilières et de mise à disposition de personnel. Celui-ci s'est élevé à 23,3 M€ en 2011 contre 22,0 M€ en 2010.

### > Résultat

Le résultat d'exploitation s'élève à 4,8 M€ contre 4,5 M€ en 2010. Cette variation s'explique principalement par la hausse des revenus.

Le résultat financier est en baisse de 4,9 M€ et s'élève à 1,4 M€. Cette variation s'explique par la diminution des dividendes perçus des filiales (2,7 M€ en 2011 contre 6,3 M€ en 2010) et

la hausse des provisions pour risque financier et des dépréciations sur les actions propres pour 1,2 M€.

Le résultat net est de 5,4 M€ contre 9,1 M€ en 2010.

### > Activité en matière de recherche et développement

En 2011, VM Matériaux et ses filiales ont réalisé des travaux en matière de recherche et développement sur les produits du Béton et de la Menuiserie.

Ces travaux ont permis de bénéficier du dispositif du Crédit Impôt Recherche.

Aucun frais de recherche et développement n'a été activé au cours de l'exercice.

### > Charges non déductibles fiscalement

Les charges qui n'ont pas été déduites fiscalement sont les suivantes conformément à l'article 223 quater du CGI :

- amortissements excédentaires ou loyers non déductibles sur véhicules pour 32 352 € et l'impôt correspondant pour 10 784 €,
- taxe sur les véhicules de sociétés pour 32 332 € et l'impôt correspondant pour 10 777 €.

### > Intégration fiscale

Le périmètre d'intégration est constitué de la SA VM Matériaux et des filiales suivantes :

- SA Naullet
- SAS Atlanter Industries
- SAS CIOB Moisan
- SAS Financière VM Distribution
- SARL Quadra
- SA VM Distribution
- SARL Sumaca Centre
- SAS VM Centre Loire
- SCI de La Plaine
- SAS TBM
- SARL Financière VM Béton
- SNC VM Béton Services
- SARL VM Béton
- SARL VM Distribution Béton
- SAS Financière Blavet
- SAS Euromat
- SAS ETS Paul Thébault
- SAS Béton 17
- SAS Vendée Béton
- SAS Préfa des Pays de Loire

### > Information sur les délais de paiement

Le solde des dettes fournisseurs par échéance au 31 décembre 2011 se décompose de la manière suivante :

Dettes fournisseurs* échéances (en K€)	moins de 30 jours	entre 30 et 60 jours	plus de 60 jours	Total TTC
<b>Dettes à échoir</b>				
31/12/2011	358	642	4	1 004
31/12/2010	1 232	530	-	1 762
<b>Dettes échues</b>				
31/12/2011	51	-1	2	52
31/12/2010	-16	-39	33	-22
<b>Total TTC</b>				
31/12/2011	409	641	6	1 056
31/12/2010	1 216	491	33	1 741

\*Hors dettes sur acquisition d'immobilisations

Les retards de paiement concernent des factures pour lesquelles il existe des litiges commerciaux.

### > Répartition du capital

Evolution du capital sur les cinq dernières années :	2007	2008	2009	2010	2011
Nombre d'actions composant le capital en début d'exercice	2 741 502	2 852 367	2 853 667	2 853 667	2 993 643
Nombre d'actions créées au cours de l'exercice					
- par incorporation de réserves	-	-	-	-	-
- par augmentation de capital	-	-	-	138 876	-
- par levée d'options de souscription d'actions	12 560	1 300	-	1 100	-
- par exercice des bons de souscription d'actions	98 305	-	-	-	-
Nombre d'actions composant le capital en fin d'exercice	2 852 367	2 853 667	2 853 667	2 993 643	2 993 643
Capital social en €	4 278 551	4 280 501	4 280 501	4 490 465	4 490 465

## 5 - Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'OPA

Pour satisfaire à l'obligation des articles L233-13 et L225-100-3 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

### > Structure du capital

Notre capital social s'établit à 4 490 464,50 €, réparti en 2 993 643 actions de 1,50 € chacune.

	2011		2010	
	% du capital	% droit vote	% du capital	% droit vote
GROUPES FAMILIAUX dont :	62,76 %	72,30 %	63,01 %	72,63 %
- SOFICA	17,65 %	19,57 %	17,65 %	19,36 %
- SOFIRO	16,16 %	19,56 %	16,09 %	19,35 %
- SICAT	10,48 %	11,08 %	9,04 %	9,92 %
- ROBIN Daniel	2,79 %	3,54 %	3,06 %	3,68 %
- HVB	2,49 %	1,75 %	2,33 %	1,58 %
- Autres personnes physiques	13,19 %	16,80 %	14,84 %	18,74 %
FCP Groupe VM	4,26 %	4,10 %	4,34 %	4,14 %
Autodétention	2,67 %	-	1,70 %	-
Public	30,31 %	23,60 %	30,95 %	22,08 %

### > Participations significatives

Les sociétés civiles SOFIRO et SOFICA détiennent chacune plus des 3/20<sup>e</sup> du capital et des droits de vote ; la société SICAT détient plus du dixième du capital et des droits de vote et les sociétés d'investissement gérées par Bestinver Gestion (Espagne), plus du vingtième du capital.

Conformément à l'article 11 de nos statuts, tout actionnaire détenant 1,5 % au moins du capital de la société est tenu d'en informer immédiatement la société par lettre recommandée avec avis de réception, cette obligation s'appliquant à chaque franchissement d'un multiple de ce pourcentage.

### > Droit de vote double

Un droit de vote double est attribué depuis le 11 juin 2007 à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis trois ans au moins.

### > Restrictions statutaires et accords relatifs aux transferts d'actions

Aucune clause statutaire ne restreint leur libre cession. Elles peuvent être nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Un pacte d'actionnaires a été conclu le 26 juin 2002 entre les Groupes familiaux CAILLAUD d'une part, et ROBIN d'autre part. Ce pacte a fait l'objet d'un avis au conseil des marchés financiers publié le 17 octobre 2003.

Par ailleurs, deux engagements collectifs de conservation d'actions ont été souscrits par les actionnaires familiaux en date du 29 novembre 2008, dans le cadre des dispositions des articles 885-1 Bis et 787-B du CGI.

### > Pouvoirs du Directoire en matière de rachat d'actions

L'Assemblée Générale du 20 mai 2011 a autorisé le Directoire, pour une durée de dix-huit mois à compter de ladite assemblée, conformément aux dispositions des articles L225-209 et suivants du Code de commerce et à celles du règlement européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003, à procéder à des achats d'actions de la société, afin de :

- attribuer les titres rachetés aux mandataires sociaux et/ou salariés de la société ou de son Groupe dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions, des attributions d'actions gratuites, au titre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion ou dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise,
- remettre les actions de la société, à la suite de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, aux porteurs desdites valeurs mobilières,

- conserver ces actions et les remettre à titre d'échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- animer le marché ou la liquidité de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

Le nombre maximal d'actions susceptibles d'être rachetées par la société ne peut excéder 150 000 titres. Le nombre d'actions détenues ne peut également excéder 10 % du capital social.

Le prix d'achat maximal par la société de ses propres actions ne peut excéder 100 € par action, le montant global affecté à ce programme de rachat ne pouvant être supérieur à 15 000 000 €.

### > Mécanismes de contrôle prévus dans un système d'actionariat du personnel

L'article 17-5 de nos statuts prévoit la nomination d'un membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires par l'Assemblée Générale des actionnaires. Les candidats à la nomination sont désignés par le Conseil de Surveillance du fonds commun de placement des salariés du Groupe VM Matériaux. L'Assemblée Générale du 28 mai 2010 a ainsi renouvelé le mandat de Monsieur Armand FOURNIER nommé à cette fonction en juin 2004.

### > Actionariat salariés

Conformément aux dispositions de l'article L225-102 du Code de commerce, nous vous indiquons la proportion du capital que représentent les actions détenues par les salariés au 31 décembre 2011 par l'intermédiaire de divers fonds communs de placement : 4,26 %, soit 127 460 actions.

### > Autodétention

Depuis le 30 septembre 2005, la société a confié à Portzamparc SA la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AFEI approuvée par l'instruction de l'Autorité des Marchés Financiers du 22 mars 2005.

La société autodétient, au 31 décembre 2011, 75 579 actions VM Matériaux directement et 4 499 titres par le contrat de liquidité, soit un total d'autodétention de 80 078 titres représentant 2,67 % du capital social.



## 6 - Informations boursières

### > Marché du titre VM Matériaux

L'action VM Matériaux est cotée sur le marché « Euronext Paris », compartiment C. Le nombre d'actions s'élève au 31 décembre 2011 à 2 993 643.

### > Evolution du cours de bourse en 2011

Le nombre d'actions échangées au cours de l'exercice 2011 a été de 193 998, soit une moyenne de 755 titres par séance contre 672 en 2010. Le total des capitaux échangés s'est élevé à 8 M€, soit une moyenne par séance de 29 816 € pour un cours moyen à la clôture de 38,68 €.

Le cours de bourse du 31 décembre 2011 s'établit à 23,26 € représentant une capitalisation boursière de 69,6 M€.

### > Rachat d'actions

#### Synthèse des achats et des ventes d'actions de l'exercice 2011

Au cours de l'exercice 2011, la société a procédé à :

- la vente de 2 896 actions, dans le cadre des plans d'options, au prix moyen de 28,04 €,
- le transfert de 1 660 actions dans le cadre des plans d'attribution d'actions gratuites.

Mois	Nb titres échangés	Capitaux en K€	Cours moyen en clôture	Cours le + haut	Cours le + bas	Dernier cours
janv-11	9 525	405,78	42,75	43,78	41,01	42,80
févr-11	25 205	1 111,44	43,79	45,25	42,70	45,15
mars-11	27 614	1 242,46	44,82	46,94	42,01	44,00
avr-11	20 068	897,98	44,42	45,90	42,45	44,95
mai-11	11 285	517,20	45,33	47,00	44,02	45,19
juin-11	8 134	360,54	44,38	45,20	44,01	44,05
juil-11	6 242	276,29	44,25	45,01	43,80	44,90
août-11	34 402	1 344,29	38,54	45,00	32,70	32,75
sept-11	25 325	785,53	31,35	34,61	28,11	30,54
oct-11	5 753	185,69	32,16	33,95	30,00	30,60
nov-11	10 651	307,12	28,56	31,20	25,15	26,00
déc-11	9 794	228,50	23,84	26,54	21,90	23,26
janv-12	11 257	268,63	23,60	24,90	23,00	24,51
févr-12	16 270	457,96	27,82	30,50	24,50	26,12

Cours de l'action sur les 14 derniers mois ▲

Des actions ont également été acquises et cédées au titre du contrat de liquidité :

- nombre d'actions inscrites au nom de la société au 1<sup>er</sup> janvier 2011 : 2 866
- nombre d'actions achetées : 8 675
- nombre d'actions vendues : 7 042
- nombre d'actions inscrites au nom de la société au 31 décembre 2011 : 4 499

#### Situation au 29 février 2012

- % du capital auto-detenu : 2,65 %
- nombre de titres annulés : 0
- nombre de titres en portefeuille : 79 288
- valeur comptable du portefeuille : 2 256 K€
- valeur de marché du portefeuille : 2 071 K€

## 7 - Filiales et participations

### > Prises de participation

Conformément à l'article L233-6 du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune participation directe n'a été prise par la société au cours de l'exercice.

### > Participations réciproques

Il n'y a pas de participations réciproques dans le Groupe.

### > Activité et résultat des filiales

Tableau de comparaison 2010/2011 des chiffres d'affaires et des résultats des filiales et sous-filiales.

Sociétés	Méthode de consolidation	Chiffre d'affaires HT en K€		Résultat de l'exercice en K€	
		2011	2010	2011	2010
<b>Négoce de matériaux de construction</b>					
<b>Négoce Métropole</b>					
VM DISTRIBUTION	IG	384 746	362 899	4 809	1 774
SNC VM DISTRIBUTION	IG	7 109	7 444	5 468	5 903
VM CENTRE LOIRE	IG	-	-	28	54
ETS PAUL THEBAULT	IG	9 763	8 142	-498	-728
FARGEAUDOUX	IG	2 799	2 425	133	76
EXELPAN	IG	790	655	36	5
ISILAND	IG	1 740	1 389	87	64
HM MATERIAUX	IP	32 919	28 140	373	244
L DIFFUSION	IG	3 576	3 361	117	81
LNTP	IG	15 628	10 114	450	-560
LNTP RENNES	IG	5 791	3 375	6	-453
BOIS DU BERRY	IG	3 134	3 384	201	230
EUROMAT	IG	4	62	14	23
FINANCIERE VM DISTRIBUTION	IG	-	-	-84	1 575
FINANCIERE LNBTP	IG	1	1	-7	-1
SCI JACATTE	IG	78	78	53	51
SCI JACMI	IG	49	49	38	38
SCI DE LA PLAINE	IG	145	145	67	67
SUMACA CENTRE	IG	20	41	15	30
PIERRE ET MATIERE	ME	2 726	-	16	-
SCI CROZET	IG	198	198	54	52
<b>Négoce DOM</b>					
POINT BOIS	IG	7 771	6 359	1 080	657
LM GUADELOUPE	IG	8 673	8 946	127	-45
LM WEST INDIES	IG	1 448	2 006	73	-46
BRICO LEADER	IG	3 931	4 254	-47	77
SEFIMAT	IG	2 988	2 334	862	1 356
SAPRO MARTINIQUE	IG	4 405	4 466	160	278
SAPRO GUYANE	IG	3 288	2 776	37	45
SAPRO GUADELOUPE	IG	3 968	3 590	253	-7
SOREPRO	IG	12 407	12 090	8	-10

Acquisition 2011 ►

## > Activité et résultat des filiales (suite)

Création 2011 ➤

Sociétés	Méthode de consolidation	Chiffre d'affaires H.T en K€		Résultat de l'exercice en K€	
		2011	2010	2011	2010
VM GUADELOUPE	IG	5 349	5 323	96	3
VM REUNION	IG	4 081	3 578	-110	1
JOSEPH COTTRELL	IP	30 720	30 697	462	674
LM MARTINIQUE	IP	5 320	4 834	3	2
BTP SERVICES	IG	11 015	14 672	-951	129
BTP SERVICES GUYANE	IG	2 720	2 482	11	21
SCI GUILLAUME	IG	-	137	4	1 290
SCI JULIE	IG	150	150	43	37
IMMO ATHIMAT	ME	-	-	137	-53
SEFIMAR	IG	-	-	132	-
SEFIRAM	ME	5 686	-	612	-

### Négoce Asie

VM CHINA	IG	-	-	-24	-22
VM ASIA	IG	-	-	-163	-169
BESTKIND	IG	3 657	3 281	309	465
CODIPAC	IG	3 090	3 389	338	318
SAN XIANG DA	IG	4 928	5 095	60	-126

### Industrie du Béton & Béton Prêt à l'Emploi

NAULLET	IG	10 337	9 120	-235	-426
VENDEE BETON CONTROLE	IG	5 660	5 123	-74	-95
VM BETON AQUITAIN	IG	8 618	7 101	83	95
PREFA DES PAYS DE LOIRE (PPL)*	IG	15 429	13 732	-652	-318
VENDEE BETON*	IG	19 770	18 267	191	-87
BIV*	IG	2 764	1 974	171	87
CH BETON*	ME	4 393	4 298	-7	61
BETON DES OLLONNES*	IG	3 115	2 630	53	14
VM BETON SERVICES	IG	1 660	1 244	31	2
VM DISTRIBUTION BETON	IG	-	-	-	-
VM BETON	IG	-	-	6	4
BETON 17	IG	2 496	2 022	128	139
FINANCIERE VM BETON	IG	1	-2	-40	-35
BIPLAN	IG	19	-	-591	-

### Menuiserie industrielle

ATLANTEM INDUSTRIES	IG	108 377	105 158	2 425	2 916
SAS CIOB MOISAN	IG	4 361	4 255	-185	-224
BTP CHARPENTES	IG	3 424	3 356	163	114
VENDOME FERMETURES	IG	34 516	28 810	1 782	1 470
SCI SOFIMOI	IG	77	77	31	30
FINANCIERE BLAVET	IG	-	-	80	218
SCI DUCLOS	IG	222	222	103	75
SCI MAIZIERES	IG	197	197	34	32
SCI DU MOULIN DE L'EPINE	IG	119	130	40	66
SCI LA PATOUILLE	IG	87	96	47	61

### Menuiserie internationale

VM MATERIAUX CANADA	IG	-	-	-4	-
ATLANTEM CANADA	IG	166	-	19	-
FENETRES LAPCO	IG	5 970	-	414	-

### Autres

TBM	IG	2 663	2 321	194	223
QUADRA	IG	-	-	86	196

Création 2011 ➤  
Création 2011 ➤  
Acquisition 2011 ➤

IG : Intégration Globale  
IP : Intégration Proportionnelle  
ME : Mise en Equivalence

\*En Intégration Globale depuis le 22/12/2010  
(en mise en équivalence du 01/01/2010 au 21/12/2010)

## 8 - Evènements postérieurs à la clôture

### > Croissance

#### Havraise de Matériaux

En janvier 2012, le Groupe a pris une participation complémentaire de 25 % dans

le capital de la société Havraise de Matériaux. Cette prise de participation permet au Groupe de détenir 75 % du capital social de cette société qui sera consolidée à compter de 2012 selon la méthode de l'intégration globale.

### > Perspectives 2012

VM Matériaux aborde l'exercice 2012 avec prudence compte tenu du manque de visibilité lié au contexte économique mais reste confiant dans ses fondamentaux.

## 9 - Informations sociales

### Effectif en équivalent temps plein

(moyenne annuelle, par domaine d'activité)

	Effectif 2011	Effectif 2010
Activité Négoce	1 506	1 476
Activité Béton	301	176
Activité Menuiserie	930	939
Siège social - Autres	184	180
<b>Effectif Groupe consolidé</b>	<b>2 921</b>	<b>2 771</b>
Effectif des sociétés mises en équivalence	24	133
<b>Effectif Groupe géré</b>	<b>2 945</b>	<b>2 904</b>

### Effectif inscrit consolidé par collège au 31 décembre 2011

Collège	2011		2010	
	Effectif	%	Effectif	%
Ouvriers	1 321	42,26 %	1 236	42,10 %
ETAM*	1 431	45,78 %	1 348	45,91 %
Cadres	374	11,96 %	352	11,99 %
<b>Total</b>	<b>3 126</b>	<b>100,00 %</b>	<b>2 936</b>	<b>100,00 %</b>

\* ETAM : Employés, Techniciens et Agents de Maîtrise

En 2011, le Groupe a recruté 198 nouveaux collaborateurs sous contrat à durée indéterminée. Ces recrutements ont concerné 76 ouvriers, 92 ETAM et 30 cadres.

L'effectif consolidé au 31 décembre 2011 correspond à 3 019 CDI et à 107 CDD (dont 20 en alternance).

### Age moyen et ancienneté

Pour chacun des trois domaines d'activité du Groupe, l'âge moyen et l'ancienneté sont les suivants :

	Age moyen 2011	Age moyen 2010	Ancienneté 2011	Ancienneté 2010
Négoce	42,61	41,93	10,74	11,57
Menuiserie	41,21	40,99	12,05	11,13
Béton	42,11	42,38	11,42	11,25
Groupe	42,12	41,39	11,21	11,03

### Effectif sous statut de contrat à temps partiel

Le Groupe consolidé compte 139 contrats à temps partiel au 31 décembre 2011, correspondant à 97,72 équivalents temps plein.

### Personnel externe

Compte tenu de la nature des activités du Groupe, il est peu fait appel à la sous-traitance. A titre indicatif, l'emploi de personnel en intérim (effectifs gérés) a représenté 3 452 K€ en 2011, soit 94 équivalents hommes (estimation sur la base de 152 heures travaillées par mois et par personne, avec un coût horaire moyen de 20 €).

### Organisation du temps de travail

L'ensemble du Groupe applique une organisation du travail sur la base de 35 heures :

- soit sous forme de modulation annuelle,
- soit sur une moyenne de 35 heures de travail effectif sur une moyenne de 4 semaines,
- soit sur la base hebdomadaire de 35 heures,
- soit sur un mix en fonction de la nature des emplois.

Nous précisons en outre qu'au sein de TBM, notre filiale Transport, l'horaire spécifique du travail tient compte des accords de la branche transport.

### Répartition de l'absentéisme par nature

Les chiffres du tableau qui suit sont exprimés en pourcentage de l'effectif géré et en équivalent temps plein :

Absentéisme par nature	% 2011	% 2010
Maladie	3,44 %	3,04 %
Accident du travail	0,69 %	0,81 %
Maternité	0,43 %	0,46 %
Paternité	0,09 %	0,08 %
<b>Total</b>	<b>4,65 %</b>	<b>4,39 %</b>

### Réduction de l'absentéisme :

Afin de réduire l'impact de l'absentéisme, des démarches ont été engagées :

- sensibilisation collective à travers des tableaux de bord d'absentéisme commentés en Comité d'entreprise,
- mise en place dans les accords d'intéressement d'un compartiment traitant soit de la réduction des absences maladie soit de la réduction des absences pour accident de travail,
- démarche individuelle à travers l'envoi d'un courrier au domicile du salarié, afin de le sensibiliser en cas d'absentéisme répétitif et de l'inviter à un échange avec sa hiérarchie,
- aide au retour à l'emploi des salariés arrêtés sur une longue période suite à un grave accident de santé, à travers la mise en place, avec notre assureur, d'un accompagnement individualisé sur la base du volontariat (dans le cadre du régime de prévoyance). Cette démarche d'anticipation a pour vocation de favoriser au mieux la reprise d'une activité professionnelle en analysant très tôt les différentes solutions possibles. Le pilotage de ce dispositif est paritaire et associe les élus du personnel à la direction. Il est financé par les excédents des régimes sociaux de l'entreprise.

### Evolution des frais de personnel (périmètre consolidé)

En K€	2011	2010	Variation (%)
Traitement et salaires	82 622	76 241	8,4 %
Charges sociales	33 322	29 804	11,8 %
Intérimaires	3 329	2 915	14,2 %
Intéressement et Participation	5 301	4 689	13,0 %
Charges de retraite	720	579	24,4 %
Paiements en actions	194	175	10,9 %
<b>Total</b>	<b>125 487</b>	<b>114 403</b>	<b>9,7 %</b>

### Relations professionnelles et accords collectifs

L'ensemble de l'effectif consolidé du Groupe a été représenté par cinq Comités en 2011 : celui de l'Unité Economique et Sociale (UES) de VM Distribution, celui de l'UES de l'Industrie du Béton, le Comité d'entreprise d'Atlantem, le Comité d'entreprise de la Société Havraise de Matériaux et celui de l'entreprise Vendôme Fermetures.

En 2011, 55 réunions au titre des Comités d'entreprise ont été tenues.

Sur l'exercice 2011 et à l'échelle du Groupe, 12 accords ou avenants ont été conclus :

- 5 accords ou avenants instituent ou modifient des accords d'intéressement,
- 4 accords de clôture de négociation annuelle,
- 3 accords relatifs au renouvellement des instances de représentation du personnel.

Les accords sur l'égalité Homme/Femme et sur la pénibilité sont en cours de validation.

L'année 2011 a vu se poursuivre des actions relatives aux plans séniors, notamment le déploiement des entretiens de mi-carrière.

### Gestion des Ressources Humaines

Le Groupe gère les effectifs des sociétés liées à huit conventions collectives différentes, celles :

- du négoce de matériaux de construction,
- de la plasturgie,
- du bâtiment,
- des transports routiers et des activités auxiliaires de transport,
- du négoce de bois d'œuvre et produits dérivés,
- du commerce de gros,
- de l'industrie de carrières et matériaux de construction,
- du travail mécanique du bois, scieries, négoce et importation de bois,

### Management social

L'ensemble du personnel bénéficie d'un entretien de progrès annuel avec l'encadrement de proximité.

### La politique de rétribution

Pour tenir compte de la situation économique, une politique salariale différenciée a été négociée avec les partenaires sociaux par domaine d'activité :

- augmentation individuelle modérée sur les activités Négoce, Atlantem et Vendôme,
- augmentation généralisée sur l'activité Béton.

La rémunération des performances collectives est assurée par le biais des dispositifs de participation et d'intéressement.

### Actionnariat salarié

Pour maintenir une information de qualité auprès de ses salariés actionnaires, l'entreprise a diffusé dans l'année des informations de nature à rassurer les salariés actionnaires sur la protection de leurs avoirs investis au sein du plan d'épargne d'entreprise.

## Œuvres sociales

En 2011, le budget annuel des œuvres sociales alloué par le Groupe, y compris ses filiales minoritaires, s'est élevé à près de 371 K€.

Ce budget finance des aides variées, parmi lesquelles l'attribution de chèques vacances, des participations financières à des licences sportives, séjours d'enfants de salariés, des locations en faveur du personnel, billetteries, bons d'achat...

Au-delà du budget d'œuvres sociales alloué au Comité d'entreprise Groupe, VM Matériaux accorde des tickets restaurant ou CESU à ses salariés, ainsi qu'une prise en charge partielle de la mutuelle complémentaire. L'ensemble a représenté en 2011 un budget (part patronale) de 1 776 K€.

Des remises des médailles du travail ont eu lieu sous l'égide du Comité d'entreprise. Lors de 9 réunions conviviales, 312 salariés ont été récompensés par la direction en présence de leurs collègues, voire de leurs conjoints.

## Conditions d'hygiène et de sécurité

Le Groupe est doté de 12 Comités d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT), qui se réunissent chacun une fois par trimestre.

Une partie des membres des CHSCT du Béton et du Négoce a été renouvelée lors des élections courant 2011.

Les axes sécurité déclinés en priorité sur l'année ont été orientés vers :

### 1 - La sécurité lors des manutentions

En effet, l'entreprise a signé une charte sur 3 ans - sous l'égide de la FNMC (Fédération du Négoce des Matériaux de Construction à laquelle elle adhère) et de la CNAM TS (Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés) - portant sur 3 thèmes : le risque routier dans le cadre des livraisons sur chantier (projet 2010), les manutentions et les chutes.

C'est sur ces deux derniers points que la commission sécurité de la FNMC, à laquelle a participé VM Matériaux, a travaillé durant l'année 2011. Cela a abouti à la rédaction et la publication d'un guide des bonnes pratiques « Manutention en sécurité des matériaux de construction ». Ce document a été déployé au sein du CHSCT de VM Distribution, de nos agences et auprès des responsables de sites à qui il sert de référence. Ce guide a également été l'occasion de réactualiser l'ensemble des fiches de poste sécurité.

### 2 - La sécurisation des postes de travail

Des groupes de travail autonomes de salariés, appelés « villages » après un test en 2010 sur un site industriel, ont été déployés sur un second site afin qu'ils organisent et améliorent leurs ateliers selon leurs propres critères.

Des études ergonomiques ont été réalisées en partenariat avec les médecines du travail et des étudiants en cycle universitaire. Cela a abouti à l'investissement dans des outils de manutention : chariot de transfert de menuiserie, table élévatrice, préhenseur de vitrage, automatisation des lignes...

### 3 - La poursuite de la protection de la santé des salariés

- Dans le cadre des actions pour déployer la lutte contre les risques psycho-sociaux, l'entreprise est dotée d'un numéro vert qui permet à un salarié se trouvant dans une situation de mal être de pouvoir échanger avec une cellule de soutien psychologique. Cette même cellule peut intervenir à la demande de l'entreprise en cas de chocs graves, provoqués par des accidents du travail ou des décès brutaux qui surviendraient sur les lieux de travail.

- L'action sur la pénibilité s'est traduite par un diagnostic à l'échelle du Groupe en s'appuyant sur les expertises fournies par les représentants des branches d'activité (FNBM, plasturgie, Unicem). Ce diagnostic a abouti, via des commissions composées de membres du CHSCT et du CE et mises en place spécifiquement, à un projet d'accord avec plan d'actions et indicateurs. Ces accords sur la pénibilité ont été validés en CHSCT et sont actuellement en cours de signature. En remarque, l'UES VM Distribution, même si elle n'était finalement pas concernée par un accord sur la pénibilité, a tenu à en proposer un à ses salariés.

### 4 - La protection physique des salariés avec :

- la poursuite de l'équipement en défibrillateurs sur les sites de plus de 100 salariés,
- la formation à l'incendie avec la manipulation d'extincteurs, des exercices d'évacuation en présence de sapeurs pompiers et des consignes de sensibilisation,
- le renforcement des Equipements de Protection Individuels avec la fourniture d'une nouvelle gamme de vêtements professionnels, munie d'éléments haute visibilité, élaborée en coton équitable afin d'améliorer le confort,
- la baisse du taux de fréquence des accidents du travail<sup>(1)</sup> (25,55 contre 27,7 en 2010) et du taux de gravité<sup>(2)</sup> (0,89 contre 1 en 2010). Des actions de sensibilisation sont faites sur l'évolution de ces indicateurs auprès des salariés. Une partie de l'intéressement dans l'industrie est liée à la diminution du nombre d'accidents du travail.

(1) Taux de fréquence des accidents du travail :

(Nombre d'accidents du travail x 1 million) / Nombre d'heures travaillées

(2) Taux de gravité des accidents du travail :

(Nombre de journées perdues par accident du travail x 1 000) / Nombre d'heures travaillées

## Travailleurs handicapés

En 2011, VM Matériaux a employé 76 personnes handicapées : 19 personnes pour l'activité Négoce, 7 personnes pour l'activité Béton, 45 personnes pour l'activité Menuiserie et 5 personnes pour l'activité siège.

## Formation

En 2011, VM Matériaux a proposé une action de formation à 1 192 de ses salariés représentant un volume de 20 208 heures et un investissement de 709 K€ (coûts salariaux et coûts pédagogiques plan et période de professionnalisation) et a comptabilisé dans ses effectifs 2011, 12 salariés en contrat de professionnalisation (jeunes et adultes) et 17 contrats d'apprentissage.

## Répartition des stagiaires par collège

Ouvriers	573	48 %
ETAM	504	42 %
Cadres	115	10 %
<b>Total</b>	<b>1 192</b>	<b>100 %</b>

Le Groupe a réalisé auprès de 90 Attachés Technico-commerciaux de l'industrie, un bilan de compétence vente. Cela a permis de créer un référentiel de formation complémentaire portant sur 2 axes :

- la démarche de prospection,
- l'animation de son réseau clients.

Il est à noter que l'Atelier VM, organisme de formation du Groupe VM, est habilité par la Fédération du Négoce de Matériaux à dispenser la formation CQP Chef d'Agence, CQP Manager d'équipe. En 2011, l'Atelier VM a formé 74 salariés de ses clients et 43 salariés du Groupe pour un total de plus de 750 heures.

## Investissement formation 2011

Salariés formés	1 192
Stagiaires	1 731
Nombre de stages	482
Nombre d'heures	20 208
<b>Coût total</b>	<b>709 K€</b>

## 10 - Politique en matière de développement durable

Le Groupe s'est engagé volontairement dans une politique de développement durable, afin de concilier trois facteurs clés : engagement environnemental, équilibre social et bien entendu le développement économique sur le long terme.

### > Responsabilité environnementale

#### Les émissions de CO<sub>2</sub>

Afin d'optimiser sa politique de développement durable, l'entreprise a fondé un comité environnement qui regroupe différents acteurs dans nos branches d'activité. L'objectif de cette unité est de répondre, voire d'anticiper le contexte économique et réglementaire en pleine mutation vis-à-vis de l'environnement.

Le comité a réalisé avec l'aide de prestataires externes un bilan des émissions de gaz à effet de serre sur 5 sites pilotes. La méthodologie utilisée a été celle mise au point par l'ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) à savoir le Bilan Carbone®. Les résultats ont donné lieu au lancement d'un plan d'actions qui porte essentiellement sur un diagnostic énergétique de certains de nos bâtiments et l'optimisation des transports (fret et déplacement).

Quelques actions sont déjà réalisées comme l'achat de véhicules hybrides afin de limiter les consommations de carburant et donc l'impact carbone et l'achat de vêtements professionnels en coton labellisé commerce équitable.

#### Les programmes de construction

Innovant, dynamique et pédagogique, telles sont les principales qualités du programme écoSOLUTIONS lancé par VM Matériaux afin de répondre à la RT 2012 et plus largement à la problématique d'économie d'énergie et de performance thermique de l'habitat. Par ce biais VM Matériaux affirme sa volonté de sensibiliser les particuliers à la nécessité de rénover leur habitation, et souhaite les inciter à lui faire confiance afin d'être mis en relation avec des professionnels qualifiés pour la réalisation de leurs travaux.

En cohérence avec sa politique de respect environnemental, Atlantem a obtenu les ecolabels FSC et PEFC sur sa gamme de menuiseries pour le site de Cholet. Ces derniers attestent de la maîtrise environnementale sur l'ensemble de la filière, allant du choix des sources d'approvisionnement (bois issus de forêts durablement gérées) jusqu'à la mise en œuvre industrielle (stockage, traçage en cours de production). L'obtention de cette certification a fait suite à un audit réalisé par la société Veritas. Atlantem bénéficie d'une certification : FSC® pour le « Mélèze » et le « Bossé » et PEFC™ pour le « Chêne ».

### > Responsabilité sociale

#### La sécurité des hommes

Les programmes de modernisation des agences et des sites industriels visent entre autres à améliorer les conditions de sécurité et de travail des collaborateurs : plans de circulation, moyens de stockage, renouvellement des outils de production en intégrant l'ergonomie des postes de travail. Des audits sécurité réguliers ont été lancés sur l'ensemble des sites, afin d'apporter des solutions concrètes et pragmatiques aux salariés, et ce en lien étroit avec les CHSCT qui jouent ainsi pleinement leur rôle de prévention.

#### Le management des salariés

Le Groupe est très attaché à ses valeurs et celles-ci sont partagées au quotidien par les équipes : Performance, Ethique, Proximité et Simplicité (PEPS). L'organigramme du Groupe se traduit par exemple par une ligne hiérarchique courte, facilitant le dialogue qu'il soit descendant ou ascendant.

#### Le management des talents

Dans le cadre de son développement, l'entreprise s'est associée à l'école de management Audencia afin de financer une partie de la chaire d'un enseignant chercheur en ressources humaines, avec comme thème l'identification et la gestion des talents du Groupe pour demain. L'objectif de cette démarche est de se doter d'une méthodologie originale et efficace, en étant au fait des expériences et recherches menées dans ce domaine en France et à l'étranger.

#### Nouvelle organisation de la Direction des Ressources Humaines

Adossé au Système d'Information des Ressources Humaines (SIRH), le Groupe a déployé une nouvelle organisation RH au service des opérationnels avec la volonté suivante :

- spécialisation autour des pôles Distribution et Production pour mieux traiter les spécificités des métiers (proximité),
- service et réactivité à travers les pôles politiques RH transverses et Administration - Paye.

Ainsi les fonctions centralisées jusqu'alors ont été réparties au plus près des opérationnels.

#### L'intégration des jeunes

La politique de formation du Groupe en faveur des jeunes en recherche d'identité professionnelle se poursuit d'année en année grâce à la création de classes en alternance. Les Certificats de Qualification Professionnelle (CQP) permettent à chaque participant de s'inscrire dans une relation « gagnant-gagnant » avec VM Matériaux.

### > Responsabilité économique et sociétale

#### La gouvernance

La gouvernance de VM Matériaux, organisée en Directoire et Conseil de Surveillance, assure un juste équilibre entre les instances de direction et les actionnaires. Ce fonctionnement est un gage de transparence des décisions. Il favorise également les échanges et représente un socle essentiel pour assurer le bon développement de l'entreprise.

#### La Recherche & Développement

Chaque domaine d'activité est impliqué dans des programmes de Recherche & Développement dont le but est de répondre aux attentes liées au Grenelle de l'Environnement, d'anticiper les futurs textes réglementaires et de développer ainsi de nouveaux relais de croissance : maison ossature bois, augmentation des performances thermiques des menuiseries ou encore blocs béton plus performants en terme d'isolation en sont des exemples.

#### La solidarité

Créée en 1997, l'Association Martial Caillaud initie des actions humanitaires touchant à l'éducation et à la construction dans des pays défavorisés. Chaque année, les familles fondatrices, la direction et les collaborateurs se mobilisent au service de ses actions auxquelles sont associés les clients du Groupe. Présente aujourd'hui sur 3 continents, forte d'une quinzaine de projets réalisés, l'Association Martial Caillaud permet à plus de 600 enfants d'étudier, de se former et de se soigner dans des bâtiments adaptés et fonctionnels. Porteurs d'avenir, ces projets socialement responsables, soutenus économiquement et durablement illustrent parfaitement les valeurs de VM Matériaux.

## 11 - Gestion des risques

Sur la base des informations connues, issues entre autre des cartographies des risques détaillées par domaine d'activité, le Groupe VM Matériaux décrit ci-après ses principales incertitudes et risques, ainsi qu'une partie de son dispositif de maîtrise associé à ses risques.

### > Risques opérationnels

#### Risque sectoriel de la concurrence

L'environnement économique, politique et financier en France fragilise le secteur de la construction et rend aléatoires les prévisions d'activité à court terme. En dépit de cette conjoncture, VM Matériaux résiste grâce à sa position d'industriel et de négociant sur les marchés de la construction neuve et de la rénovation où les enjeux liés aux économies d'énergies ne cessent de croître. Ses récents développements dans l'offre des écoSOLUTIONS, son savoir-faire et son réseau de distribution forment des atouts différenciant majeurs dans un marché très concurrentiel.

#### Risque lié à l'intégration des acquisitions

VM Matériaux a acquis une forte expérience en matière de croissance externe qui lui donne ainsi une assurance raisonnable sur l'atteinte de ses objectifs en terme de synergies et d'intégration des entités acquises. A chaque opération, des audits d'acquisition sont réalisés et des garanties de passif sont également souscrites par les vendeurs au profit du Groupe. Des tests de valeur sont régulièrement pratiqués sur les écarts d'acquisitions et conduiraient aux dépréciations correspondantes s'ils s'avéraient positifs.

#### Risque de crédit clients

De par son grand nombre de clients actifs, le Groupe VM Matériaux considère que son risque clients est dilué. Des contrats d'assurance crédit

et une gestion des autorisations d'en-cours, dossier par dossier, réalisée principalement au niveau Groupe viennent diminuer l'exposition au risque clients et se traduisent par des provisions clients maîtrisées.

**Risque fournisseurs et de matières premières**  
Compte tenu de la diversification du Groupe VM Matériaux, il n'y a pas de risque majeur de dépendance fournisseurs. Les fournisseurs et les processus d'approvisionnement, identifiés comme sensibles, sont directement sous la vigilance des directions opérationnelles afin de ne pas perturber la production industrielle. En parallèle, des solutions alternatives sont régulièrement mises à jour.

#### Risque lié au système d'information

La Direction du Groupe est particulièrement attentive à son système d'information et un ensemble de dispositions a été déployé pour assurer sa sécurité. En outre, afin de pallier un aléa majeur, les plans de gestion de crise et de reprise d'activité ont été mis en place et font l'objet de tests et de missions d'audits réguliers, pour gagner en maturité et en expérience et ainsi limiter la durée et les impacts des incidents majeurs éventuels.

### > Risques industriels et environnementaux

Le Groupe, attentif à l'évolution des réglementations et soucieux de l'environnement de travail, développe et adapte ses politiques d'investissement et de formation afin de prévenir des risques pouvant mettre en danger les personnes présentes sur ses sites. Des audits sont régulièrement réalisés par des ingénieurs conseils permettant ainsi aux directions opérationnelles d'adapter leurs plans d'actions.

Les principaux risques industriels sont ceux qui pourraient affecter ou interrompre la production des principaux sites (incendie, explosion, défaillance technique...) et qui pourraient altérer la qualité des produits. Les processus qualité mis en place et les tests en laboratoire permettent d'identifier, de corriger voire d'éviter les défaillances ou les dysfonctionnements.

### > Risques financiers

#### Risques juridiques, fiscaux et sociaux

Sur la base des informations connues, le Groupe estime qu'il est peu probable que les procédures amiables et contentieuses en cours puissent avoir un impact significatif sur les états financiers consolidés. Seule une contestation d'un redressement URSSAF est à noter à la date de rédaction de ce rapport.

#### Risques financiers

Le Groupe ayant pour stratégie de maintenir un ratio d'endettement net sur fonds propres inférieur ou égal à 100 % à la date de clôture annuelle, la Direction financière a privilégié une centralisation de la trésorerie du Groupe, lui garantissant ainsi la maîtrise des engagements et des flux financiers. A ce titre, il ne reste pas de financement avec covenant au 31 décembre 2011.

Dans le cadre d'une politique de financement privilégiant les taux variables, la mise en place d'instruments financiers tels que des swaps ou des caps, permet de maîtriser les risques de taux d'intérêt en couvrant leurs fluctuations.

Enfin, la nature des activités du Groupe VM Matériaux et sa stratégie de financement limitent son exposition aux risques de change, risques sur actions et risques sur capital.

### > Assurances et couvertures de risques

Pour se protéger en cas de sinistre éventuel, le Groupe transfère ses principaux risques auprès de compagnies d'assurance de réputation internationale et considère avoir assuré raisonnablement la pérennité de ses activités

grâce à ces assurances. Les différents dispositifs Groupe de prévention sécurité, de plan de formation, de démarche qualité et de reporting viennent également diminuer les risques de sinistres. A la date de rédaction de ce rapport,

aucun sinistre majeur ou significatif susceptible de modifier les conditions de couverture des assurances n'est connu.

Les 2 principales garanties sont résumées dans le tableau suivant :

Nature de l'assurance	Garanties principales	Montant assuré
Tous risques (assurance multirisque)	Dommages aux biens	Limite de 35 M€ par événement et par établissement
	Perte d'exploitation Négoce	12 mois de marge brute
	Perte d'exploitation Production	18 mois de marge brute pour la plupart des sites
Responsabilité civile (les exclusions sont conformes au marché)	RC générale première ligne	Jusqu'à 2 287 000 € par sinistre (RC après livraison)
	RC générale deuxième ligne pour compléter les contrats d'assurance souscrits en local	Jusqu'à 5 000 000 € par sinistre (RC après livraison)
	Décennale (concerne certaines de nos productions)	

Le Groupe VM Matériaux s'entoure aussi, à chaque fois que cela est nécessaire, de conseils et de cabinets spécialisés.

## 12 - Mandataires sociaux

> Récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

	Exercice 2010		Exercice 2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
<b>Philippe AUDUREAU, Président du Directoire</b>				
Rémunération fixe	214 237	214 237	218 865	218 865
Rémunération variable	63 980	64 931	68 602	86 069
Jetons de présence	12 000	12 000	12 000	12 000
Avantages en nature	1 419	1 419	7 339	7 339
<b>Total</b>	<b>291 636</b>	<b>292 587</b>	<b>306 806</b>	<b>324 273</b>
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice*	45 458		20 670	

	Exercice 2010		Exercice 2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
<b>Alain MARION, Directeur général</b>				
Rémunération fixe	161 130	161 130	164 612	164 612
Rémunération variable	65 387	67 318	52 802	65 258
Jetons de présence	6 000	6 000	6 000	6 000
Avantages en nature	1 482	1 482	5 930	5 930
<b>Total</b>	<b>233 999</b>	<b>235 930</b>	<b>229 344</b>	<b>241 800</b>
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice*	30 305		13 780	

	Exercice 2010		Exercice 2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
<b>Jean-Charles CHAIGNE, Membre du Directoire</b>				
Rémunération fixe	159 617	159 617	163 063	163 063
Rémunération variable	48 703	56 610	75 552	54 452
Jetons de présence	3 000	3 000	3 000	3 000
Avantages en nature	4 499	4 499	4 604	4 604
<b>Total</b>	<b>215 819</b>	<b>223 726</b>	<b>246 218</b>	<b>225 119</b>
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice*	28 790		13 091	

	Exercice 2010		Exercice 2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
<b>Dominique BEAUFRAND, Membre du Directoire</b>				
Rémunération fixe	117 653	117 653	120 191	120 191
Rémunération variable	47 624	50 301	39 302	49 244
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	-	-	900	900
<b>Total</b>	<b>165 277</b>	<b>167 954</b>	<b>160 393</b>	<b>170 335</b>
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice*	21 214		9 646	

	Exercice 2010		Exercice 2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
<b>Daniel ROBIN, Membre du Directoire</b>				
Rémunération fixe	96 946	96 946	116 311	116 311
Rémunération variable	23 492	31 214	25 600	28 385
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>120 438</b>	<b>128 160</b>	<b>141 911</b>	<b>144 696</b>
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice*	22 729		10 335	

	Exercice 2010		Exercice 2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
<b>Bruno CADUDAL, Membre du Directoire</b>				
Rémunération fixe	110 253	110 253	117 183	117 183
Rémunération variable	50 643	75 852	41 052	56 408
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>160 896</b>	<b>186 105</b>	<b>158 235</b>	<b>173 591</b>
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice*	21 214		9 646	

\* Détaillées au tableau « Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social »

La rémunération variable est déterminée individuellement sur 3 critères :

- le résultat net du Groupe majoré, lorsque la rentabilité des capitaux investis est supérieure à 5 %,
- le résultat opérationnel, en valeur et en pourcentage de chaque domaine d'activité pour les responsables concernés,

- un objectif qualitatif fixé et évalué en entretien individuel par le Président du Directoire.

Par ailleurs, nous vous informons qu'aucun engagement n'a été pris par la société au bénéfice des mandataires sociaux en raison d'un changement ou d'une cessation de leurs fonctions.

> Jetons de présence et autres rémunérations perçus par les mandataires sociaux non dirigeants

Membres du Conseil de Surveillance		Montants versés en 2010	Montants versés en 2011
Dominique CAILLAUD	Jetons de présence	6 800	7 000
Dominique CAILLAUD	Rémunération de Président de Conseil de Surveillance VM Matériaux <sup>(1)</sup>	10 658	-
Pascal CAILLAUD	Jetons de présence	6 400	6 400
Xavier BIOTTEAU	Jetons de présence	3 200	6 200
Armand FOURNIER <sup>(*)</sup>	Jetons de présence	6 800	6 800
Louis-Marie PASQUIER	Jetons de présence	5 600	5 800
Christophe ROBIN	Jetons de présence	5 600	6 000
Hubert ROBIN	Jetons de présence	15 000	15 200
Hubert ROBIN	Rémunération de Président de Conseil de Surveillance Financière VM Distribution	10 935	11 132
Olivier ROBIN	Jetons de présence	6 200	6 800
Olivier ROBIN	Rémunération de Président de Conseil de Surveillance VM Matériaux <sup>(2)</sup>	10 658	21 699
Jérôme CAILLAUD	Jetons de présence	5 800	6 400
<b>TOTAL</b>		<b>93 651</b>	<b>99 431</b>

(1) De janvier à juin 2010

(2) Depuis juillet 2010

(\*) Rémunération en tant que représentant des salariés actionnaires au Conseil de Surveillance

> Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social

Nom du dirigeant mandataire social	Date du plan	Nature des options (achat ou souscription)	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice	Période d'exercice
Philippe AUDUREAU	10 janvier 2011	Achat	6,89 €	3 000	41,98 €	du 10 janvier 2013 au 9 janvier 2019
Alain MARION	10 janvier 2011	Achat	6,89 €	2 000	41,98 €	du 10 janvier 2013 au 9 janvier 2019
Jean-Charles CHAIGNE	10 janvier 2011	Achat	6,89 €	1 900	41,98 €	du 10 janvier 2013 au 9 janvier 2019
Dominique BEAUFRAND	10 janvier 2011	Achat	6,89 €	1 400	41,98 €	du 10 janvier 2013 au 9 janvier 2019
Daniel ROBIN	10 janvier 2011	Achat	6,89 €	1 500	41,98 €	du 10 janvier 2013 au 9 janvier 2019
Bruno CADUDAL	10 janvier 2011	Achat	6,89 €	1 400	41,98 €	du 10 janvier 2013 au 9 janvier 2019

> Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social

Nom du dirigeant mandataire social	Date du plan	Nature des options (achat ou souscription)	Nombre d'options levées durant l'exercice	Prix d'exercice
Philippe AUDUREAU	2 mars 2009	Achat	1 340	31,19 €
Jean-Charles CHAIGNE	2 mars 2009	Achat	956	31,19 €
Dominique BEAUFRAND	2 février 2004	Achat	600	15,99 €

> Actions de performance attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social

Néant

> Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice pour chaque dirigeant mandataire social

Néant

> Rémunérations exceptionnelles pour chaque dirigeant mandataire social

Néant



> Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice :

Nom	Société	Fonction
AUDUREAU Philippe	SA VM MATERIAUX	Président du Directoire
	SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION	Membre du Conseil de Surveillance
	SA VM DISTRIBUTION	Président du Conseil d'administration
	SA NAULLET	Administrateur
	SAS SEFIMAT	Président
	SAS ATLANTEM INDUSTRIES	Président
	SAS IMMOBILIERE DE L'ATLANTIQUE	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS FINANCIERE LNBTP	Président
	SAS LNTP	Président
	SARL LNTP RENNES	Gérant
	SARL VM DISTRIBUTION BETON	Gérant
	SCI 53 GEORGES D'AMBOISE	Gérant
	SA CIC OUEST	Représentant permanent personne morale Administrateur
	FENETRES LAPCO Inc	Président
	VM MATERIAUX CANADA Inc	Président
ATLANTEM CANADA Inc	Administrateur	
SXD	Administrateur et Président du Conseil	
BEAUFRAND Dominique	SA VM MATERIAUX	Membre du Directoire
BIOTTEAU Xavier	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	ERAM SAS	Président du Directoire
	SA HEYRAUD	Président Directeur général
	SA DES CHAUSSURES LAURENT	Membre du Conseil de Surveillance
	SA FINANCIERE DRESKO	Administrateur
	SA SOCIETE NOUVELLE AUX DEUX QUARTIERS	Président du Conseil d'Administration
	BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	Vice-président
	M. BIOTTEAU détient également d'autres mandats au sein des filiales du Groupe ERAM (10 mandats de Président de SAS, 26 mandats de gérant de SARL et 2 mandats de gérant de SCI)	
CADUDAL Bruno	SA VM MATERIAUX	Membre du Directoire
	SAS ATLANTEM INDUSTRIES	Directeur général
	SAS CIOB MOISAN	Président
	SAS BTP CHARPENTES	Président
	SAS VENDOME FERMETURES	Président
	SCI MAIZIERES	Gérant
	SCI SOFIMO	Gérant
	SCI DU MOULIN DE L'EPINE	Gérant
	SCI LA PATOUVILLE	Gérant
	ATLANTEM CANADA Inc	Administrateur et Vice-président
FENETRES LAPCO Inc	Administrateur	
CAILLAUD Dominique	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	SARL SECA SERVICES IMMOBILIER	Gérant
	SARL SCIMCA	Gérant
CAILLAUD Jérôme	SA VM MATERIAUX	Vice-président du Conseil de Surveillance
	SAS LBC DISTRIBUTION	Président
	SAS S.I.LUG	Président
	SAS LBC NAUTIC	Président
	SA PORT DE PORNICHET	Représentant permanent personne morale Administrateur
	SARL IMMOBILIERE ST HERBLAIN	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE LA ROCHE	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE CHOLET	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE GUERANDE	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE ANCENIS	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE ST GEORGES	Co-gérant
	SARL LBC CHARTER	Gérant
	SCI FINANCIERE GLADEL	Gérant
	CAILLAUD Pascal	SA VM MATERIAUX
SAS IMMOBILIERE DE L'ATLANTIQUE		Président du Conseil de Surveillance
SARL IMMOBILIERE TRELISSAC		Co-gérant
SARL IMMOBILIERE DE L'OUEST		Co-gérant
SARL IMMOBILIERE DE NORMANDIE		Co-gérant



Nom	Société	Fonction
	SARL IMMOBILIERE VM POITIERS	Gérant
	SNC SGDI	Co-gérant
	SCM DENTESSA	Gérant
	SCI APEX 85	Gérant
	SC ICAME	Gérant
CHAIGNE Jean-Charles	SA VM MATERIAUX	Membre du Directoire
	SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION	Membre du Conseil de Surveillance
	SA VM DISTRIBUTION	Directeur général et représentant permanent personne morale Administrateur
	SAS VM CENTRE LOIRE	Président
	SAS EUROMAT	Président
	SAS PAUL THEBAULT	Président
	SAS FARGEAUDOUX	Président
	SAS L DIFFUSION	Président
	SAS HAVRAISE DE MATERIAUX	Président
	SARL EXELPAN	Gérant
	SARL VM BETON	Gérant
	SARL ISILAND	Gérant
	SARL SOLAZAS	Gérant
	SARL BOIS DU BERRY	Gérant
	SNC VM DISTRIBUTION	Gérant
	SCI CROZET	Gérant
FOURNIER Armand	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
PASQUIER Louis-Marie	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	SA FIPA	Administrateur
	SCI VILLAVIT	Co-gérant
MARION Alain	SA VM MATERIAUX	Membre du Directoire / Directeur général
	SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION	Président
	SA VM DISTRIBUTION	Administrateur
	SAS FINANCIERE BLAVET	Président
	SAS IMMOBILIERE DE L'ATLANTIQUE	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS TBM	Président
	SARL SUMACA CENTRE	Gérant
	SARL QUADRA	Gérant
	SARL FINANCIERE VM BETON	Gérant
	SCI JACMI	Gérant
	SCI DE LA PLAINE	Gérant
	SA COMPAGNIE FINANCIERE DE LA CAMUSIERE	Administrateur
	VM MATERIAUX CANADA Inc	Administrateur
ROBIN Christophe	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	SARL IMMOBILIERE TRELISSAC	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE DE L'OUEST	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE DE NORMANDIE	Co-gérant
	SNC SGDI	Co-gérant
ROBIN Daniel	SA VM MATERIAUX	Membre du Directoire
	SA NAULLET	Président du Conseil d'administration
	SAS VENDEE BETON CONTROLE	Président
	SAS VENDEE BETON	Président
	SAS BETON DES OLNES	Président
	SAS BETON 17	Président
	SARL VM BETON AQUITAIN	Gérant
	SARL BETON D'ILLE ET VILAINE	Gérant
	SNC VM BETON SERVICES	Gérant
	SCI ROLONNE	Gérant
	SCI VM BETON	Gérant
ROBIN Hubert	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION	Président du Conseil de Surveillance
	SA NAULLET	Représentant permanent personne morale Administrateur
	SAS IMMOBILIERE DE L'ATLANTIQUE	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS HVB	Président
ROBIN Olivier	SA VM MATERIAUX	Président du Conseil de Surveillance
	SARL IMMOBILIERE ST HERBLAIN	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE LA ROCHE	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE CHOLET	Co-gérant

Nom	Société	Fonction
	SARL IMMOBILIERE GUERANDE	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE ANCENIS	Co-gérant
	SAS MENUISERIES DU CENS	Président
	SAS ATELIER PEAU	Président
	SAS PROBOPORTE	Président
	SARL FINANCIERE ALKAID	Gérant
	SARL ALIOTH	Gérant
	SARL ATELIER SENAND	Gérant
	SCI PHECDA	Gérant
	SC LOC	Gérant

### 13 - Affectation du résultat de VM Matériaux

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice, soit un bénéfice de 5 449 101,50 € auquel il convient d'ajouter le report à nouveau antérieur de 4 541 735,40 €, soit 9 990 836,90 €, de la façon suivante :

- distribution aux actionnaires d'un dividende de 1,30 € par action :  
3 891 735,90 €
- affectation à la réserve facultative :  
1 500 000,00 €
- le solde au poste « Report à nouveau » :  
4 599 101,00 €

étant précisé que ce montant sera augmenté de la fraction des dividendes correspondant aux actions propres détenues par la société.

Conformément aux dispositions légales, nous vous indiquons :

- que l'intégralité des dividendes perçus par les personnes physiques est éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 2° du CGI, sauf en cas d'option pour le prélèvement forfaitaire libératoire,

- que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Dividende net	
	par action	global <sup>(1)</sup>
2008	1,80 €	5 136 601 €
2009	1,40 €	3 995 134 €
2010	1,30 €	3 891 736 €

(1) Montant incluant les actions d'autodétention

Nous vous proposons de mettre en paiement le dividende à compter du 5 juin 2012.

### 14 - Jetons de présence

Il vous est proposé de fixer à 54 200 € le montant des jetons de présence à allouer au Conseil de Surveillance, pour l'exercice 2011.

### 15 - Mandats des dirigeants et Commissaires aux comptes

Aucun mandat n'arrive à expiration avec la présente assemblée.

### 16 - Achat par la société de ses actions

Nous vous proposons de renouveler l'autorisation donnée au Directoire par l'Assemblée Générale du 20 mai 2011 de procéder à des achats en bourse d'actions de la société, dans les conditions et limites définies par les articles L225-209 et suivants du Code de commerce et conformément à celles du règlement européen du 22 décembre 2003.

Les objectifs du programme de rachat sont les mêmes que l'année précédente.

L'autorisation d'acquisition est donnée pour une durée de 18 mois et dans les conditions suivantes :

- le nombre maximal d'actions susceptibles d'être rachetées ne pourra excéder 150 000 titres,
- le prix d'achat maximal par action est fixé à 60 €,
- le montant global affecté à ce programme est fixé à 9 000 000 €.

### 17 - Informations diverses

#### > Transactions des dirigeants

Conformément à l'article L621-18-2 du Code monétaire et financier et au règlement général de l'AMF, nous vous indiquons les transactions réalisées par les dirigeants de VM Matériaux sur le titre de la société et portées à notre connaissance.

Mandataires concernés	Opération	Nombre titres	Montant
Membres du Directoire et personnes liées	Exercice Stock option	2 896	81 207 €
Membres du Conseil de Surveillance et personnes liées	Acquisition	11 466	429 320 €

Nous vous informons également que, statuant en application de l'article L225-185 du Code de commerce, le Conseil de Surveillance a fixé à 10 % la quantité de titres issus de levées d'options que les mandataires sociaux sont tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

#### > Délégations de pouvoirs en matière d'augmentation de capital

Aucune délégation accordée par l'Assemblée Générale au Directoire en matière d'augmentation de capital n'est en cours de validité.

# Etats financiers consolidés IFRS au 31 décembre 2011

## Bilan consolidé

### Actif

En K€	Notes	31 décembre 2011	31 décembre 2010
<b>Actif non courant</b>			
Ecarts d'acquisition	5	84 009	79 598
Immobilisations incorporelles	6	4 854	4 693
Immobilisations corporelles	7	100 428	89 964
Participations dans des entreprises associées	8	1 156	810
Autres actifs financiers	9	2 392	2 527
Impôts différés actifs	10	510	633
<b>Total actif non courant</b>		<b>193 348</b>	<b>178 226</b>
<b>Actif courant</b>			
Stocks et en-cours	11	92 434	91 160
Clients et comptes rattachés	12	95 463	92 943
Autres créances	13	36 282	35 383
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	17 811	16 071
<b>Total actif courant</b>		<b>241 990</b>	<b>235 557</b>
<b>Total actif</b>		<b>435 338</b>	<b>413 783</b>

### Passif

En K€	Notes	31 décembre 2011	31 décembre 2010
<b>Capital et réserves</b>			
Capital	15	4 490	4 490
Réserves consolidées		124 700	114 328
Actions autodétenues	15	-4 039	-2 959
<b>Résultat part du Groupe</b>		<b>12 651</b>	<b>15 368</b>
<b>Total capital et réserves part du Groupe</b>		<b>137 802</b>	<b>131 227</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>			
Réserves		4 304	3 438
Résultat		845	634
<b>Total capital et réserves part des intérêts minoritaires</b>		<b>5 150</b>	<b>4 072</b>
<b>Fonds propres de l'ensemble consolidé</b>		<b>142 952</b>	<b>135 299</b>
<b>Passif non courant</b>			
Impôts différés passifs	16	4 491	4 182
Provisions pour risques et charges	17	12 535	11 687
Emprunts et dettes financières	19	80 031	77 305
Autres passifs non courants	22	13	4 744
<b>Total passif non courant</b>		<b>97 070</b>	<b>97 918</b>
<b>Passif courant</b>			
Emprunts et dettes financières	19	65 140	59 041
Dettes fournisseurs	22	85 585	84 985
Provisions pour risques et charges	17	-	149
Autres passifs courants	22	44 592	36 391
<b>Total passif courant</b>		<b>195 317</b>	<b>180 566</b>
<b>Total passif</b>		<b>435 338</b>	<b>413 783</b>

# Etats financiers consolidés IFRS au 31 décembre 2011

## Compte de résultat consolidé

En K€	Notes	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Chiffre d'affaires	4	706 975	630 631
Achats consommés		-445 107	-402 031
Charges de personnel	23	-125 486	-114 403
Charges externes		-87 636	-76 204
Impôts et taxes		-10 494	-8 923
Dotations / reprises amortissements		-14 837	-12 439
Dotations / reprises provisions		-480	-942
Autres produits d'exploitation	24	4 220	6 296
Autres charges d'exploitation	24	-5 165	-5 560
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>21 992</b>	<b>16 425</b>
% ROC / CA		3,1 %	2,6 %
Autres produits opérationnels	25	355	6 290
Autres charges opérationnelles	25	-	-235
<b>Total autres produits et charges opérationnels</b>		<b>355</b>	<b>6 055</b>
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>22 347</b>	<b>22 480</b>
Produits financiers	26	699	779
Charges financières	26	-3 896	-3 221
<b>Résultat financier</b>		<b>-3 197</b>	<b>-2 443</b>
Impôts sur les résultats	27	-6 016	-4 064
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>		<b>13 133</b>	<b>15 974</b>
Quote-part des sociétés mises en équivalence		363	28
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>13 496</b>	<b>16 002</b>
% RN / CA		1,9 %	2,5 %
<b>dont part du Groupe</b>		<b>12 651</b>	<b>15 368</b>
% Résultat part du Groupe / CA		1,8 %	2,4 %
<b>dont part des intérêts minoritaires</b>		<b>845</b>	<b>634</b>
<b>Résultat part du Groupe par action (en €)</b>	<b>28</b>	<b>4,3</b>	<b>5,5</b>
<b>Résultat dilué par action (en €)</b>	<b>28</b>	<b>4,3</b>	<b>5,5</b>

## Etat consolidé des produits et charges comptabilisés

En K€	Total capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<b>Exercice 2010</b>			
Variation de la juste valeur des instruments financiers	-125	-2	-127
Variation des écarts actuariels	-149	-	-149
Ecart de conversion	58	-	58
<b>Produits et charges reconnus directement en capitaux propres</b>	<b>-216</b>	<b>-2</b>	<b>-218</b>
Résultat de la période	15 368	634	16 002
<b>Total des produits et charges de la période</b>	<b>15 152</b>	<b>632</b>	<b>15 784</b>
<b>Exercice 2011</b>			
Variation de la juste valeur des instruments financiers	-1 287	-	-1 287
Variation des écarts actuariels	352	4	356
Ecart de conversion	59	16	75
<b>Produits et charges reconnus directement en capitaux propres</b>	<b>-876</b>	<b>20</b>	<b>-856</b>
Résultat de la période	12 651	845	13 496
<b>Total des produits et charges de la période</b>	<b>11 775</b>	<b>865</b>	<b>12 640</b>

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

En K€	Notes	2011	2010
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>			
Résultat net total consolidé		13 496	16 002
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- amortissements et provisions		14 747	12 675
- autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		972	1 137
- plus et moins-values de cession et autres		-132	-4 932
- quote-part des sociétés mises en équivalence		-363	-28
- dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		82	48
- coût de l'endettement financier net		2 954	2 378
- charge d'impôt		6 016	4 064
<b>Capacité d'autofinancement avant impôts et frais financiers</b>			
		<b>37 773</b>	<b>31 343</b>
Coût de l'endettement financier net payé		-2 888	-2 363
Impôt payé		-5 396	-2 797
Variation du BFR lié à l'activité		1 440	-33 696
- dont variation des stocks et en-cours		3	-3 412
- dont variation des clients nets		803	-6 217
- dont variation des fournisseurs		109	-32 923
- dont autres variations		525	8 855
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>			
		<b>30 928</b>	<b>-7 511</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>			
Acquisitions d'immobilisations		-25 389	-16 045
Cessions d'immobilisations		631	1 672
Incidence sur la variation de périmètre	30	-5 339	-7 091
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>			
		<b>-30 098</b>	<b>-21 464</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>			
Dividendes versés aux actionnaires		-3 814	-3 923
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-728	-287
Augmentation de capital en numéraire <sup>(1)</sup>		-	-109
Emission d'emprunts	19	36 776	35 006
Remboursement d'emprunts	19	-32 727	-25 804
Rachats et reventes d'actions propres		-1 080	110
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>			
		<b>-1 573</b>	<b>4 993</b>
Incidence de la variation des taux de change		59	22
<b>Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>			
		<b>-684</b>	<b>-23 961</b>
Trésorerie d'ouverture		-11 576	12 385
Trésorerie de clôture	14	-12 261	-11 576
<b>Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>			
		<b>-684</b>	<b>-23 961</b>

(1) En 2010 : dont -120 K€ relatifs aux frais liés aux opérations d'apport qui ont été réalisées le 22 décembre 2010

## Tableau de variation des capitaux propres

En K€	Capital	Primes	Actions propres	Réserves consolidées	Total capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	4 280	14 240	-3 068	98 821	114 273	3 415	117 688
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	-	-	-	-216	-216	-2	-218
Résultat de la période	-	-	-	15 368	15 368	634	16 002
<b>Total des produits et charges de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15 152</b>	<b>15 152</b>	<b>632</b>	<b>15 784</b>
Augmentation de capital	210	5 590	-	-	5 800	-	5 800
Distribution de dividendes	-	-	-	-3 924	-3 924	-285	-4 209
Transaction sans perte ou prise de contrôle	-	-	-	-328	-328	-163	-491
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	471	471
Variation des actions propres	-	-26	110	-	84	-	84
Paiements en actions	-	175	-	-	175	-	175
Autres	-	-	-	-5	-5	2	-3
Situation au 31 décembre 2010	4 490	19 979	-2 958	109 716	131 227	4 072	135 299
Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	4 490	19 979	-2 958	109 716	131 227	4 072	135 299
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	-	-	-	-876	-876	20	-856
Résultat de la période	-	-	-	12 651	12 651	845	13 496
<b>Total des produits et charges de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11 775</b>	<b>11 775</b>	<b>865</b>	<b>12 640</b>
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-
Distribution de dividendes	-	-	-	-3 814	-3 814	-728	-4 542
Transaction sans perte ou prise de contrôle	-	-	-	-325	-325	-256	-581
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	1 169	1 169
Variation des actions propres	-	-126	-1 080	-	-1 206	-	-1 206
Paiements en actions	-	194	-	-	194	-	194
Autres	-	-	-	-49	-49	28	-21
Situation au 31 décembre 2011	4 490	20 047	-4 038	117 303	137 802	5 150	142 952



# Etats financiers consolidés IFRS au 31 décembre 2011

## Notes aux états financiers consolidés

### 1 - Informations générales

VM Matériaux est centré sur l'univers du bâtiment, à travers 3 domaines d'activité :

- le Négoce de matériaux : distribution de matériaux de construction pour le bâtiment et les travaux publics, au travers d'un réseau d'agences spécialisées s'adressant à une clientèle de professionnels ou d'« auto-constructeurs »,
- l'industrie du Béton : Béton Prêt à l'Emploi, Béton Industriel et Préfabriqué,
- la Menuiserie industrielle : fabrication de menuiseries extérieures (fenêtres et portes en PVC, aluminium ou bois), de fermetures (volets roulants, clôtures, portes de garage) et de structures bois (fermettes, charpentes traditionnelles et panneaux bois).

VM Matériaux est coté sur l'Eurolist, compartiment C. Ces états financiers sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Ces états financiers ont été arrêtés par le Directoire du 5 mars 2012.

### 2 - Principes comptables et règles de consolidation

#### > Principes généraux

Les principes retenus pour la préparation des états financiers consolidés du Groupe VM Matériaux sont conformes aux normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne au 31 décembre 2011. Les normes adoptées par l'Union Européenne sont consultables sur le site Internet de la Commission Européenne :

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Ces états financiers ne tiennent pas compte des nouvelles normes, des révisions de normes existantes et des interprétations publiées par l'IASB mais non encore approuvées par l'Union Européenne.

Les principes comptables retenus sont conformes à ceux utilisés pour la préparation des états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes, interprétations et amendements suivants applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 et qui n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés du Groupe. Ces textes sont les suivants :

- IAS 24 (révision), « Information relative aux parties liées »,
- IAS 32 (amendement), « Classement des droits de souscription émis en devise »,
- IFRS 1 (amendement), « Exemptions limitées à la présentation d'informations comparatives relatives à IFRS 7 »,
- IFRS 7 (amendement), « Informations à fournir dans le cadre des transferts d'actifs financiers »,
- IFRIC 14 (amendement), « Paiements anticipés des exigences de financement minimal »,
- IFRIC 19 « Extinction de dettes financières avec des instruments de capitaux propres »,
- Amélioration des normes IFRS (3<sup>ème</sup> lot).

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations qui ne sont pas entrées en vigueur en Europe dont l'application n'est pas obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

- IAS 1 (amendement), « Présentation des autres éléments du résultat global »,
- IAS 12 (amendement), « Recouvrement des actifs sous-jacents »,
- IAS 19 (amendement), « Avantages du personnel »,
- IAS 27 (amendement), « États financiers individuels »,
- IAS 28 (amendement), « Participation dans des entreprises associées et dans des co-entreprises »,
- IFRS 1 (amendement), « Hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les nouveaux adoptants »,
- IFRS 7 (amendement), « Informations à fournir - compensation des actifs et des passifs financiers »,

- IFRS 9 « Classification et évaluation des instruments financiers »,
- IFRS 10 « États financiers consolidés »,
- IFRS 11 « Accords conjoints »,
- IFRS 12 « Information à fournir sur les participations dans les autres entités »,
- IFRS 13 « Évaluation à la juste valeur ».

Le Groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes.

#### > Première adoption des IFRS

Les normes comptables internationales ont été appliquées avec effet rétrospectif dans le bilan d'ouverture à la date de transition (1<sup>er</sup> janvier 2004), conformément aux dispositions prévues par la norme IFRS 1 et à certaines exceptions prévues par la norme.

#### Regroupements d'entreprises

Le Groupe a choisi, selon l'option, de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2004. Ainsi la valeur des actifs et passifs des entreprises acquises jusqu'à cette date, précédemment établie selon les principes comptables français, n'a pas été ajustée lors de la transition aux normes IFRS.

#### Réévaluation des immobilisations corporelles à leur juste valeur et utilisation de cette juste valeur en tant que coût présumé

Le Groupe a décidé d'appliquer l'exemption facultative prévue par la norme IFRS 1. Ainsi, les terrains et les constructions acquis avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 ont été réévalués à la date de transition aux IFRS. La juste valeur de ces biens a été déterminée à partir d'expertises réalisées par un expert indépendant. Des décotes ont pu être appliquées pour tenir compte des spécificités de certains sites.

#### Avantages du personnel

Le Groupe a retenu la possibilité offerte par la norme IFRS 1 de comptabiliser l'ensemble des écarts actuariels cumulés à la date de transition en contrepartie des capitaux propres d'ouverture.

#### Paiements en actions

Conformément aux choix laissés par la norme IFRS 2, pour les plans réglés en actions, le Groupe a choisi de n'appliquer cette norme qu'aux plans émis après le 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas acquis au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

#### Instruments financiers

Le Groupe a pris en compte dès le 1<sup>er</sup> janvier 2004 les impacts de l'application des normes IAS 32 et IAS 39 relatives aux instruments financiers.



### Utilisation des estimations

La présentation des états financiers consolidés conforme aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui ont une incidence sur l'évaluation des résultats, des actifs et des passifs consolidés.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation, sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement, et s'inscrivent dans le contexte économique et financier actuel. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent. Les montants effectifs peuvent naturellement diverger de ces estimations.

Les estimations et hypothèses principales décrites dans cette annexe concernent l'évaluation des engagements de retraite, les provisions pour autres passifs, les impôts différés, les paiements en actions, la valorisation des instruments financiers et les tests de valeur des écarts d'acquisition.

## > Méthodes de Consolidation

### Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe, directement ou indirectement, contrôle plus de la moitié des droits de vote ou a le pouvoir d'exercer le contrôle sur les opérations, sont consolidées par intégration globale.

En cas de contrôle conjoint, pouvant exister dans le cadre d'un accord contractuel de partage d'une activité économique, lorsque les décisions stratégiques, financières et opérationnelles nécessitent le consentement mutuel des parties partageant le contrôle, les intérêts du Groupe sont comptabilisés suivant la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sans en avoir le contrôle, ni le contrôle conjoint sont consolidées par mise en équivalence.

Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle effectif est transféré au Groupe. Elles ne sont plus consolidées à partir de leur date de cession.

Toutes les transactions inter-compagnies, soldes et plus ou moins-values réalisés sur des opérations entre des sociétés du Groupe sont annulés. Lorsque cela est nécessaire, les méthodes comptables des filiales sont ajustées afin d'être en adéquation avec les règles et méthodes adoptées par le Groupe.

### Engagements croisés d'achats et de ventes contractés avec les minoritaires et portant sur les titres de filiales

Lorsque le Groupe contracte des engagements d'acheter des titres de filiales détenus par des minoritaires et bénéficie de l'option d'acheter ces mêmes titres (put et call croisés), ces engagements sont comptabilisés de la manière suivante :

- le Groupe ayant dès à présent les intérêts minoritaires, aucun intérêt minoritaire n'est constaté. Un goodwill complémentaire est comptabilisé, ainsi qu'une dette, représentative du paiement futur,
- la dette financière afférente à ces options d'achats et de ventes est comptabilisée en « Dettes sur immobilisations »,
- pour les engagements d'achats conclus avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010, la variation ultérieure est comptabilisée par ajustement du montant de l'écart d'acquisition,
- pour les engagements conclus après le 1<sup>er</sup> janvier 2010, la variation ultérieure est comptabilisée par ajustement des capitaux propres.

### Entreprises associées

La liste des principales sociétés du Groupe figure en note 33.

L'impact des acquisitions et des cessions des filiales est donné en note 30.

## > Conversion des devises étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en euro, qui est la monnaie fonctionnelle du Groupe VM Matériaux.

Les comptes des sociétés hors zone euro sont convertis selon les principes suivants :

- les postes de bilan sont convertis au taux de clôture,
- les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice,
- les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres sous la rubrique « Ecarts de conversion ».

Les opérations en monnaie étrangère sont comptabilisées au taux de change de la date d'opération. Les gains ou les pertes résultant du règlement de ces transactions et de la conversion des créances et dettes en monnaie étrangère sont enregistrés au compte de résultat.

Les écarts d'acquisition constatés lors d'un regroupement d'entreprises avec une activité à l'étranger sont comptabilisés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise. Ils sont ensuite convertis au cours de clôture dans la monnaie de présentation du Groupe, les différences résultant de cette conversion étant portées dans les capitaux propres consolidés.

## > Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels » l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources par le Directoire, qui est le principal organe de décision opérationnel du Groupe.

En conséquence, un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquies des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges. Chaque secteur opérationnel fait l'objet d'un suivi individuel et le résultat opérationnel de chaque secteur est régulièrement examiné par le Directoire en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d'évaluer sa performance.

Les secteurs présentés au titre de l'information sectorielle sont :

- le Négoce de matériaux,
- l'industrie du Béton,
- la Menuiserie industrielle.

## > Ecart d'acquisition et regroupements d'entreprises


### Regroupements d'entreprises réalisés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité sur laquelle le Groupe acquiert un contrôle exclusif :

- les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur à la date de prise de contrôle,
- les intérêts minoritaires sont évalués soit à leur juste valeur, soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque acquisition.

A cette date, l'écart d'acquisition est évalué comme étant la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant des intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, et
- le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris.



L'évaluation à la juste valeur des intérêts minoritaires a pour effet d'augmenter l'écart d'acquisition à hauteur de la part attribuable à ces intérêts minoritaires, résultant ainsi en la constatation d'un écart d'acquisition dit « complet ».

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Tout ajustement éventuel du prix d'acquisition est comptabilisé à sa juste valeur dès la date d'acquisition, et tout ajustement ultérieur, survenant au-delà du délai d'affectation du prix d'acquisition, est comptabilisé en résultat.

Les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période.

En cas d'acquisition d'une participation complémentaire dans une filiale consolidée, la différence entre le prix d'acquisition et la valeur comptable des intérêts minoritaires est comptabilisée en variation des capitaux propres attribuables aux actionnaires.

Toute différence négative entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs nets identifiables est reconnue en résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

#### Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010

IFRS 3, dans sa version publiée par l'IASB en mars 2004, retenait déjà la méthode de l'acquisition. Ses dispositions différaient cependant de celles de la norme révisée sur les principaux points suivants :

- les intérêts minoritaires étaient évalués sur la base de leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise, et l'option d'évaluation à la juste valeur n'existait pas,
- les ajustements éventuels du prix d'acquisition étaient comptabilisés dans le coût d'acquisition uniquement si leur occurrence était probable et que les montants pouvaient être évalués de façon fiable,
- les coûts directement liés à l'acquisition étaient comptabilisés dans le coût du regroupement,
- en cas d'acquisition d'une participation complémentaire dans une filiale consolidée, VM Matériaux comptabilisait la différence entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des intérêts minoritaires acquis en écart d'acquisition.

#### La perte de valeur de l'écart d'acquisition

La valeur de l'écart d'acquisition est ramenée à sa valeur recouvrable si elle est inférieure à sa valeur nette comptable. La charge de dépréciation éventuelle est enregistrée sur la ligne « Dépréciation des écarts d'acquisition » du compte de résultat incluse dans le résultat opérationnel.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation des actifs » les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais sont sujets à un test de perte de valeur chaque année. Ces tests, qui sont effectués au cours du deuxième semestre de chaque année, ont pour objet de déterminer la valeur recouvrable des actifs.

La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité :

- le prix de vente net de l'actif correspond à une estimation à partir de multiples critères financiers (chiffre d'affaires, résultat). Le Groupe considère que le prix de vente net est la valorisation la plus faible de la valeur recouvrable. Les flux actualisés sont utilisés par le Groupe lorsque le prix de vente estimé est inférieur à l'écart d'acquisition,
- la valeur d'utilité est calculée sur la base des prévisions sur 5 ans. Les trois premières années sont basées sur le budget et les plans à 3 ans établis par le contrôle de gestion du Groupe. Ces plans sont validés par la Direction. Pour les 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> années, il est retenu un taux de croissance basé sur une inflation estimée. Les budgets sont actualisés sur la base d'un WACC estimé à 7,2 % pour l'année 2011, en fonction des caractéristiques des UGT, et le Groupe a retenu un taux de croissance de 2,0 %.

Pour la réalisation de ces tests, les actifs sont regroupés par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). L'UGT est une subdivision d'une activité pour laquelle il existe un reporting interne et pour laquelle une analyse du résultat est réalisée. Le niveau d'analyse auquel le Groupe apprécie la valeur des écarts d'acquisition correspond généralement à un ou plusieurs sites commerciaux ou industriels.

Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT se révèle inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée sur la ligne « Dépréciation des écarts d'acquisition » du compte de résultat, incluse dans le résultat opérationnel, afin de ramener la valeur nette comptable des actifs à leur valeur recouvrable.

Par expérience, les sociétés qui entrent dans le Groupe peuvent subir des perturbations liées à leur intégration, sans que leur valeur recouvrable ne soit remise en cause. Le Groupe estime à 3 ans ce délai, durant lequel, sauf indice de perte de valeur, le Groupe ne devrait pas être amené à déprécier les écarts d'acquisitions.

Les tests de dépréciation réalisés n'ont pas fait apparaître, sur l'exercice 2011, de pertes de valeur. La variation de 0,5 point des taux de croissance ou des taux d'actualisation utilisés n'entraînerait pas la comptabilisation de pertes de valeur complémentaires dans les comptes consolidés du Groupe.

#### > Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (coûts de développement de logiciels informatiques, logiciels, marques et licences) sont évaluées au coût d'acquisition, révisé périodiquement en cas de perte de valeur. Elles sont amorties linéairement sur les durées suivantes :

- brevets et concessions : 8 ans,
- licences informatiques : 2 à 5 ans,
- droit au bail : 20 ans.

Les marques sont comptabilisées séparément du goodwill lorsqu'elles remplissent les critères imposés par la norme IAS 38. Des critères de notoriété et de pérennité sont alors pris en compte pour apprécier la durée de vie de la marque. Dans le cas où une marque constitue une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéfinie, celle-ci n'est pas amortie mais fait l'objet d'un test de dépréciation annuel systématique, et dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur potentielle. Le Groupe applique la méthode des royalties : cette approche consiste à déterminer la valeur de la marque sur la base des revenus futurs des redevances perçues dans l'hypothèse où la marque serait exploitée sous forme de licence par un tiers. Dans le cas où une marque constitue une immobilisation incorporelle à durée d'utilité finie, celle-ci est amortie.

#### > Immobilisations corporelles

Depuis le passage aux normes IFRS, les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, à l'exception des terrains qui ne sont pas dépréciés du fait de leur durée de vie infinie.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leurs durées d'utilité sont significativement différentes.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur la base des durées suivantes d'utilisation probable :

- constructions, agencements de construction, agencements de terrain : 10 à 30 ans,
- installations techniques, matériels et outillages : 3 à 12 ans,
- agencements de magasin : 3 à 10 ans.

La base amortissable des immobilisations corporelles est constituée du coût d'acquisition, qui inclut les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition, diminué le cas échéant de la valeur résiduelle.

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Lorsque la valeur comptable d'une immobilisation est supérieure à son montant recouvrable estimé, une dépréciation de l'actif est comptabilisée.

#### > Locations financières

Les contrats de location-financement portant sur des immobilisations corporelles sont immobilisés lorsque le Groupe supporte substantiellement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien. Les immobilisations corporelles financées par des contrats de location-financement sont capitalisées à leur valeur actuelle correspondant aux montants des redevances à payer. Chaque redevance est partagée entre une dette financière et une charge financière. Le solde entre les redevances et les charges financières est inclus dans le poste « Dettes financières ». La charge financière est comptabilisée dans le compte de résultat sur la période du leasing. Les constructions, les aménagements et équipements acquis lors d'un contrat de crédit-bail sont amortis sur la durée de vie estimée de l'actif.

Les contrats de location qui ne confèrent pas au Groupe l'intégralité des risques et des avantages sont classés en contrat de location simple. Les paiements effectués pour ces contrats sont comptabilisés en charge sur la durée du contrat.

#### > Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat, prêts et créances, disponibles à la vente. La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition de ces actifs. La direction détermine leur classification lors de la comptabilisation initiale.

Les investissements financiers non consolidés sont analysés comme des titres disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de valeur, positives ou négatives, sont enregistrées en capitaux propres en « Réserve de réévaluation ». En cas de perte de valeur jugée définitive, une dépréciation de ce montant est enregistrée en résultat financier.

Les placements financiers (valeurs mobilières) sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier.

Les prêts et créances sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés au coût amorti. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur, correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable, est comptabilisée en résultat.

#### > Instruments financiers

##### Couverture de change

Le Groupe détient des instruments financiers dérivés dans le but de réduire son exposition aux risques de taux de change sur ses engagements fermes ou hautement probables. Ces instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en juste valeur. Les variations de valeur des dérivés sont enregistrées en capitaux propres pour la part efficace et en résultat de la période pour la partie inefficace.

##### Couverture de taux d'intérêt

Les instruments mis en place ont principalement pour objet de couvrir la variation de taux de la dette financière à court et moyen terme à taux variable (au moyen de contrats de swap avec un taux fixe, ou de cap avec un taux d'intérêt maximum couvrant une certaine période).

Ces dérivés sont initialement évalués au coût d'acquisition, puis réévalués à leur juste valeur. Le profit ou la perte résultant de l'instrument financier est comptabilisé directement dans les capitaux propres pour sa part efficace lorsqu'il existe une relation de couverture et en résultat de la période pour la part inefficace. L'instrument financier est rattaché au passif du bilan le concernant.

#### Couverture de matière première

Le Groupe n'a pas actuellement d'instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques sur matières premières.

#### > Stocks

Les stocks sont comptabilisés au montant le plus faible entre le coût historique et la valeur réalisable nette. Le coût est déterminé en utilisant la méthode du premier entré - premier sorti (First-In-First-Out, FIFO), ou la méthode du coût moyen pondéré selon les activités.

Le coût des produits finis et des en-cours de production inclut le coût des matières premières, le coût de la main d'œuvre directe, les coûts directs et les frais de production correspondants.

La valeur nette réalisable correspond au prix de vente estimé dans le cadre de l'activité normale, net des coûts restant à encourir pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

#### > Créances clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur probable d'encaissement. Une estimation est faite pour les créances douteuses à partir d'une revue des créances dues à chaque clôture. Les pertes sur créances irrécouvrables sont passées en charges l'année de leur constatation.

#### > Affacturage

Les créances d'exploitation cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage sont traitées comme ayant été intégralement payées lorsque le Groupe a transféré les risques et avantages liés à la propriété de ces actifs.

Le montant des créances cédées et encaissées dans le cadre d'un mandat de gestion conclu avec le factor est porté en dettes financières sous la rubrique « Concours bancaires ».

#### > Trésorerie et équivalents de trésorerie

Pour le bilan, le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les disponibilités bancaires et placements immédiatement disponibles. Les découverts bancaires sont inclus dans les emprunts parmi les dettes à court terme au passif du bilan.

Dans le tableau de financement, le poste « Trésorerie et équivalent de trésorerie » comprend les disponibilités bancaires et les valeurs mobilières de placement, nettes des concours bancaires courants.

#### > Capitaux propres

Les charges externes directement connectées à une émission d'actions nouvelles viennent en moins de la prime d'émission, nettes de taxes.

Lorsque la société ou ses filiales achètent leurs propres actions, le prix payé incluant les frais afférents à leur acquisition nets de taxes est déduit des capitaux propres dans le poste « Actions propres » jusqu'à leur cession. Au moment de leur cession, la plus ou moins-value réalisée est comptabilisée en capitaux propres.

Le Groupe n'est soumis à aucune contrainte au titre de son capital et ne dispose pas de dettes gérées en tant que capital.

#### > Emprunts

Les emprunts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, nette des commissions afférentes. Les emprunts sont ultérieurement comptabilisés à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La part à moins d'un an des dettes financières est classée en dettes financières courantes.

## > Provisions pour risques et charges

Les provisions sont constituées lorsque le Groupe a une obligation actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'événements passés, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de cette obligation peut être estimé de façon fiable.

## > Avantages du personnel

### Engagements de retraite

Les sociétés du Groupe disposent de régimes de retraite à prestations définies qui définissent le montant de la prestation de retraite qui sera perçue par un salarié lors de son départ à la retraite.

Les engagements de retraite qui seront perçus par les salariés sont évalués suivant la méthode des unités de crédit projetées sur la base des conventions collectives en vigueur de chaque société. Ces évaluations tiennent compte notamment du niveau de rémunération future, de la durée d'activité probable des salariés, de l'espérance de vie et de la rotation du personnel.

La valeur actualisée des engagements ainsi évalués est comptabilisée au bilan, déduction faite de la juste valeur des actifs versés par les sociétés du Groupe à des organismes financiers.

La variation de cet engagement est comptabilisée en résultat opérationnel courant et en résultat financier selon la nature du sous-jacent.

Les gains et pertes actuariels, qui résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats estimés selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs, sont comptabilisés en intégralité en contrepartie des capitaux propres.

### Paiements fondés sur des actions

Les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions, ainsi que les plans d'attribution gratuite d'actions, donnent lieu à l'enregistrement d'une charge constituée de l'espoir de gain pour les bénéficiaires de ces plans ; l'espoir de gain est calculé le jour du Directoire ayant mis en place les plans selon la méthode Black et Scholes. Cette charge est répartie sur la période d'acquisition (de 2 à 4 ans) en contrepartie d'une augmentation des réserves.

Les sommes perçues lorsque les options sont levées sont créditées aux postes « Capital apporté » (valeur nominale) et « Prime d'émission », nettes des coûts de transaction directement attribuables.

### Participation, plans d'intéressement et primes

Le Groupe comptabilise un passif et une charge au titre de la participation, des intéressements et des primes. Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation contractuelle ou si, du fait d'une pratique passée, il existe une obligation implicite.

### Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail sont dues lorsque l'entreprise met fin au contrat de travail d'un salarié. Le Groupe comptabilise ces indemnités lorsqu'il est manifestement engagé à mettre fin au contrat de travail.

### Coûts médicaux

Le Groupe n'a pas d'obligation au titre de coûts médicaux.

## > Impôts courants et différés

Un impôt différé est calculé pour toutes les différences temporaires existant entre la valeur comptable inscrite au bilan consolidé et la valeur fiscale des actifs et passifs. Le taux d'impôt utilisé est celui que le Groupe s'attend à payer ou à recouvrer auprès des administrations fiscales et qui a été adopté ou quasi adopté à la date d'arrêté des comptes.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés et sont classés au bilan en actifs et passifs non courants.

Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une réelle probabilité de récupération de ces impôts sur les exercices futurs.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si les entités possèdent un droit légal de compensation et relèvent de la même administration fiscale.

## > Taxe professionnelle et Contribution Economique Territoriale (CET)

La loi de finances pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par la Contribution Economique Territoriale (CET) qui comprend deux nouvelles contributions :

- la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) assise sur les valeurs locatives foncières de l'actuelle Taxe Professionnelle,
- la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

Le Groupe a conclu que le changement fiscal mentionné ci-dessus consistait essentiellement en une modification des modalités de calcul de l'impôt local français, sans en changer globalement la nature. Le Groupe considère donc qu'il n'y a pas lieu d'appliquer à la CVAE comme à la CFE un traitement comptable différent de celui de la taxe professionnelle. Ces deux nouvelles contributions sont donc classées en charges opérationnelles, sans changement par rapport à celui retenu pour la taxe professionnelle.

Aucun impôt différé n'a été provisionné en résultat suite à cette réforme.

## > Résultat opérationnel

Le Groupe comptabilise en « Autres produits opérationnels » et « Autres charges opérationnelles » les éléments non récurrents et significatifs liés notamment aux opérations de restructuration.

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et des coûts directement liés aux activités du Groupe, que ces produits et ces charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles et inhabituelles.

Le résultat opérationnel courant est un agrégat intermédiaire qui doit permettre de faciliter la compréhension de la performance opérationnelle de l'entreprise.

Les autres produits et charges opérationnels non courants, exclus du résultat opérationnel courant, comprennent :

- les dépréciations de goodwill et des autres immobilisations incorporelles,
- les résultats de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles importants ou inhabituels,
- les résultats de cession des titres consolidés,
- les coûts de restructurations et les coûts relatifs aux mesures d'adaptation des effectifs,
- les éléments inhabituels correspondant à des produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant.

## > Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions achetées par la société et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat net par action (dilué) est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice ajusté de l'impact de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires. Le Groupe dispose d'une seule catégorie d'instruments dilutifs : les plans d'options sur actions.

### > Distribution de dividendes

Les distributions de dividendes aux actionnaires de la société sont comptabilisées en tant que dettes dans les états financiers du Groupe au cours de la période durant laquelle les dividendes sont approuvés par les actionnaires de la société.

## 3 - Faits marquants

### > Principales évolutions du périmètre de consolidation

Les variations de périmètre intervenues au cours de l'exercice 2011 sont les suivantes :

#### Fenêtres Lapco

En janvier 2011, le Groupe a pris une participation de 93 % dans la société québécoise Fenêtres Lapco, fabricant de menuiseries PVC. Cette entreprise avait réalisé en 2010 un chiffre d'affaires de 8,5 M CAD. Elle emploie 50 personnes sur son site de production de Mirabel, à proximité de Montréal.

#### Bois du Berry

En janvier 2011, le Groupe a pris une participation complémentaire de 25 % dans le capital de la société Bois du Berry. Cette prise de participation permet au Groupe de détenir 100 % du capital de cette société.

#### Point Bois

En mars 2011, le Groupe a pris une participation complémentaire de 10 % dans le capital de la société Point Bois. Cette prise de participation permet au Groupe de détenir 60 % du capital social de cette société qui est consolidée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 selon la méthode de l'intégration globale.

Les impacts de ces variations de périmètre sont présentés en note 30.

### > Autres informations

Suite à une prise de contrôle en décembre 2010, le Groupe a intégré opérationnellement les sociétés Préfa des Pays de Loire et Vendée Béton et ses filiales à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

## 4 - Information sectorielle

### > Secteur d'activité

Le niveau d'information sectorielle retenu est l'activité, qui est l'axe principal d'analyse des comptes par la Direction. Les principaux indicateurs suivis sont le chiffre d'affaires (produits des activités ordinaires), le Résultat Opérationnel Courant (ROC), ainsi que la valeur des stocks.

Ainsi, le Groupe est structuré en 3 principaux secteurs opérationnels :

- le Négocier de matériaux : distribution de matériaux de construction pour le bâtiment et les travaux publics,
- l'industrie du Béton : béton industriel, préfabriqué et prêt à l'emploi,
- la Menuiserie industrielle.

Les résultats par secteur opérationnel pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 sont détaillés ci-après :

	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres*	Total Groupe
Total ventes	502 757	142 210	91 418	20 807	757 192
Inter-secteurs	-6 765	-11 996	-11 333	-20 123	-50 217
<b>Ventes</b>	<b>495 992</b>	<b>130 214</b>	<b>80 085</b>	<b>684</b>	<b>706 975</b>
Résultat opérationnel courant	10 301	5 695	1 209	4 787	21 992
Résultat opérationnel	10 656	5 695	1 209	4 787	22 347
Résultat financier	-	-	-	-	-3 197
Quote-part des résultats des entreprises associées	-	-	-	-	363
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19 512</b>
Impôt	-	-	-	-	-6 016
<b>Résultat net</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13 496</b>

\* La colonne « Autres » correspond aux activités Holding et transport du Groupe

Les résultats par secteur opérationnel pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 sont détaillés ci-après :

	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres*	Total Groupe
Total ventes	469 672	134 017	44 651	19 686	668 026
Inter-secteurs	-4 563	-11 735	-3 096	-18 001	-37 395
<b>Ventes</b>	<b>465 109</b>	<b>122 282</b>	<b>41 555</b>	<b>1 685</b>	<b>630 631</b>
Résultat opérationnel courant	6 405	5 238	605	4 177	16 425
Résultat opérationnel	8 562	5 240	769	7 908	22 480
Résultat financier	-	-	-	-	-2 443
Quote-part des résultats des entreprises associées	-	-	-	-	28
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>20 065</b>
Impôt	-	-	-	-	-4 064
<b>Résultat net</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>16 002</b>

\* La colonne « Autres » correspond aux activités Holding et transport du Groupe

Les autres éléments du compte de résultat ventilés par secteur sont :

	2011	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Total Groupe
Amortissements		-5 791	-3 570	-3 869	-1 607	-14 837
Dépréciation des écarts d'acquisition		-	-	-	-	-
Dotations / reprises provisions pour dépréciation des créances clients		-491	121	8	-	-362
Dotations / reprises provisions pour dépréciation des stocks		98	84	2	-	184
	2010	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Total Groupe
Amortissements		-5 567	-3 133	-2 130	-1 609	-12 439
Dépréciation des écarts d'acquisition		-	-	-	-	-
Dotations / reprises provisions pour dépréciation des créances clients		-505	-319	15	-	-809
Dotations / reprises provisions pour dépréciation des stocks		579	-102	-18	-	458

Le tableau ci-dessous détaille les actifs et passifs sectoriels au 31 décembre 2011 ainsi que les acquisitions d'actifs pour l'exercice clos à cette date :

	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Elimination inter-secteurs	Total Groupe
Stocks	73 282	13 454	5 698	-	-	92 434
Autres actifs	218 344	72 097	66 373	65 180	-80 246	341 748
Entreprises associées	540	-	616	-	-	1 156
<b>Total actifs</b>	<b>292 166</b>	<b>85 551</b>	<b>72 687</b>	<b>65 180</b>	<b>-80 246</b>	<b>435 338</b>
<b>Total dettes</b>	<b>227 342</b>	<b>53 685</b>	<b>39 548</b>	<b>52 060</b>	<b>-80 248</b>	<b>292 387</b>
<b>Total acquisitions immobilisations</b>	<b>12 436</b>	<b>4 493</b>	<b>5 461</b>	<b>2 111</b>	<b>-</b>	<b>24 501</b>

Le tableau ci-dessous détaille les actifs et passifs sectoriels au 31 décembre 2010 ainsi que les acquisitions d'actifs pour l'exercice clos à cette date :

	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Elimination inter-secteurs	Total Groupe
Stocks	73 292	12 509	5 358	-	-	91 160
Autres actifs	196 998	65 203	63 298	49 369	-53 056	321 813
Entreprises associées	192	-	619	-	-	810
<b>Total actifs</b>	<b>270 482</b>	<b>77 712</b>	<b>69 275</b>	<b>49 369</b>	<b>-53 056</b>	<b>413 783</b>
<b>Total dettes</b>	<b>210 481</b>	<b>48 895</b>	<b>35 751</b>	<b>36 415</b>	<b>-53 058</b>	<b>278 484</b>
<b>Total acquisitions immobilisations</b>	<b>5 606</b>	<b>3 355</b>	<b>3 363</b>	<b>1 576</b>	<b>-</b>	<b>13 900</b>

## 5 - Ecart d'acquisition

	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	69 185	-7 608	61 577
Variation de périmètre	18 284	-100	18 184
Acquisition de fonds de commerce	-	-	-
Change	31	-	31
Autres variations	-	-194	-194
Au 31 décembre 2010	87 500	-7 902	79 598
Variation de périmètre	3 905	-	3 905
Acquisition de fonds de commerce	454	-	454
Change	52	-	52
Autres variations	-320	320	-
Au 31 décembre 2011	91 591	-7 582	84 009

## 6 - Immobilisations incorporelles

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES BRUTES	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	9 200	1 701	10 901
Ecart de conversion	-	-	-
Reclassements	229	-229	-
Variation de périmètre	176	-	176
Investissements	1 005	141	1 146
Cessions et réductions diverses	-13	-23	-36
Au 31 décembre 2010	10 597	1 590	12 187
<b>Mouvements 2011</b>			
Ecart de conversion	-	-	-
Reclassements	289	-284	5
Variation de périmètre	11	-	11
Investissements	543	750	1 293
Cessions et réductions diverses	-59	-	-59
Au 31 décembre 2011	11 381	2 056	13 437
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	-6 141	-119	-6 260
Ecart de conversion	-	-	-
Reclassements	-87	-	-87
Variation de périmètre	-168	-	-168
Cessions et réductions diverses	13	12	25
Dotations aux amortissements	-998	-6	-1 004
Au 31 décembre 2010	-7 381	-113	-7 494
<b>Mouvements 2011</b>			
Ecart de conversion	-	-	-
Reclassements	-87	-	-87
Variation de périmètre	-11	-	-11
Cessions et réductions diverses	59	1	60
Dotations aux amortissements	-1 044	-7	-1 051
Au 31 décembre 2011	-8 464	-119	-8 583
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 31 décembre 2010	3 216	1 477	4 693
Au 31 décembre 2011	2 917	1 937	4 854

## 7 - Immobilisations corporelles

IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Total
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	96 846	47 850	32 448	177 144
Ecart de conversion	-	4	21	25
Reclassements	46	892	-1 397	-459
Variation de périmètre	4 422	16 348	3 023	23 793
Investissements	2 784	4 253	5 718	12 755
Cessions et réductions diverses	-2 442	-993	-2 288	-5 723
Au 31 décembre 2010	101 656	68 354	37 525	207 535
<i>Dont contrats de location-financement</i>	10 438	7 678	790	18 906

Mouvements 2011				
Ecart de conversion	-	16	22	38
Reclassements	247	1 335	-1 587	-5
Variation de périmètre	553	1 660	461	2 674
Investissements	2 594	4 040	16 573	23 207
Cessions et réductions diverses	-197	-1 131	-1 089	-2 417
Au 31 décembre 2011	104 853	74 274	51 905	231 032
<i>Dont contrats de location-financement</i>	10 438	7 715	790	18 943

AMORTISSEMENTS et PERTES DE VALEUR	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Total
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	-44 081	-29 330	-24 470	-97 881
Ecart de conversion	-	-2	-14	-16
Reclassements	-5	87	230	312
Variation de périmètre	-1 079	-9 672	-1 995	-12 746
Cessions et réductions diverses	1 330	919	1 900	4 149
Dotations aux amortissements	-3 775	-4 616	-2 998	-11 389
Au 31 décembre 2010	-47 610	-42 614	-27 347	-117 571
<i>Dont contrats de location-financement</i>	-5 045	-4 290	-790	-10 125

Mouvements 2011				
Ecart de conversion	-	-15	-19	-34
Reclassements	1	110	-24	87
Variation de périmètre	-138	-950	-272	-1 360
Cessions et réductions diverses	113	922	1 034	2 069
Dotations aux amortissements	-3 791	-6 266	-3 738	-13 795
Au 31 décembre 2011	-51 425	-48 813	-30 366	-130 604
<i>Dont contrats de location-financement</i>	-5 257	-5 027	-790	-11 074

IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Total
Au 31 décembre 2010	54 046	25 740	10 178	89 964
<i>Dont contrats de location-financement</i>	5 393	3 388	-	8 781
Au 31 décembre 2011	53 428	25 461	21 539	100 428
<i>Dont contrats de location-financement</i>	5 181	2 688	-	7 869

## 8 - Participations dans des entreprises associées

	2011	2010
Au 1 <sup>er</sup> janvier	810	1 491
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	363	28
Distribution de dividendes	-149	-
Autres variations des capitaux propres	42	65
Variation de périmètre	90	-774
Au 31 décembre	1 156	810



Les actifs, passifs (hors capitaux propres) et résultats des entreprises associées sont exposés ci-dessous :

	Actifs	Passifs	Ventes	Résultat	% Participation
<b>2011</b>					
CH Béton	1 905	1 048	4 394	-8	33,33 %
Immo Athimat	1 472	1 403	-	140	49,00 %
Séfiram	2 164	1 385	5 686	584	49,94 %
Pierre et Matière	1 254	952	2 564	13	34,01 %
<b>Total</b>	<b>6 795</b>	<b>4 788</b>	<b>12 644</b>	<b>729</b>	

Les sociétés Vendée Béton et Préfa des Pays de Loire, qui étaient consolidées par mise en équivalence, sont intégrées à 100 % dans le bilan du Groupe depuis le 22 décembre 2010, et dans son exploitation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

<b>2010</b>					
Groupe Vendée Béton <sup>(1)</sup>	11 659	7 337	22 614	65	34,00 %
Préfa des Pays de Loire	12 318	10 981	13 731	-425	24,99 %
Immo Athimat	1 295	1 367	-	-53	49,00 %
Séfiram	1 549	1 039	3 309	387	40,00 %
<b>Total</b>	<b>26 821</b>	<b>20 724</b>	<b>39 654</b>	<b>-26</b>	

(1) Dont société CH Béton

## 9 - Autres actifs financiers

	<b>2011</b>				<b>2010</b>			
	Titres divers et VMP	VMP contrat de liquidité	Dépôts, prêts, cautionnements et autres	Total	Titres divers et VMP	VMP contrat de liquidité	Dépôts, prêts, cautionnements et autres	Total
Valeur nette comptable à l'ouverture	202	78	2 247	2 527	210	46	2 070	2 326
Variation de l'exercice	17	-46	-113	-142	-10	32	126	148
Variation de périmètre	-4	-	11	7	2	-	51	53
<b>Au 31 décembre</b>	<b>215</b>	<b>32</b>	<b>2 145</b>	<b>2 392</b>	<b>202</b>	<b>78</b>	<b>2 247</b>	<b>2 527</b>

## 10 - Impôts différés actifs

Voir note 16 Impôts différés.

## 11 - Stocks

	<b>2011</b>			<b>2010</b>		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Matières premières	12 361	-225	12 136	11 718	-310	11 408
Travaux en cours	1 103	-	1 103	1 082	-	1 082
Produits intermédiaires et finis	5 271	-81	5 190	4 786	-84	4 702
Marchandises	78 781	-4 776	74 005	78 828	-4 860	73 968
<b>Total</b>	<b>97 516</b>	<b>-5 082</b>	<b>92 434</b>	<b>96 414</b>	<b>-5 254</b>	<b>91 160</b>

### Evolution de la dépréciation :

Au 31 décembre 2010	-5 254
Dotations / reprises	184
Variation de périmètre	-12
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>-5 082</b>

## 12 - Clients

	Solde total	Non échus	Echus		
			Moins de 120 jours	Entre 120 et 360 jours	Plus de 360 jours
Clients	106 856	67 742	22 039	6 485	10 589
Dépréciations	-11 393	-15	-839	-2 165	-8 374
<b>Clients nets 2011</b>	<b>95 463</b>	<b>67 727</b>	<b>21 200</b>	<b>4 321</b>	<b>2 215</b>
<i>Rappel clients nets 2010</i>	<i>92 943</i>	<i>65 406</i>	<i>22 015</i>	<i>3 323</i>	<i>2 199</i>
Couverture SFAC	-	-	10 076	2 252	673
<i>Rappel couverture SFAC 2010</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>12 820</i>	<i>2 001</i>	<i>706</i>

Au 31 décembre 2011, des créances sont dépréciées pour un montant de 11 393 K€. Elles concernent principalement des entreprises du bâtiment qui rencontrent des difficultés économiques.

Les créances échues mais non dépréciées s'élèvent à 27 736 K€. Ces créances se rapportent à un certain nombre de clients qui n'ont pas d'historique récent de défaillance. Le montant des créances échues couvertes par les assurances crédit est de 13 001 K€.

### Evolution de la dépréciation :

Au 31 décembre 2010	-10 981
Dotations / reprises	-362
Variation de périmètre	-50
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>-11 393</b>

Les créances cédées dans le cadre du contrat d'affacturage et exclues du poste clients s'élèvent à :

	2011	2010
<b>Créances cédées</b>	<b>25 938</b>	<b>26 056</b>

Au cours de l'exercice, le Groupe a cédé des créances dans le cadre d'un contrat d'affacturage en contrepartie de trésorerie. En cas de défaillance des entités, le risque que le Groupe ne reçoive pas les flux de trésorerie des créances transférées n'est pas significatif et permet la décomptabilisation des créances cédées.

## 13 - Autres créances courantes

	2011	2010
Avances et acomptes	39	27
Créances diverses nettes	33 484	33 149
Charges constatées d'avance	2 759	2 208
<b>Total</b>	<b>36 282</b>	<b>35 383</b>

## 14 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2011	2010
Valeurs mobilières de placement	960	203
Disponibilités	16 851	15 867
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>17 811</b>	<b>16 071</b>
Concours bancaires et escomptes (note 19)	-30 072	-27 647
<b>Trésorerie nette</b>	<b>-12 261</b>	<b>-11 576</b>

## 15 - Capital apporté

	Nombre d'actions	Dont nombre d'actions propres	Actions ordinaires	Primes	Actions propres	Total
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	2 853 667	53 999	4 280	14 240	-3 068	15 452
Augmentation de capital <sup>(1)</sup>	138 876	-	208	5 581	-	5 789
Plans d'options sur actions réservés aux salariés						
- valeur des services rendus	-	-	-	175	-	175
- sommes reçues des émissions d'actions <sup>(2)</sup>	1 100	-	2	9	-	11
Variation des actions propres	-	-3 029	-	-26	110	84
<i>Dont contrat de liquidité</i>	<i>-</i>	<i>-669</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>2 993 643</b>	<b>50 970</b>	<b>4 490</b>	<b>19 979</b>	<b>-2 958</b>	<b>21 511</b>

(1) Les opérations d'apports qui ont été réalisées le 22 décembre 2010, se sont traduites par la création de 138 876 actions nouvelles émises au nominal de 1,50 €, plus une prime d'émission de 41,05 €, soit une augmentation de capital de 208 K€ et une prime d'apport net de frais de 5 581 K€.

(2) Les acquisitions d'actions propres, au cours de l'exercice, ont été effectuées en vue de leur attribution aux salariés dans le cadre des plans d'actions gratuites et des plans d'options d'achat.

	Nombre d'actions	Dont nombre d'actions propres	Actions ordinaires	Primes	Actions propres	Total
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	2 993 643	50 970	4 490	19 979	-2 958	21 511
Plans d'options sur actions réservés aux salariés						
- valeur des services rendus	-	-	-	194	-	194
- sommes reçues des émissions d'actions	-	-	-	-	-	-
Variation des actions propres	-	29 108	-	-126	-1 080	-1 206
<i>Dont contrat de liquidité</i>	<i>-</i>	<i>1 633</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>2 993 643</b>	<b>80 078</b>	<b>4 490</b>	<b>20 047</b>	<b>-4 038</b>	<b>20 499</b>

## > Stock-options

Des options sur actions ont été attribuées aux dirigeants et à certains salariés sans condition de performance. Le prix d'exercice des options octroyées est égal au prix du marché des actions à la date d'octroi. La levée des options est subordonnée à l'accomplissement de 2 à 4 années de service. Le Groupe n'est tenu par aucune obligation contractuelle ou implicite de racheter ou de régler les options en numéraire.

Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-après :

	2011		2010	
	Prix d'exercice moyen pondéré (€)	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (€)	Nombre d'options
Au 1 <sup>er</sup> janvier	53,05	67 080	53,30	58 030
Octroyées	41,98	11 200	44,06	11 200
Exercées	28,04	-2 896	12,99	-2 150
Au 31 décembre	52,36	75 384	53,05	67 080

Sur les 75 384 options en circulation au 31 décembre 2011 (67 080 en 2010), 52 984 options (44 680 en 2010) pouvaient être exercées. 2 896 options d'achat ont été exercées en 2011 au prix d'exercice moyen de 28,04 € (2 150 options d'achat avaient été exercées en 2010 au prix d'exercice moyen pondéré de 12,99 €).

Les dates d'expiration et les prix d'exercice des options sur actions en circulation à la clôture de l'exercice sont détaillés ci-après :

Type d'options	Année de départ d'exercice	Année d'expiration	Prix d'exercice (€)	Nombre d'options			
				2011	2010	2009	2008
Souscription	2006	2010	12,91	-	-	300	300
Souscription	2007	2011	9,08	-	-	800	800
Achat	2008	2012	15,99	350	950	2 000	2 300
Achat	2007	2013	54,68	7 730	7 730	7 730	7 730
Achat	2008	2014	61,26	12 400	12 400	12 400	12 400
Achat	2009	2015	65,89	12 400	12 400	12 400	12 400
Achat	2010	2016	62,60	11 200	11 200	11 200	11 200
Achat	2011	2017	31,19	8 904	11 200	11 200	-
Achat	2012	2018	44,06	11 200	11 200	-	-
Achat	2013	2019	41,98	11 200	-	-	-
				75 384	67 080	58 030	47 130

En janvier 2011, 11 200 options d'achat d'actions ont été attribuées au prix d'exercice de 41,98 € par action. La juste valeur de ces options, déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black et Scholes, ressort à 77 K€ (170 K€ en 2010). Les principales hypothèses du modèle sont les suivantes :

- prix de l'action à la date de l'octroi : 41,21 €,
- prix d'exercice : 41,98 €,
- taux d'intérêt annuel sans risque : 3,30 %,
- volatilité : 26,07 %.

L'exercice des options ne pouvant intervenir qu'à l'issue de 2 ans de service, la charge de personnel correspondante est répartie sur 2 ans. Compte tenu des options attribuées lors des exercices précédents, la charge de l'exercice 2011 est de 128 K€ (117 K€ en 2010).

## > Actions gratuites

Des plans d'attribution d'actions gratuites ont également été mis en place par le Groupe en faveur de certains salariés.

L'évolution du nombre d'actions gratuites sur la période est la suivante :

Plan d'actions gratuites	Plan 2009	Plan 2010	Plan 2011
Date d'attribution	Mars 2009	Avril 2010	Avril 2011
Nombre attribué à l'origine	1 660	1 560	1 650
Nombre en circulation au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	1 660	1 560	-
Nombre annulé en 2011	-	-	-
Nombre exercé en 2011	-1 660	-	-
Nombre en circulation au 31 décembre 2011	-	1 560	1 650

En avril 2011, 1 650 actions ont été attribuées gratuitement. La juste valeur de ces actions déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black et Scholes ressort à 68 K€ (72 K€ en 2010). Les principales hypothèses du modèle sont les suivantes :

- prix de l'action à la date de l'octroi : 42,43 €,
- taux d'intérêt annuel sans risque : 3,68 %,
- volatilité : 22,46 %.

L'attribution effective ne pouvant intervenir qu'à l'issue de 2 ans de service, la charge de personnel correspondante est répartie sur 2 ans. Compte tenu des actions attribuées lors des exercices précédents, la charge de l'exercice 2011 est de 65 K€ (57 K€ en 2010).

## 16 - Impôts différés

Le tableau ci-dessous indique les montants après compensation le cas échéant :

	2011	2010
Actif d'impôts différés	510	633
Passif d'impôts différés	-4 491	-4 182
<b>Total</b>	<b>-3 981</b>	<b>-3 549</b>
Variations des impôts différés :		
Au 1 <sup>er</sup> janvier	-3 549	-4 657
Impôts imputés au compte de résultat	-181	737
Impôts imputés directement en capitaux propres	-177	-73
Variation de périmètre	-74	444
<b>Au 31 décembre</b>	<b>-3 981</b>	<b>-3 549</b>

## 17 - Provisions pour autres passifs

	Engagements de retraite	Médailles du travail	Litiges	Autres	Total
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	9 327	375	1 158	976	11 836
Dotations	-	19	1 294	123	1 436
Reprise de montants inutilisés	-	-	-21	-	-21
Reprise de montants utilisés	-	-9	-930	-317	-1 256
Variation de périmètre	11	-	-	-	11
Avantages du personnel	529	-	-	-	529
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>9 867</b>	<b>384</b>	<b>1 502</b>	<b>782</b>	<b>12 535</b>

## 18 - Engagements de retraite et avantages assimilés

L'évolution de la valeur actuelle de l'obligation au titre des régimes à prestations définies est la suivante :

	2011	2010	2009	2008	2007
A l'ouverture	9 327	7 991	6 319	5 836	5 172
Variation de périmètre	11	363	614	281	559
Ecart actuariels	-534	221	402	-303	-331
Charge imputée au compte de résultat	1 230	1 045	863	838	701
Prestation	37	-	-	-	-
Cotisations versées	-209	-293	-207	-333	-265
Autres	5	-	-	-	-
<b>A la clôture</b>	<b>9 867</b>	<b>9 327</b>	<b>7 991</b>	<b>6 319</b>	<b>5 836</b>

L'évolution de la juste valeur des actifs des régimes à prestations définies est la suivante :

	2011	2010	2009	2008	2007
Juste valeur des actifs au 1 <sup>er</sup> janvier	523	496	467	308	170
Variation de périmètre	-	-	-	115	117
Prestations	-37	-	-	-	-
Rendement attendu des actifs	11	26	29	44	21
<b>Juste valeur des actifs au 31 décembre</b>	<b>497</b>	<b>523</b>	<b>496</b>	<b>467</b>	<b>308</b>

Le rapprochement des données au bilan avec l'obligation actuarielle des plans à prestations définies s'analyse comme suit :

	2011	2010	2009	2008	2007
Valeur actualisée de l'engagement	10 769	10 280	8 793	7 107	6 144
Juste valeur des actifs du régime	-497	-523	-496	-467	-308
Changement de régime non reconnu	-405	-430	-306	-321	-
<b>Provisions comptabilisées au bilan</b>	<b>9 867</b>	<b>9 327</b>	<b>7 991</b>	<b>6 319</b>	<b>5 836</b>

La charge totale comptabilisée au titre des régimes à prestations définies se décompose de la façon suivante :

	2011	2010	2009	2008	2007
Coût des services rendus	694	558	415	482	417
Coût financier	533	486	451	374	297
Amortissement des changements de régime	26	21	15	7	-
Rendement attendu des actifs dus	-23	-20	-19	-25	-13
<b>Montant total inclus dans les charges liées aux avantages du personnel (notes 23 et 26)</b>	<b>1 230</b>	<b>1 045</b>	<b>862</b>	<b>838</b>	<b>701</b>

Conformément à l'option permise par la norme IAS 19 révisée en décembre 2004, le Groupe comptabilise les gains et pertes actuariels sur les régimes à prestations définies directement en capitaux propres dans l'exercice.

Les montants reconnus par capitaux propres (Sorie) sont présentés ci-après (avant impôts et intérêts minoritaires)

	2011	2010	2009	2008	2007
Gains / (pertes) actuariels cumulés au 31 décembre	994	1 526	1 228	825	1 128
Montants reconnus au cours de l'exercice :	534	298	342	-303	-331
- dont ajustements dus à l'expérience liés aux passifs et à l'actualisation	-546	233	352	-285	-323
- dont ajustements dus à l'expérience liés aux actifs	12	-7	-10	-18	-8

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	2011	2010	2009	2008
Taux d'actualisation	5,10 %	4,90 %	5,20 %	5,70 %
Taux d'augmentation future des salaires :				
- cadres	3,50 %	3,50 %	3,50 %	3,50 %
- non cadres	3,00 %	3,00 %	3,00 %	3,00 %

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité futurs reposent sur des données provenant de statistiques publiées et de données historiques.

## 19 - Emprunts

> Variation des dettes financières au cours de l'exercice

	2011	2010
<b>Dettes financières au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>136 347</b>	<b>108 953</b>
Variation de périmètre	909	13 424
Nouveaux emprunts	36 812	35 006
Remboursement d'emprunts	-32 651	-25 804
Variation des découverts bancaires	2 374	4 711
Autres variations (instruments financiers, crédit-bail, différence de change)	1 380	57
<b>Dettes financières au 31 décembre</b>	<b>145 171</b>	<b>136 347</b>

> Analyse des dettes financières

	2011	2010
<b>Non courant</b>		
- emprunts bancaires	69 350	66 534
- capital restant dû sur crédits-bails et locations	4 094	5 081
- emprunts et dettes financières diverses	6 587	5 690
<b>Total I</b>	<b>80 031</b>	<b>77 305</b>
<b>Courant</b>		
- emprunts bancaires	28 965	22 385
- capital restant dû sur crédits-bails et locations	1 039	1 079
- emprunts et dettes financières diverses	5 064	7 931
<b>Total II</b>	<b>35 068</b>	<b>31 395</b>
<b>Total des emprunts et autres dettes financières (I+II)</b>	<b>115 099</b>	<b>108 700</b>
- concours bancaires	29 865	26 240
- escomptes	207	1 407
<b>Sous-total</b>	<b>30 072</b>	<b>27 647</b>
<b>Total dettes financières</b>	<b>145 171</b>	<b>136 347</b>

## > Échéances des emprunts et autres dettes financières

	2011	2010
A moins d'un an	65 140	59 042
De 1 an à 5 ans	75 116	72 975
A plus de 5 ans	4 915	4 330
<b>Total</b>	<b>145 171</b>	<b>136 347</b>

## 20 - Exposition aux risques financiers

### > Risque de taux

La politique et la gestion du risque de taux sont réalisées de manière consolidée par la Direction financière de VM Matériaux. Le Groupe a pour objectif de maîtriser la charge de sa dette nette consolidée. La politique du Groupe vise à s'endetter principalement à taux variables. Afin de couvrir le risque d'une augmentation des taux d'intérêts sur dette existante, le Groupe est susceptible d'utiliser des instruments financiers tels que les swaps de taux et les caps.

Ainsi, au cours de l'année 2011, le Groupe a mis en place des instruments financiers afin de couvrir son risque de taux de la dette financière à court et moyen terme (voir note 21).

La décomposition des emprunts et autres dettes financières entre taux fixe et taux variable est la suivante :

	2011	2010
Emprunts à taux fixe	11 049	12 980
Emprunts à taux variable	104 050	95 720
<b>Total</b>	<b>115 099</b>	<b>108 700</b>

L'impact sur le résultat d'un changement de 100 points de base des taux d'intérêts aurait pour conséquence une augmentation maximale de 250 K€ de la charge financière des emprunts bancaires et des autres emprunts et dettes financières.

### > Risque de liquidité

Le risque de liquidité est géré au niveau du Groupe. Les financements bancaires du Groupe contiennent les clauses d'engagements habituelles de ce type de contrat. Certains financements contiennent une clause de remboursement anticipé en cas de non respect du covenant financier.

	2011	2010
Emprunts soumis à covenants	-	591

Au 31 décembre 2011, le Groupe VM Matériaux ne dispose plus d'emprunt avec une clause de remboursement anticipé.

### > Risque sur le capital

Dans le cadre de la gestion de son capital, le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation afin de servir un rendement aux actionnaires, de procurer des avantages aux autres partenaires et de maintenir une structure de capital optimale afin de réduire le coût du capital.

Pour préserver ou ajuster la structure du capital, le Groupe peut, notamment, ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires ou émettre de nouvelles actions.

Le Groupe suit de près son capital en contrôlant son ratio d'endettement sur fonds propres. En 2011, le Groupe a maintenu sa stratégie, qui consiste à maintenir un ratio inférieur ou égal à 100 % en fin d'exercice.

### > Risque de change

Actuellement, le Groupe réalise principalement ses opérations dans la zone euro. Ainsi, le risque de la variation des taux de change sur le résultat consolidé du Groupe n'est pas significatif.

Toutefois, dans le cadre de son développement à l'international, le Groupe peut couvrir les risques de change sur ses transactions par des instruments dérivés dès lors qu'un engagement ferme ou hautement probable en devise étrangère est pris ou connu. Ces instruments dérivés sont limités à des contrats à terme, swap et options de change.

### > Risque sur actions et exposition aux risques de fluctuation des cours de bourse

Dans le cadre de son programme de rachat d'actions, le Groupe est amené à intervenir sur son propre titre dans le respect de la réglementation. VM Matériaux a donné mandat à un intermédiaire financier en vue de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations des titres. Ce contrat est conforme à la Charte de déontologie établie par l'Association Française des Entreprises d'Investissements (AFEI).

Les actions détenues au titre de participations non consolidées représentent une faible exposition aux risques et ne font pas l'objet de couverture.

### > Risque de crédit

Le risque crédit est géré au niveau du Groupe. Le service « Crédit client » évalue la qualité de crédit des clients sur la base de leur situation financière, des données historiques et d'autres facteurs. Des limites de risques sont fixées sur la base de notations internes et externes. L'utilisation de limites de crédit fait l'objet d'un suivi régulier.

Compte tenu du grand nombre de clients répartis dans plusieurs activités, il n'y a pas de concentration du risque de crédit sur les créances détenues par le Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a également souscrit des contrats d'assurance crédit.

Aux 31 décembre 2011 et 2010, les ratios d'endettement sont les suivants :

	2011	2010
Emprunts	145 171	136 347
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17 811	16 071
<b>Endettement net</b>	<b>127 360</b>	<b>120 276</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>142 952</b>	<b>135 299</b>
<b>Ratio d'endettement</b>	<b>89 %</b>	<b>89 %</b>

## 21 - Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise pour la gestion du risque de taux d'intérêt de sa dette financière des instruments financiers dont les en-cours et les échéances sont les suivants :

	2011	n+1	n+2	n+3	2010
Swap de taux	120 000	30 000	-	90 000	30 000
Caps	-	-	-	-	30 000
<b>Total</b>	<b>120 000<sup>(1)</sup></b>	<b>30 000</b>	<b>-</b>	<b>90 000</b>	<b>60 000</b>

(1) Dont 30 M€ à échéance janvier 2012

Le Groupe utilise pour la gestion des risques de change des instruments financiers dont les en-cours et les échéances sont les suivants<sup>(1)</sup> :

	2011	n+1	2010
Options de change	-	-	11 400
Change à terme	3 907	3 907	-
<b>Total</b>	<b>3 907</b>	<b>3 907</b>	<b>11 400</b>

(1) Contre valeur présentée en milliers d'euros

Au 31 décembre 2011, la juste valeur de ces instruments financiers comptabilisée au bilan est :

	2011	2010
Instruments financiers de change (Actifs)	78	13
Instruments financiers de change (Passifs)	-57	-28
Instruments financiers de taux d'intérêts (Actifs)	-	2
Instruments financiers de taux d'intérêts (Passifs)	-1 464	-113
<b>Total net</b>	<b>-1 443</b>	<b>-126</b>

Ces instruments financiers, désignés comme des instruments de couverture de flux de trésorerie, ont fait l'objet d'une documentation.

La part efficace de la variation de la juste valeur est comptabilisée en capitaux propres, et est affectée en compte de résultat le jour de la réalisation et de l'enregistrement en compte de résultat de l'élément couvert.

La part inefficace impacte le résultat financier de l'exercice.

## 22 - Autres passifs

### > Autres passifs non courants

	2011	2010
Produits constatés d'avance	13	17
Dettes sur immobilisations <sup>(1)</sup>	-	4 726
<b>Total autres passifs non courants</b>	<b>13</b>	<b>4 744</b>

(1) Les dettes sur immobilisations concernent des dettes sur acquisitions de titres

### > Autres passifs courants

	2011	2010
Fournisseurs	85 585	84 985
Avances et acomptes	940	947
Dettes fiscales et sociales	27 704	25 218
Dettes sur immobilisations <sup>(1)</sup>	7 938	3 626
Autres dettes	8 010	6 602
<b>Total autres passifs courants</b>	<b>130 177</b>	<b>121 379</b>

(1) Les dettes sur immobilisations comprennent des dettes sur acquisitions de titres

### > Dettes sur acquisition de titres

	2011	2010
Dettes sur acquisition de titres non courantes	-	4 726
Dettes sur acquisition de titres courantes	5 206	798
<b>Total dettes sur acquisition de titres</b>	<b>5 206</b>	<b>5 524</b>

## 23 - Charges liées aux avantages du personnel

	2011	2010
Traitements et salaires	82 622	76 241
Charges sociales	33 321	29 804
Intérimaires	3 329	2 915
Intéressement et participation	5 300	4 689
Charges de retraite	720	579
Paiements en actions	194	175
<b>Total</b>	<b>125 486</b>	<b>114 403</b>

Effectif moyen (ETP - Equivalent Temps Plein) sur la période :

	2011	2010
Effectif ETP	2 921	2 771

## 24 - Autres produits et charges d'exploitation

	2011	2010
Créances irrécouvrables	-3 589	-3 555
VNC des immobilisations corporelles cédées	-344	-794
Dotations aux provisions pour autres charges	-226	-71
Autres charges d'exploitation	-1 006	-1 140
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>-5 165</b>	<b>-5 560</b>
Indemnités assurances clients	1 683	1 578
Plus-values de cessions d'immobilisations	384	1 137
Reprises de provisions pour autres produits	234	68
Autres produits d'exploitation	1 919	3 513
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>4 220</b>	<b>6 296</b>
<b>Autres produits et charges d'exploitation</b>	<b>-945</b>	<b>736</b>

## 25 - Autres produits et charges opérationnels

	2011	2010
Ecart d'acquisition négatif	-	-
Cession d'immobilisations incorporelles	-	760 <sup>(2)</sup>
Cession d'immobilier	-	890
Résultat de cession de titres consolidés	355 <sup>(1)</sup>	4 640 <sup>(3)</sup>
<b>Total autres produits opérationnels</b>	<b>355</b>	<b>6 290</b>
Frais de restructurations	-	-37 <sup>(4)</sup>
Dépréciation d'actifs et d'écart d'acquisition	-	-198 <sup>(4)</sup>
Moins-values sur cession de titres	-	-
<b>Total autres charges opérationnelles</b>	<b>-</b>	<b>-234</b>
<b>Total autres produits (+) et charges (-) opérationnels</b>	<b>355</b>	<b>6 055</b>

(1) En application de la norme IFRS 3 révisée, l'acquisition complémentaire des titres de la société Point Bois a été traitée en deux transactions distinctes : d'une part la cession de la participation détenue avant la prise de contrôle, aboutissant à la constatation d'une plus-value de 355 K€, et d'autre part l'acquisition ultérieure d'une participation de 60 % des titres

(2) Le produit de cession correspond à la cession des actifs incorporels de deux sites rattachés à l'activité Négoce

(3) En application de la norme IFRS 3 révisée, les prises de contrôle d'Isiland, Vendée Béton et Préfa des Pays de Loire ont été traitées en deux transactions distinctes : d'une part la cession de la participation détenue avant la prise de contrôle, aboutissant à la constatation d'une plus-value et d'autre part l'acquisition ultérieure d'une participation de 100 % des titres. La plus-value liée à ces opérations s'élève à 4 098 K€. La cession des titres de la SCI Florence a également généré une plus-value de 542 K€

(4) Les actifs corporels et incorporels d'un site pour lequel une décision définitive d'arrêt a été prise ont fait l'objet d'amortissements ou dépréciations au 31 décembre 2010

## 26 - Charges et produits financiers

	2011	2010
Dividendes	348	311
Gains de change	157	214
Autres produits financiers	194	254
<b>Produits financiers</b>	<b>699</b>	<b>779</b>
Charges d'intérêts	-2 967	-2 388
Charges d'intérêts sur engagements retraite	-510	-466
Pertes de change	-260	-263
Autres charges financières	-159	-104
<b>Charges financières</b>	<b>-3 896</b>	<b>-3 221</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>-3 197</b>	<b>-2 443</b>

## 27 - Charge d'impôt sur le résultat

	2011	2010
Impôt courant	-5 835	-4 801
Impôts différés	-181	737
<b>Total</b>	<b>-6 016</b>	<b>-4 064</b>



L'impôt sur le résultat du Groupe est différent de l'impôt théorique qui ressortirait du taux d'imposition réel applicable aux résultats des sociétés consolidées en raison des éléments suivants :

	2011	2010
Résultat net consolidé des sociétés intégrées	13 133	15 974
Impôts courants et différés	6 016	4 064
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>19 150</b>	<b>20 037</b>
Déficits des filiales n'ayant pas généré d'impôts différés	1 776	521
Reports déficitaires utilisés non reconnus précédemment	-990	-100
Résultats des filiales non soumises à IS	2 706	-778
Différences permanentes	-2 372	-3 158
<b>Résultat fiscal consolidé</b>	<b>20 270</b>	<b>16 522</b>
IS au taux normal en vigueur	6 757	5 507
IS au taux réduit	-547	-582
Contribution sociale et exceptionnelle	282	111
Réductions d'impôts diverses	-130	-131
Agrément fiscal	-346	-841
<b>Total impôts de l'exercice</b>	<b>6 016</b>	<b>4 064</b>

## 28 - Résultats par action

### > Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, hors actions propres rachetées par la société.

	2011	2010
Résultat net part du Groupe en K€	12 651	15 368
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	2 913 565	2 803 339
<b>Résultat de base par action (en €)</b>	<b>4,34</b>	<b>5,48</b>

### > Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif. La société possède un seul type d'instrument ayant un effet potentiellement dilutif : des options sur actions. Pour les options sur actions, un calcul est effectué afin de déterminer le nombre d'actions qui auraient pu être acquises à la juste valeur (soit le cours boursier annuel moyen de l'action VM Matériaux). Le nombre d'actions ainsi calculé est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises si les options avaient été exercées.

	2011	2010
Résultat net part du Groupe en K€	12 651	15 368
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	2 913 565	2 803 339
Ajustements :		
- <i>souscription potentielle d'actions à la levée des bons de souscription</i>	-	-
- <i>options sur actions</i>	1 929	4 148
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué	2 915 494	2 807 487
<b>Résultat dilué par action (en €)</b>	<b>4,34</b>	<b>5,47</b>

## 29 - Dividende par action

	2011	2010
Nombre d'actions composant le capital au 1 <sup>er</sup> janvier	2 993 643	2 853 667
Montant total du dividende versé (en K€)	3 814	3 923
<b>Dividende par action versé (en €)</b>	<b>1,30</b>	<b>1,40</b>

## 30 - Regroupements et cessions d'entreprises

En 2011, le Groupe a acquis les participations suivantes ou créé les sociétés suivantes :

Sociétés	Filiale de	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation	Date d'entrée
VM MATERIAUX CANADA*	Financière Blavet	100,00 %	100,00 %	IG	01/2011
ATLANTEM CANADA*	VM Matériaux Canada	93,08 %	93,08 %	IG	01/2011
FENETRES LAPCO	Atlantem Canada	100,00 %	93,08 %	IG	01/2011
BIPLAN*	Naullet	100,00 %	99,94 %	IG	01/2011
SEFIMAR*	Séfimat	100,00 %	80,00 %	IG	06/2011
PIERRE ET MATIERE	Financière VM Distribution	34,01 %	34,01 %	ME	04/2011

\*Création  
IG : Intégration Globale - IP : Intégration Proportionnelle - ME : Mise en Equivalence

Le Groupe a également pris une participation complémentaire dans le capital des sociétés suivantes :

- **Point Bois** : prise d'une participation complémentaire de 10 % dans le capital de cette société. Cette prise de participation permet au Groupe de détenir 60 % du capital de Point Bois et d'en avoir le contrôle. Par conséquent, Point Bois est consolidé selon la méthode de l'intégration globale depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 (intégration proportionnelle en 2010),
- **Bois du Berry** : prise d'une participation complémentaire de 25 % dans le capital de Bois du Berry. Cette prise de participation qui permet au Groupe de détenir 100 % des titres n'a pas d'impact sur la méthode de consolidation (intégration globale),
- **LNTP** : durant le premier semestre, prise d'une participation complémentaire de 3,6 % par la Financière LNBTP dans le capital de la société LNTP. Cette prise de participation a permis au Groupe de détenir 73,8 % des titres (sans impact sur la méthode de consolidation).

En 2010, le Groupe a acquis ou créé les sociétés suivantes :

Sociétés	Filiale de	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation	Date d'entrée
FINANCIERE LNBTP	Financière VMD	100,00 %	100,00 %	IG	03/2010
LNTP	Financière LNBTP	100,00 %	70,00 %	IG	03/2010
LNTP RENNES	LNTP	100,00 %	70,00 %	IG	03/2010
BTP SERVICES GUYANE	Séfimat	60,00 %	60,00 %	IG	01/2010
SEFIRAM	Séfimat	40,00 %	40,00 %	ME	05/2010

Le Groupe avait également :

- pris une participation complémentaire dans le capital des sociétés suivantes :

- Isiland
- Préfa des Pays de Loire
- Vendée Béton

Ces sociétés sont consolidées en intégration globale depuis décembre 2010.

- cédé sa filiale SCI Florence qui était détenue à hauteur de 50 % et consolidée selon la méthode de l'intégration globale. Cette opération a généré une plus-value de 542 K€.

### > Incidence des acquisitions et cessions sur la trésorerie du Groupe

Coût des acquisitions (en numéraire)	-5 449
Trésorerie et équivalents de trésorerie des filiales acquises	428
Variation de la dette sur acquisition de titres	-318
<b>Acquisition de filiales nette de la trésorerie acquise</b>	<b>-5 339</b>
Prix de cession des filiales cédées	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie des filiales cédées	-
Variation de la créance sur cession de titres	-
<b>Cession de filiales nette de la trésorerie cédée</b>	<b>-</b>
<b>Incidence des acquisitions et cessions sur la trésorerie du Groupe</b>	<b>-5 339</b>

Pour les dettes sur acquisition, voir note 22.

### > Ecart d'acquisition et actifs nets liés aux acquisitions

Au 31 décembre 2011, les actifs nets et l'écart d'acquisition résultant de ces opérations se détaillent comme suit :

	2011	2010
Coût des acquisitions (en numéraire)	5 449	9 299
Coût des acquisitions rémunéré par émission des titres VM Matériaux	-	5 573
Coût des acquisitions rémunéré par émission des titres autres	301	-
Juste valeur des actifs nets des participations acquises	-2 200	-1 988
Réévaluation des participations (IFRS 3 / IAS 27)	355	4 098
Quote-part des actifs antérieurement détenus	-	1 202
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>3 905</b>	<b>18 184</b>

L'écart d'acquisition de la période a été affecté aux UGT de l'activité Négoce pour 520 K€ et à l'activité Menuiserie pour 3 383 K€. En 2010, l'écart d'acquisition avait été affecté aux UGT de l'activité Négoce pour 1 412 K€ et à l'activité Béton pour 16 771 K€.

Le Groupe n'a pas opté pour l'évaluation à la juste valeur des intérêts minoritaires.

#### Détail de la juste valeur des actifs nets des participations acquises

Trésorerie nette des sociétés acquises	428
Immobilisations	1 325
Besoin en fonds de roulement	2 038
Provisions pour risques et charges	-12
Dettes financières	-793
Dettes sur acquisition	-
Intérêts minoritaires	-786
<b>Juste valeur des actifs nets des participations complémentaires</b>	<b>2 200</b>

#### > Incidence des acquisitions sur le compte de résultat

En M€	2011	2011 à périmètre constant	Ecart
Chiffre d'affaires	707,0	665,6	41,4
Résultat Opérationnel Courant	22,0	20,7	1,3
	3,1 %	3,1 %	
<b>Résultat net</b>	<b>13,5</b>	<b>12,6</b>	<b>0,9</b>
	1,9 %	1,9 %	

## 31 - Actifs et passifs éventuels

Le Groupe a des passifs éventuels se rapportant à des garanties bancaires et autres éléments survenant dans le cadre habituel de ses activités. Le Groupe ne s'attend pas à ce que ces éléments donnent lieu à des passifs significatifs.

#### > Engagements hors bilan liés au périmètre

Engagements hors bilan donnés liés au périmètre du Groupe	2011	2010
Engagements de prise de participations	8 457	8 457

Des engagements de rachats fermes de titres ont été également signés selon une formule de prix déjà fixée. Ces engagements sont comptabilisés dans le bilan consolidé.

#### > Engagements hors bilan liés au financement

Engagements hors bilan donnés liés au financement	2011	2010
Garanties financières données (cautions...)	67 763	59 254

#### > Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

Engagements hors bilan donnés liés aux activités opérationnelles	2011	2010
Autres	-	-

Suite à la reprise de l'activité Vendôme Menuiserie en 2009, et afin de bénéficier d'une exonération d'impôts pendant 24 mois, la société Vendôme Fermeture s'est engagée à conserver les emplois de trois sites pendant 5 ans. Cette exonération d'impôt, obtenue via un agrément fiscal, est plafonnée à 1,8 M€. Au 31 décembre 2011, les exonérations d'impôts utilisées s'élèvent à 1,4 M€.

Dans le cadre du Droit Individuel à la Formation (DIF), le volume d'heures de formation acquis par les salariés s'élève à 280 443 heures.

## 32 - Opérations entre parties liées

#### > Transactions avec les entreprises liées

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent les opérations avec les sociétés mises en équivalence et en intégration proportionnelle.

	2011	2010
Vente de biens et services	2 129	3 664
Achat de biens et services	113	8 126
Créances	616	3 935
Dettes	192	1 133

#### > Rémunération des dirigeants (hors charges sociales)

	2011	2010
Rémunérations brutes et avantages en nature :	1 407	1 352
- dont part fixe	1 101	1 048
- dont part variable	306	304
Charge de retraite IAS 19 estimée	21	18
Paiements fondés sur des actions	128	117
Indemnités de fin de contrat	-	-
<b>Total</b>	<b>1 556</b>	<b>1 487</b>

## 33 - Liste des filiales et participations

### > Société consolidante

VM MATERIAUX	85260	L'Herbergement
--------------	-------	----------------

### > Sociétés intégrées

			Méthode de consolidation	% contrôle	% intérêt
<b>Négoce de matériaux de construction</b>					
VM DISTRIBUTION	85260	L'Herbergement	IG	99,84	99,84
SNC VM DISTRIBUTION	85260	L'Herbergement	IG	100,00	99,84
VM CENTRE LOIRE	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
SARL BOIS DU BERRY	36270	Eguzon-Chantôme	IG	100,00	99,84
PAUL THEBAULT	17000	La Rochelle	IG	100,00	99,84
L DIFFUSION	79170	Brioux-sur-Boutonne	IG	100,00	99,84
FARGEAUDOUX	33320	Eysines	IG	100,00	99,84
EXELPAN	33320	Eysines	IG	100,00	99,84
ISILAND	33320	Eysines	IG	100,00	99,84
HM MATERIAUX	76058	Le Havre	IP	50,00	49,92
LNTP	44800	Saint-Herblain	IG	73,77	73,77
LNTP RENNES	35136	Saint-Jacques-de-la-Lande	IG	100,00	73,77
PIERRE ET MATIERE	49330	Champigné	ME	34,01	34,01
FINANCIERE VM DISTRIBUTION	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
FINANCIERE LNBTB	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
EUROMAT	17000	La Rochelle	IG	100,00	99,84
SUMACA CENTRE	87000	Limoges	IG	100,00	99,84
SCI JACATTE	24480	Le Buisson-de-Cadouin	IG	50,00	49,92
SCI JACMI	85180	Le Château-d'Olonne	IG	100,00	99,84
SCI LA PLAINE	41110	Saint-Aignan-sur-Cher	IG	100,00	99,84
SCI CROZET	85260	L'Herbergement	IG	100,00	99,84
SEFIMAT	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
SAPRO MARTINIQUE	97200	Fort-de-France	IG	100,00	100,00
SAPRO GUYANE	97300	Cayenne	IG	100,00	100,00
SAPRO GUADELOUPE	97122	Baie Mahault	IG	99,95	99,95
SOREPRO	97491	Saint-Denis	IG	100,00	99,99
VM GUADELOUPE	97122	Baie Mahault	IG	99,90	99,90
LM GUADELOUPE	97110	Pointe-à-Pitre	IG	51,00	51,00
LM WEST INDIES	97150	Saint-Martin	IG	100,00	51,00
BRICO LEADER	97139	Les Abymes	IG	100,00	51,00
BTP SERVICES	97420	Le Port	IG	100,00	100,00
BTP SERVICES GUYANE	97300	Cayenne	IG	60,00	60,00
SEFIMAR	85260	L'Herbergement	IG	80,00	80,00
SEFIRAM	06250	Mougins	ME	49,94	39,95
VM REUNION	97410	Saint-Pierre	IG	100,00	100,00
POINT BOIS	97300	Cayenne	IG	60,00	60,00
JOSEPH COTTRELL	97232	Le Lamentin	IP	49,99	49,99
LM MARTINIQUE	97232	Le Lamentin	IP	49,90	49,90
SCI GUILLAUME	97300	Cayenne	IG	50,00	50,00
SCI JULIE	97122	Baie Mahault	IG	100,00	100,00
GRUPE IMMO ATHIMAT	97232	Le Lamentin	ME	49,00	49,00
BESTKIND		Hong Kong	IG	100,00	100,00
CODIPAC		Hong Kong	IG	100,00	100,00
SAN XIANG DA		Xiamen	IG	100,00	100,00
VM ASIA Limited		Hong Kong	IG	100,00	100,00
VM CHINA		Hong Kong	IG	100,00	100,00
<b>Industrie du Béton &amp; Béton Prêt à l'Emploi</b>					
NAULLET	85000	La Roche-sur-Yon	IG	99,94	99,94
BIPLAN	85260	L'Herbergement	IG	100,00	99,94
VENDEE BETON CONTROLE	85140	Sainte-Florence	IG	100,00	100,00
VM BETON AQUITAIN	85260	L'Herbergement	IG	74,98	74,98
VM BETON SERVICES	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
VM DISTRIBUTION BETON	85260	L'Herbergement	IG	100,00	99,84
VM BETON	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
BETON 17	17000	La Rochelle	IG	100,00	100,00
PREFA DES PAYS DE LOIRE (PPL)	85600	Saint-Georges-de-Montaigu	IG	100,00	100,00
VENDEE BETON	85260	L'Herbergement	IG	99,99	99,99
BIV	35310	Chavagnes	IG	60,00	59,99
CH BETON	49440	Candé	ME	33,33	33,33
BETON DES OLLONNES	85340	Olonne-sur-mer	IG	75,00	74,99
FINANCIERE VM BETON	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00

			Méthode de consolidation	% contrôle	% intérêt
<b>Menuiserie Industrielle</b>					
ATLANTEM INDUSTRIES	56920	Noyal-Pontivy	IG	100,00	100,00
CIOB MOISAN	56120	Pleugriffet	IG	100,00	100,00
BTP CHARPENTES	86580	Vouneuil-sous-Biard	IG	100,00	100,00
VENDOME FERMETURES	56910	Carentoir	IG	100,00	100,00
FINANCIERE BLAVET	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
SCI DUCLOS	22120	Hillion	IG	100,00	100,00
SCI MAIZIERES	10510	Maizières la Grande Paroisse	IG	100,00	100,00
SCI SOFIMOI	56120	Pleugriffet	IG	100,00	100,00
SCI DU MOULIN DE L'EPINE	56910	Carentoir	IG	100,00	100,00
SCI LA PATOUVILLE	02450	Boué	IG	100,00	100,00
VM MATERIAUX CANADA		Montréal	IG	100,00	100,00
ATLANTEM CANADA		Montréal	IG	93,08	93,08
FENETRES LAPCO		Mirabel	IG	100,00	93,08
<b>Autres</b>					
<b> Holding</b>					
QUADRA	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
<b> Société de transport</b>					
TBM	86580	Vouneuil-sous-Biard	IG	100,00	100,00

IG : Intégration Globale  
IP : Intégration Proportionnelle  
ME : Mise en Equivalence

## 34 - Evolution du périmètre

SOCIETES	Négoce	Béton	Menuiserie	Autres	Total
<b>Intégration globale</b>					
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>38</b>	<b>12</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>63</b>
Nouvelles sociétés consolidées	1	1	3	-	5
Sociétés absorbées	-	-	-	-	-
Sociétés sorties du périmètre	-	-	-	-	-
Changement de méthode de consolidation	1	-	-	-	1
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>40</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>3</b>	<b>69</b>
<b>Intégration proportionnelle</b>					
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>
Nouvelles sociétés consolidées	-	-	-	-	-
Sociétés absorbées	-	-	-	-	-
Sociétés sorties du périmètre	-	-	-	-	-
Changement de méthode de consolidation	-1	-	-	-	-1
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>
<b>Mise en équivalence</b>					
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>
Nouvelles sociétés consolidées	1	-	-	-	1
Sociétés absorbées	-	-	-	-	-
Sociétés sorties du périmètre	-	-	-	-	-
Changement de méthode de consolidation	-	-	-	-	-
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>
<b>Total</b>	<b>46</b>	<b>14</b>	<b>13</b>	<b>3</b>	<b>76</b>

## 35 - Evènements post-clôture

### Havraise de Matériaux

En janvier 2012, le Groupe a pris une participation complémentaire de 25 % dans le capital de la société Havraise de Matériaux. Cette prise de participation permet au Groupe de détenir 75 % du capital social de cette société qui sera consolidée à compter de 2012 selon la méthode de l'intégration globale.



# Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société VM Matériaux, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## 1 - Opinion sur les comptes consolidés

---

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## 2 - Justification des appréciations

---

En application des dispositions de l'article L823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société procède systématiquement, à chaque clôture, à des tests de perte de valeur des écarts d'acquisition, selon les modalités décrites dans la note 2 de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note 2 de l'annexe des comptes consolidés donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3 - Vérification spécifique

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à LA ROCHE-SUR-YON et à NANTES

le 13 avril 2012

Les Commissaires aux comptes

GROUPE Y BOISSEAU  
Thierry DROUIN

ERNST & YOUNG Atlantique  
François MACE

# Comptes annuels 2011 de VM Matériaux

Bilan au 31 décembre 2011

## Actif

En K€	2011			2010
	Brut	Amortissements	Net	Net
<b>Actif immobilisé</b>				<b>Net</b>
Concessions, brevets & droits similaires	7 948	5 987	1 961	2 317
Fonds commercial et droit au bail	6	6	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	659	-	659	242
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>8 613</b>	<b>5 993</b>	<b>2 620</b>	<b>2 559</b>
Terrains	1 616	370	1 246	1 258
Constructions	2 972	2 107	865	945
Installations techniques, matériel et outillage industriels	36	32	5	6
Autres	3 755	2 979	776	671
Immobilisations corporelles en cours	43	-	43	58
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>8 422</b>	<b>5 488</b>	<b>2 935</b>	<b>2 938</b>
Participations	53 039	-	53 039	52 839
Autres titres immobilisés	39	-	39	42
Autres	2 781	1 632	1 149	2 174
<b>Immobilisations financières</b>	<b>55 859</b>	<b>1 632</b>	<b>54 227</b>	<b>55 055</b>
<b>Total</b>	<b>72 894</b>	<b>13 113</b>	<b>59 782</b>	<b>60 553</b>
<b>Actif circulant</b>				
Avances et acomptes versés sur commandes	96	-	96	20
Créances clients et comptes rattachés	7 438	-	7 438	8 012
Autres créances	47 709	5	47 704	31 391
Valeurs mobilières de placement	1 298	447	851	219
Disponibilités	93	-	93	262
<b>Comptes de régularisation</b>				
Charges constatées d'avance	771	-	771	819
<b>Total</b>	<b>57 405</b>	<b>452</b>	<b>56 953</b>	<b>40 723</b>
<b>Total général</b>	<b>130 299</b>	<b>13 564</b>	<b>116 735</b>	<b>101 276</b>

# Comptes annuels 2011 de VM Matériaux

Bilan au 31 décembre 2011

## Passif

En K€	2011	2010
<b>Capitaux propres</b>		
Capital	4 490	4 490
Primes d'émission, de fusion, d'apport	22 510	22 510
Réserve légale	449	428
Réserves réglementées	541	541
Autres réserves	28 514	23 214
Report à nouveau	4 542	4 558
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>5 449</b>	<b>9 119</b>
Provisions réglementées	159	122
<b>Capitaux propres</b>	<b>66 654</b>	<b>64 982</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>127</b>	<b>270</b>
<b>Dettes</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	13 407	12 405
Emprunts et dettes financières divers	25 138	12 559
<b>Sous-total</b>	<b>38 545</b>	<b>24 964</b>
Dettes / acomptes reçus	6	80
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 074	1 798
Dettes fiscales et sociales	3 407	3 202
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 304	5 138
Autres dettes	503	2
<b>Total dettes</b>	<b>48 839</b>	<b>35 184</b>
Ecart de conversion passif	1 115	840
<b>Total général</b>	<b>116 735</b>	<b>101 276</b>



# Comptes annuels 2011 de VM Matériaux

## Compte de résultat

En K€	2011	2010
<b>Produits d'exploitation</b>		
Montant net du chiffre d'affaires	23 270	21 977
Subventions d'exploitation	27	32
Reprises provisions & amortissements, transferts de charges	2 437	2 834
Autres produits	1	4
<b>Total produits d'exploitation</b>	<b>25 735</b>	<b>24 847</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises	-	-
Autres achats et charges externes	7 766	7 952
Impôts, taxes et versements assimilés	662	630
Salaires et traitements	7 747	7 109
Charges sociales	3 262	3 044
Dotations aux amortissements	1 440	1 513
Dotations aux provisions	1	32
Autres charges	85	84
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>20 963</b>	<b>20 364</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>4 772</b>	<b>4 483</b>
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participations	2 688	6 254
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	7	-
Autres intérêts et produits assimilés	879	675
Reprises sur dépréciations et provisions, transfert de charges	151	311
Différence positive de change	17	1
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1	9
<b>Produits financiers</b>	<b>3 743</b>	<b>7 250</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations, provisions	1 231	4
Intérêts et charges assimilées	1 104	955
Différence négative de change	15	1
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	24	-
<b>Charges financières</b>	<b>2 374</b>	<b>960</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>1 369</b>	<b>6 290</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>6 141</b>	<b>10 773</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations en capital	8	9
Reprises sur provisions et transfert de charges exceptionnelles	614	198
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>622</b>	<b>207</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	34	10
Sur opérations en capital	108	95
Dotations aux amortissements et provisions	92	120
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>234</b>	<b>225</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>388</b>	<b>-18</b>
Participation des salariés	-	124
Intéressement des salariés	442	397
Impôts sur les bénéfices	638	1 115
<b>Résultat net</b>	<b>5 449</b>	<b>9 119</b>

# Annexe aux comptes sociaux

## 1 - Faits significatifs de l'exercice

### > Evolution du cours de l'action

L'évolution à la baisse du cours de l'action VM Matériaux (le cours de clôture au 31 décembre 2011 s'élève à 23,26 € contre 41,20 € au 31 décembre 2010) se traduit en fin d'exercice par des dépréciations des actions propres détenues, à hauteur de 2 079 K€.

## 2 - Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du plan comptable général (règlement CRC N°99-03).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Conformément aux règlements n°2002-10 et n°2004-06, la société VM Matériaux applique, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, les nouvelles règles comptables en matière de définition, de valorisation et de dépréciation des actifs.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés en charges. Les frais d'acquisition de titres de participation font l'objet d'un retraitement extra-fiscal.

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu en 2011.

### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et elles sont composées essentiellement de logiciels amortis en linéaire sur 2 à 5 ans.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les éléments de l'actif immobilisé font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la nature et les conditions probables d'utilisation des biens.

Les taux et durées généralement retenus sont les suivants :

Terrains		
Agencements et aménagements des terrains	10 ans	Linéaire
Constructions		
Constructions structure	30 ans	Linéaire
Constructions toiture	20 ans	Linéaire
Agencements et aménagements des constructions	10 ans	Linéaire
Installations techniques, matériel et outillage		
Matériel et outillage industriels	3 à 5 ans	Linéaire
Autres immobilisations corporelles		
Matériel de transport	3 à 4 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	Linéaire
Mobilier	3 à 10 ans	Linéaire

### Participations, autres titres immobilisés, VMP

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute des titres. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette et des perspectives de rentabilité revues annuellement. Les perspectives de rentabilité sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement et s'inscrivent dans le contexte économique et financier actuel. Lorsque la quote-part de la société dans les capitaux propres des participations est négative, et si la situation le justifie, une provision pour risque est constituée.

### Actions autodétenues

Les actions VM Matériaux autodétenues sont inscrites en « Valeurs mobilières de placement » lorsque ces titres sont destinés à couvrir des plans d'options d'achat et d'attributions d'actions de performance postérieurs à 2008. Pour les plans jugés exerçables (valeur de marché de l'action supérieure au prix d'exercice de l'option) pour lesquels une sortie de ressources est probable, les actions correspondantes sont classées dans un compte spécifique des « Valeurs mobilières de placement ». Lorsque la valeur de marché des actions devient inférieure à leur prix d'acquisition, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence.

Les actions VM Matériaux autodétenues sont inscrites en « Autres immobilisations financières » lorsque ces titres sont destinés à couvrir des plans d'options d'achat antérieurs à l'exercice 2008. Lorsque la valeur de marché des actions devient inférieure à leur prix d'acquisition, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence.

### Charge relative aux plans d'options et d'attribution d'actions de performance

La charge relative aux plans d'options et d'attribution d'actions de performance portant sur des actions VM Matériaux est répartie de manière linéaire sur la période d'acquisition des droits par les employés. Elle est comptabilisée au compte de résultat dans la rubrique « Salaires et charges sociales » en contrepartie d'une provision pour charges au bilan. Cette charge correspond :

- pour les plans d'options d'achat, à la différence entre la valeur en portefeuille, nette de dépréciation, des actions affectées à ces plans, et le prix d'exercice correspondant s'il est inférieur,
- pour les plans d'attribution d'actions de performance, à la valeur en portefeuille des actions affectées à ces plans.

Les plans de souscription d'actions ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'une charge.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Opérations en devises

Les dettes et créances libellées en devises sont converties aux taux en vigueur au 31 décembre. L'écart de conversion qui en résulte est inscrit au bilan sous la rubrique « Écarts de conversion ». Les pertes de change latentes sont provisionnées pour leur totalité sauf dans le cas où ces pertes sont compensées par des gains de change latents, constatés sur des créances et dettes ou des engagements hors bilan exprimés dans les mêmes devises et dont les termes sont suffisamment proches.

### Provisions pour risques et charges

Une provision est constatée dès lors qu'il existe une obligation dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie.

### Intégration fiscale

VM Matériaux forme avec les filiales ci-dessous un groupe d'intégration fiscale tel que défini par l'article 223 A du CGI :

- SARL Quadra
- SAS Financière VM Distribution
- SA VM Distribution
- SARL Sumaca Centre
- SAS VM Centre Loire
- SCI de La Plaine
- SA Naullet

- SARL Financière VM Béton
- SNC VM Béton Services
- SARL VM Béton
- SARL VM Distribution Béton
- SAS TBM
- SAS Atlantem Industries
- SAS CIOB Moisan
- SAS Financière Blavet
- SAS Euromat
- SAS ETS Paul Thébault
- SAS Béton 17
- SAS Vendée Béton
- SAS Préfa des Pays de Loire

VM Matériaux SA est redevable vis-à-vis du Trésor de l'impôt calculé sur la somme des résultats fiscaux des sociétés intégrées.

L'économie d'impôt résultant de l'écart entre la charge d'impôt du groupe fiscal et la charge d'impôt des sociétés bénéficiaires est comptabilisée en produits de l'exercice.

## 3 - Notes annexes au bilan et au compte de résultat

Ces états financiers sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

### > Etat des immobilisations corporelles et incorporelles

	31/12/2010	Immobilisations acquises Reclassement	Immobilisations sorties	31/12/2011
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>7 673</b>	<b>940</b>	-	<b>8 613</b>
Terrains et agencements	1 616	-	-	1 616
Constructions et agencements	2 968	4	-	2 972
Installations techniques, matériel et outillage	36	1	-	37
Autres immobilisations corporelles	3 220	570	35	3 755
Immobilisations en cours	58	43	58	43
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>7 898</b>	<b>618</b>	<b>93</b>	<b>8 423</b>
<b>Total immobilisations</b>	<b>15 571</b>	<b>1 558</b>	<b>93</b>	<b>17 036</b>

### > Etat des amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles

	31/12/2010	Dotations	Reprises	31/12/2011
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>5 114</b>	<b>879</b>	-	<b>5 993</b>
Terrains et agencements	358	12	-	370
Constructions et agencements	2 023	84	-	2 107
Installations techniques, matériel et outillage	30	2	-	32
Autres immobilisations corporelles	2 548	464	33	2 979
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>4 959</b>	<b>562</b>	<b>33</b>	<b>5 488</b>
<b>Total amortissements</b>	<b>10 073</b>	<b>1 441</b>	<b>33</b>	<b>11 481</b>

## > Etat des immobilisations financières

	31/12/2010	Immobilisations acquises Reclassement	Immobilisations sorties	31/12/2011
Titres de participation	52 839	200	-	53 039
Autres titres immobilisés	42	-	3	39
Autres immobilisations financières	3 024	55	298	2 781
- dont actions propres <sup>(1)</sup>	2 615	-	20	2 595
- dont autres créances immobilisées contrat liquidité <sup>(1)</sup>	78	16	62	32
- dont actions propres contrat liquidité <sup>(1)</sup>	125	38	16	147
- dont prêts, autres immobilisations financières	206	1	200	7
<b>Immobilisations financières</b>	<b>55 905</b>	<b>255</b>	<b>301</b>	<b>55 859</b>

### (1) Détail des actions propres et contrat de liquidité :

	Nombre		Prix moyen d'acquisition (€)	Cours au 31/12/2011 (€)	Montant (K€)		
	31/12/10	31/12/11			Total	Provision	Dépréciation
Actions propres <sup>(a)</sup>	42 688	42 038	61,72	23,26	2 595	3	1 592
Actions propres contrat liquidité	2 866	4 499	-	-	147	-	40
Autres créances immobilisées contrat liquidité	590	163	-	-	32	-	-

(a) Actions détenues conformément aux décisions de l'Assemblée Générale du 20 mai 2011

Une provision pour risque de 3 K€ a été constatée pour couvrir les moins-values liées aux levées de stock-options et à l'attribution d'actions gratuites  
Les actions propres sont dépréciées à hauteur de 1 592 K€ correspondant à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur moyenne du cours du mois de décembre

## > Valeurs mobilières de placement

	31/12/2010	VMP acquises Reclassement	VMP sorties	31/12/2011
Actions propres employés affectées plans déterminés <sup>(1)</sup>	141	1 243	1 256	128
Actions disponibles pour employés <sup>(1)</sup>	78	1 092	-	1 170
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>219</b>	<b>2 335</b>	<b>1 256</b>	<b>1 298</b>

### (1) Détail des actions propres :

	Nombre		Prix moyen d'acquisition (€)	Cours au 31/12/2011 (€)	Montant (K€)		
	31/12/10	31/12/11			Total	Provision	Dépréciation
Actions propres employés affectées plans déterminés <sup>(a)</sup>	3 374	3 210	39,87	23,26	128	82	-
Actions disponibles pour employés <sup>(a)</sup>	2 042	30 331	38,56	23,26	1 170	-	447

(a) Actions détenues conformément aux décisions de l'Assemblée Générale du 20 mai 2011

Une provision pour risque de 82 K€ a été constatée pour couvrir les moins-values liées aux levées de stock-options et à l'attribution d'actions gratuites  
Les actions propres sont dépréciées à hauteur de 447 K€ correspondant à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur moyenne du cours du mois de décembre

## > Echéances des créances

	Total au 31/12/10	Total au 31/12/11	Ventilation		
			-1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Créances clients	8 012	7 438	7 438	-	-
Autres créances	31 396	47 709	47 709	-	-
- dont personnel et comptes rattachés	257	188	188	-	-
- dont Etat - impôts et taxes	304	778	778	-	-
- dont Groupe et associés	30 764	46 709	46 709	-	-
- dont débiteurs divers	71	34	34	-	-
Comptes de régularisation	819	771	771	-	-
<b>Total</b>	<b>40 227</b>	<b>55 918</b>	<b>55 918</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## > Informations sur la variation des capitaux propres

	Capital <sup>(1)</sup>	Primes	Réserves	Résultat de l'exercice	Provisions réglementées	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2009	4 281	13 386	24 981	7 682	115	50 445
<b>Mouvements 2010</b>						
Affectation résultat 2009	-	-	7 682	-7 682	-	-
Variation de capital	210	9 124	-	-	-	9 334
Distribution de dividendes	-	-	-3 923	-	-	-3 923
<b>Résultat de l'exercice</b>	-	-	-	<b>9 119</b>	-	<b>9 119</b>
Provisions réglementées	-	-	-	-	7	7
Situation au 31 décembre 2010	4 491	22 510	28 740	9 119	122	64 982
<b>Mouvements 2011</b>						
Affectation résultat 2010	-	-	9 119	-9 119	-	-
Variation de capital	-	-	-	-	-	-
Distribution de dividendes	-	-	-3 814	-	-	-3 814
<b>Résultat de l'exercice</b>	-	-	-	<b>5 449</b>	-	<b>5 449</b>
Provisions réglementées	-	-	-	-	37	37
Situation au 31 décembre 2011	4 491	22 510	34 045	5 449	159	66 654

(1) Le nombre d'actions composant le capital social en fin d'exercice est de 2 993 643 avec une valeur nominale de 1,50 €

## > Etat des provisions inscrites au bilan

	31/12/10	Dotations	Reprises utilisées	Reprises sans objet	31/12/11
<b>Provisions réglementées</b>					
Amortissements dérogatoires	122	37	-	-	159
<b>Sous-total</b>	<b>122</b>	<b>37</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>159</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>					
Sur valorisation des stock-options <sup>(1)</sup>	206	54	176	-	84
Sur organismes sociaux	7	-	7	-	-
Médailles du travail	27	1	-	-	28
Litiges salariaux	28	-	13	-	15
Divers	2	-	2	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>270</b>	<b>55</b>	<b>198</b>	<b>-</b>	<b>127</b>
<b>Dépréciations</b>					
Immobilisations financières <sup>(1)</sup>	849	784	1	-	1 632
Actions disponibles pour employés <sup>(2)</sup>	-	447	-	-	447
Créances diverses	5	-	-	-	5
<b>Sous-total</b>	<b>854</b>	<b>1 231</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>2 084</b>
<b>Total provisions</b>	<b>1 245</b>	<b>1 324</b>	<b>199</b>	<b>-</b>	<b>2 370</b>
Dotations et reprises d'exploitation	-	1	2	-	-
Dotations et reprises financières	-	1 231	1	-	-
Dotations et reprises exceptionnelles	-	92	196	-	-

(1) Voir note 3 « Etat des immobilisations financières » ci-avant

(2) Voir note 4 « Valeurs mobilières de placement » ci-avant

## > Echéances des dettes

	Total au 31/12/10	Total au 31/12/11	Ventilation		
			-1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	12 405	13 407	3 650	9 757	-
Groupe et associés	12 559	25 138	25 138	-	-
Dettes fournisseurs	1 798	1 074	1 074	-	-
Dettes fiscales et sociales	3 203	3 407	3 407	-	-
Dettes sur immobilisations <sup>(1)</sup>	5 138	5 304	5 304	-	-
Autres dettes	82	509	509	-	-
Comptes de régularisation	840	1 115	1 115	-	-
<b>Total</b>	<b>36 025</b>	<b>49 954</b>	<b>40 197</b>	<b>9 757</b>	<b>-</b>

(1) Dont 4 845 K€ de dettes sur acquisition de titres

Les emprunts et financements d'exploitation sont, en général, basés sur l'Euribor 3 mois et l'EONIA majoré des commissions bancaires. La société utilise pour la gestion du risque de taux d'intérêt de sa dette financière des instruments financiers dont les en-cours au 31 décembre sont les suivants : ➤

Au 31 décembre 2011, la juste valeur de ces instruments financiers fait apparaître une perte latente nette de 1 350 K€.

Echéance janvier 2012	Montant	15 000 K€	Taux couvert	1,85 %
Echéance janvier 2012	Montant	15 000 K€	Taux couvert	1,85 %
Echéance janvier 2014	Montant	18 000 K€	Taux couvert	2,12 %
Echéance janvier 2014	Montant	18 000 K€	Taux couvert	2,14 %
Echéance janvier 2014	Montant	15 000 K€	Taux couvert	2,12 %
Echéance janvier 2014	Montant	9 000 K€	Taux couvert	2,16 %
Echéance janvier 2014	Montant	10 000 K€	Taux couvert	1,43 %
Echéance janvier 2014	Montant	10 000 K€	Taux couvert	1,43 %
Echéance janvier 2014	Montant	10 000 K€	Taux couvert	1,43 %

## > Tableau de flux de trésorerie

	2011	2010
Résultat net total	5 449	9 119
Elimination des amortissements et provisions	2 565	1 557
Elimination de la variation des impôts différés	-	-
Elimination des plus ou moins-values de cession	100	69
Elimination des changements de méthode passés en résultat	-	-
Elimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence	-	-
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>8 114</b>	<b>10 744</b>
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-
Incidence de la variation du BFR	-3 007	-4 293
<b>Flux net généré par l'activité</b>	<b>5 107</b>	<b>6 451</b>
Total des investissements	-1 552	-6 321
Total des cessions	271	19
Incidence des variations de périmètre	-	-
Variation nette des placements	-1 079	-
<b>Flux net de trésorerie provenant des investissements</b>	<b>-2 360</b>	<b>-6 302</b>
Dividendes versés	-3 814	-3 923
Augmentations (réductions) de capital	-	-109
Subventions d'investissement	-	-
Emissions d'emprunts	4 006	5 509
Remboursements d'emprunts	-3 003	-1 760
Cessions (acquisitions) d'actions propres	-105	39
Variation nette des concours bancaires	-	-
<b>Flux net de trésorerie provenant du financement</b>	<b>-2 916</b>	<b>-244</b>
Incidence des variations de cours de devises	-	-
Incidence des changements dans les principes retenus	-	-
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>-169</b>	<b>-95</b>
Trésorerie d'ouverture	260	355
Trésorerie de clôture	91	260
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>-169</b>	<b>-95</b>

## > Charges et produits - Régularisations - Charges à payer

	31/12/11	31/12/10
<b>Charges à payer</b>		
Emprunts et dettes financières diverses	445	272
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	521	376
Dettes fiscales et sociales	1 519	1 387
Dettes sur immobilisations	83	123
Autres dettes	308	-
<b>Total charges à payer</b>	<b>2 876</b>	<b>2 158</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>771</b>	<b>819</b>
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Produits à recevoir</b>		
Clients et comptes rattachés	3 180	2 580
Autres créances	902	694
<b>Total produits à recevoir</b>	<b>4 082</b>	<b>3 274</b>

## > Informations sur les postes concernant les entreprises liées

	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles la société a un lien de participation
<b>Dettes</b>		
Emprunts et dettes financières diverses	23 620	1
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	112	-
Autres dettes	180	-
<b>Immobilisations financières</b>		
Participations	53 039	-
<b>Créances</b>		
Créances clients et comptes rattachés	4 383	91
Autres créances	46 557	152
<b>Charges financières</b>		
Intérêts et charges assimilées	354	1
<b>Produits financiers</b>		
Produits de participations	2 688	-
Intérêts et produits assimilés	879	-

## > Opérations avec des parties liées

La société VM Matériaux n'a pas identifié de transactions avec les parties liées non conclues à des conditions normales de marché.

## > Engagements financiers

	31/12/11	31/12/10
<b>Engagements donnés</b>		
Effets escomptés non échus	-	-
Avals et cautions	51 580	43 799
Nantissements de titres de participation	-	-
Autres	-	-
<b>Total</b>	<b>51 580</b>	<b>43 799</b>
<b>Engagements reçus</b>		
Avals, cautions et garanties	-	-
Autres engagements reçus	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Engagements réciproques</b>		
Crédit-bail	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Autres engagements</b>		
Montant des engagements en matière de retraite	1 301	1 271

Les engagements de retraite ne sont pas comptabilisés mais inscrits en engagements hors bilan, selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées désignée par la norme IAS 19.

L'estimation de ces engagements a été réalisée par un actuair.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	2011	2010
Taux d'actualisation	5,10 %	4,90 %
<b>Taux d'augmentation future des salaires</b>		
Cadres	3,50 %	3,50 %
Non cadres	3,00 %	3,00 %

### Droit Individuel à la Formation

Dans le cadre du Droit Individuel à la Formation (DIF), le volume d'heures de formation acquis par les salariés s'élève à 14 255 heures.

## > Crédit-bail

Il n'y a plus de contrat de crédit-bail en cours au 31 décembre 2011.

## > Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Bases				Impôt (33,33 %)
	Compte résultat	Réintégrations	Déductions	Total	
Résultat courant	6 141	1 284	3 440	3 985	1 328
Résultat exceptionnel	388	-	-	388	129
Intéressement et participation	-442	-	124	-566	-189
Plus-values long terme	-	-	-	-	-
Produit lié à l'intégration fiscale	-	45	-	45	15
Déduction liée à l'intégration fiscale	-	-	142	-142	-47
<b>Total</b>	<b>6 087</b>	<b>1 329</b>	<b>3 706</b>	<b>3 710</b>	<b>1 236</b>
Imputation déficits antérieurs	-	-	-	-	-
Impôt réel des filiales intégrées	-	-	-	-	2 437
Crédits d'impôt	-	-	-	-	-255
Contribution sociale de 3,3 %	-	-	-	-	96
Contribution exceptionnelle	-	-	-	-	184
<b>Montant total de l'impôt à payer</b>					<b>3 698</b>
<b>Montant de l'impôt reversé par les filiales intégrées</b>					<b>-3 060</b>
<b>Montant de l'impôt net comptable</b>					<b>638</b>

## > Situation fiscale latente

Situation de VM Matériaux indépendamment de l'intégration fiscale :

	Bases			Impôt théorique (33,33 %)
	Au 31/12/2010	Variation	Au 31/12/2011	
<b>Décalages temporaires</b>				
Charges non déductibles	164	-123	41	14
Charges à déductibilité différée	14	-5	9	3
Ecart de conversion passif	840	275	1 115	372
<b>Total impôt sur situation fiscale latente</b>	<b>1 018</b>	<b>147</b>	<b>1 165</b>	<b>389</b>

## > Produits et charges exceptionnels

Produits	2011	2010
Cessions d'immobilisations	8	8
Reprises de provisions pour risques et charges	196	86
Transfert de charges exceptionnelles	418	113
<b>Total</b>	<b>622</b>	<b>207</b>
Charges		
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	4	7
Mali s/rachat actions propres	104	71
Charges exceptionnelles diverses	34	18
Charges exceptionnelles de gestion	-	9
Dotations provisions pour risques et charges	55	113
Dotations amortissements dérogatoires	37	7
<b>Total</b>	<b>234</b>	<b>225</b>



## > Informations sociales

Effectif réparti par catégorie socio-professionnelle :

Inscrits	Au 31/12/2011	Au 31/12/2010
ETAM	84	87
Cadres et assimilés	84	77
<b>Total</b>	<b>168</b>	<b>164</b>

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction :

	2011	2010
Rémunération brute globale des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance	1 407 K€	1 353 K€

## > Plan d'options d'achat ou de souscription d'actions

	Plan 2003	Plan 2004	Plan 2005	Plan 2006	Plan 2007	Plan 2008	Plan 2009	Plan 2010	Plan 2011
Date de l'Assemblée Générale	9 juin 00	9 juin 00	9 juin 00	10 juin 05	10 juin 05	10 juin 05	23 mai 08	23 mai 08	23 mai 08
Date du Directoire	24 mars 03	2 févr 04	29 mars 05	16 janv 06	3 janv 07	3 mars 08	2 mars 09	8 mars 10	10 janv 11
Nombre d'options attribuées aux mandataires	3 600	4 600	10 000	10 000	10 800	11 200	11 200	11 200	11 200
Nombre d'options attribuées aux salariés	2 200	2 200	2 400	2 400	1 600	-	-	-	-
Nombre d'actions pouvant être souscrites ou acquises	5 800	6 800	12 400	12 400	12 400	11 200	11 200	11 200	11 200
Point de départ d'exercice des options	24 mars 07	2 févr 08	29 mars 07	16 janv 08	3 janv 09	3 mars 10	2 mars 11	8 mars 12	10 janv 13
Date d'expiration	23 mars 11	1 févr 12	28 mars 13	15 janv 14	2 janv 15	2 mars 16	1 mars 17	7 mars 18	9 janv 19
<b>Prix d'achat ou de souscription</b>	<b>9,07 €</b>	<b>15,99 €</b>	<b>54,68 €</b>	<b>61,26 €</b>	<b>65,89 €</b>	<b>62,60 €</b>	<b>31,19 €</b>	<b>44,06 €</b>	<b>41,98 €</b>
Nombre d'options annulées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre d'options levées	5 800	6 450	4 670	-	-	-	2 296	-	-
Nombre d'options restantes	-	350	7 730	12 400	12 400	11 200	8 904	11 200	11 200

La valeur de l'action retenue pour l'assiette de la contribution sociale est de 44,20 € par action pour les actions gratuites et de 42,98 € par action pour les stock-options.

## > Attributions gratuites d'actions

Date d'attribution	Avril 2010	Avril 2011
Nombre	1 560	1 650
Période d'attribution	2 ans	2 ans
Période de conservation	2 ans	2 ans

## > Honoraires commissariat aux comptes

Honoraires payés ou provisionnés au cours des exercices 2011 et 2010 (clôture le 31 décembre).

En K€	E & Y ATLANTIQUE				Groupe Y BOISSEAU			
	Montant		Répartition		Montant		Répartition	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
<b>Audit</b>								
Commissariat aux comptes, certification des comptes, examen des comptes sociaux et consolidés	64	62	-	-	64	62	-	-
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes	-	-	-	-	1	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>64</b>	<b>62</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>65</b>	<b>62</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>								
Juridique, fiscal et social	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>64</b>	<b>62</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>65</b>	<b>62</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

# Liste des filiales et participations

	Devises	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (% de contrôle)	Intégration fiscale	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT	Résultat de l'exercice	Dividendes encaissés par la société consolidante au cours de l'exercice (*)
						Brute	Nette					
<b>Filiales (+ de 50 %) de VM MATERIAUX</b>												(*) dividendes comptabilisés
SAS VENDEE BETON CONTROLE Sainte-Florence	K€	46	656	74,90 %	-	684	684	1 084	625	5 660	-74	-
SARL VM BETON AQUITAIN L'Herbergement	K€	76	555	74,98 %	-	57	57	1 315	85	8 618	83	-
SA NAULLET La Roche-sur-Yon	K€	152	1 304	99,92 %	A	1 219	1 219	4 482	900	10 337	-235	-
SAS ATLANTEM INDUSTRIES Noyal-Pontivy	K€	627	25 379	67,00 %	A	8 401	8 401	1 497	8 440	108 377	2 425	781
SARL QUADRA L'Herbergement	K€	66	958	100,00 %	A	457	457	1	-	-	86	196
SAS SEFIMAT L'Herbergement	K€	4 894	6 609	99,99 %	-	10 147	10 147	14 740	8 794	2 988	862	-
SAS FINANCIERE BLAVET L'Herbergement	K€	2 287	305	100,00 %	A	4 029	4 029	6 618	-	-	80	207
SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION L'Herbergement	K€	3 958	5 720	94,93 %	A	8 465	8 465	756	6 032	-	-84	1 479
SARL FINANCIERE VM BETON L'Herbergement	K€	300	-154	100,00 %	A	300	300	1 200	480	1	-40	-
SAS TBM Vouneuil-sous-biard	K€	300	960	100,00 %	A	300	300	-	950	2 663	194	-
SAS VENDEE BETON L'Herbergement	K€	153	2 100	99,99 %	A	9 951	9 951	1 735	108	19 770	191	-
SA PREFE DES PAYS DE LOIRE (PPL) Saint-Georges-de-Montaigu	K€	178	658	100,00 %	A	9 027	9 027	3 823	30	15 429	-652	-
<b>Groupe intégré de VM MATERIAUX</b>												
<b>Filiales (+ de 50 %) de VENDEE BETON</b>												
SARL BIV L'Herbergement	K€	365	1 008	59,99 %	-	219	219	-	-	2 764	171	-
SARL CH BETON L'Herbergement	K€	181	685	33,33 %	-	51	51	152	-	4 393	-7	-
SAS BETON DES OLLONNES L'Herbergement	K€	45	1 063	75,00 %	-	818	818	16	-	3 115	53	-
<b>Participation (10 % à 50 %) de VENDEE BETON</b>												
SAS VENDEE BETON CONTROLE Sainte-Florence	K€	46	656	25,10 %	-	459	459	1 084	625	5 660	-74	-
<b>Filiales de FINANCIERE BLAVET</b>												
SAS ATLANTEM INDUSTRIES Noyal-Pontivy	K€	627	25 379	33,00 %	-	4 137	4 137	1 497	-	108 377	2 425	-
VM MATERIAUX CANADA Québec	K CAD	6 692	-5	100,00 %	-	5 063 K€	5 063 K€	-	-	-	-5	-
<b>Filiale de VM MATERIAUX CANADA</b>												
ATLANTEM CANADA Québec	K CAD	7 228	26	93,08 %	-	6 728	6 728	-	-	228	26	-
<b>Filiale de ATLANTEM CANADA</b>												
FENETRES LAPCO Québec	K CAD	2 021	1 169	100,00 %	-	7 128	7 128	-	-	8 213	569	-
<b>Filiales de FINANCIERE VM DISTRIBUTION</b>												
SA VM DISTRIBUTION L'Herbergement	K€	5 973	34 907	99,84 %	A	11 539	11 539	-	23 786	384 746	4 809	-
SAS VM CENTRE LOIRE L'Herbergement	K€	183	1 331	100,00 %	A	5 613	1 514	1	-	-	28	-
SAS FINANCIERE LNBTP L'Herbergement	K€	1 400	-8	100,00 %	-	1 400	1 400	-	-	1	-7	-
VM ASIA Hong Kong	K€	-	-1 317	100,00 %	-	-	-	7 815	-	-	-163	-
PIERRE ET MATIERE Champigné	K€	333	37	34,01 %	-	116	116	-	-	2 726	16	-
<b>Filiales de FINANCIERE VM BETON</b>												
SNC VM BETON SERVICES L'Herbergement	K€	201	-25	99,99 %	A	201	201	54	-	1 660	31	-
SARL VM BETON L'Herbergement	K€	300	14	100,00 %	A	300	300	6	-	-	6	-
SAS BETON 17 La Rochelle	K€	110	752	100,00 %	A	1 667	1 667	-	-	2 496	128	-
<b>Filiale de NAULLET</b>												
BIPLAN L'Herbergement	K€	1 000	-591	100,00 %	-	1 000	1 000	-	1 350	19	-591	-
<b>Filiales de VM DISTRIBUTION</b>												
SCI JACATTE Le Buisson-Cadouin	K€	236	76	50,00 %	-	27	27	-	-	78	53	-
SARL SUMACA CENTRE Limoges	K€	114	208	100,00 %	A	276	276	-	-	20	15	-
SCI JACMI Le Château d'Olonne	K€	76	97	99,98 %	-	38	38	-	-	49	38	-
SNC VM DISTRIBUTION L'Herbergement	K€	4	5 468	98,76 %	-	4	4	-	-	7 109	5 468	24
SCI DE LA PLAINE Saint-Aignan	K€	2	122	99,00 %	A	165	165	-	-	145	67	-
SARL VM DISTRIBUTION BETON L'Herbergement	K€	10	-2	100,00 %	A	10	10	-	-	-	-	-
SCI CROZET L'Herbergement	K€	10	54	99,00 %	-	10	10	-	-	198	54	-

SAS EUROMAT La Rochelle	K€	1 500	2 065	100,00 %	A	7 462	7 462	-	-	4	14	-
SAS FARGEAUDOUX Eysines	K€	200	634	100,00 %	-	1 849	1 849	-	-	2 799	133	-
SARL EXELPAN Eysines	K€	328	-38	100,00 %	-	10	10	-	-	790	36	-
SARL ISILAND Eysines	K€	108	230	100,00 %	-	379	379	1	-	1 740	87	-
SAS HM MATERIAUX Le Havre	K€	1 350	2 787	50,00 %	-	5 055	5 055	-	-	32 919	373	-
SAS L DIFFUSION Brioux-sur-Boutonne	K€	90	574	100,00 %	-	1 000	1 000	-	-	3 576	117	-
SARL BOIS DU BERRY Eguzon-Chantôme	K€	80	1 099	100,00 %	-	766	766	-	-	3 134	201	-
<b>Filiale de SAS EUROMAT</b>												
SAS PAUL THEBAULT La Rochelle	K€	1 200	-899	100,00 %	A	3 035	3 035	1 412	-	9 763	-498	-
<b>Filiale de Financière LNBTP</b>												
LNTF Saint-Herblain	K€	1 000	-748	73,77 %	-	738	738	-	-	15 628	450	-
<b>Filiale de LNTF</b>												
LNTF RENNES Saint-Jacques-de-la-Lande	K€	40	-1 037	100,00 %	-	40	-	-	-	5 791	6	-
<b>Filiales d'ATLANTEM INDUSTRIES</b>												
SCI DUCLOS Hillion / Saint-Briec	K€	8	334	99,80 %	-	8	8	-	-	222	103	-
SCI MAIZIERES Maizières-la-Grande-Paroisse	K€	15	211	99,90 %	-	250	250	-	-	197	34	-
SAS CIOB MOISAN Pleugriffet	K€	313	1 677	100,00 %	A	4 581	4 581	-	-	4 361	-185	-
SCI SOFIMO Pleugriffet	K€	2	73	99,00 %	-	198	198	-	-	77	31	-
SAS BTP CHARPENTES Vouneuil-sous-Biard	K€	736	864	100,00 %	-	3 300	3 300	-	-	3 424	163	-
SAS VENDOME FERMETURES Carentoir	K€	500	3 993	100,00 %	-	500	500	-	-	34 516	1 782	-
SCI DU MOULIN DE L'EPINE Carentoir	K€	6	234	100,00 %	-	1 200	1 200	-	-	119	40	-
SCI LA PATOUVILLE Boué	K€	2	291	100,00 %	-	800	800	-	-	87	47	-
<b>Filiales (+ de 50 %) de SEFIMAT</b>												
SAS SAPRO MARTINIQUE Martinique	K€	259	1 684	100,00 %	-	1 726	1 726	-	-	4 405	160	-
SAS SAPRO GUYANE Guyane	K€	75	927	100,00 %	-	596	596	-	-	3 288	37	-
SAS SAPRO GUADELOUPE Guadeloupe	K€	160	750	100,00 %	-	253	253	-	-	3 968	253	-
SAS SOREPRO La Réunion	K€	285	2 390	100,00 %	-	1 785	1 785	-	-	12 407	8	-
SAS VM GUADELOUPE Guadeloupe	K€	50	1 107	99,90 %	-	50	50	-	-	5 349	96	-
SCI JULIE Guadeloupe	K€	15	308	99,90 %	-	44	44	-	-	150	43	-
SAS VM REUNION La Réunion	K€	300	-96	100,00 %	-	300	300	-	-	4 081	-110	-
SAS LEADER MAT Guadeloupe	K€	160	3 045	51,00 %	-	5 100	5 100	-	-	8 673	127	-
SAS BTP SERVICES La Réunion	K€	330	1 825	100,00 %	-	7 453	7 453	-	-	11 015	-951	-
BTP SERVICES GUYANE Guyane	K€	50	32	60,00 %	-	30	30	-	-	2 720	11	-
SEFIMAR L'Herbergement	K€	100	132	80,00 %	-	80	80	-	-	-	132	-
SAS POINT BOIS Guyane	K€	360	2 709	60,00 %	-	883	883	-	-	7 771	1 080	-
<b>Participations (10 % à 50 %) de SEFIMAT</b>												
SCI GUILLAUME Guyane	K€	2	4	50,00 %	-	111	6	-	-	-	4	-
SAS JOSEPH COTRELL Martinique	K€	1 260	4 069	49,99 %	-	5 300	5 300	-	-	30 720	462	-
SAS IMMO ATHIMAT Martinique	K€	50	33	49,00 %	-	25	25	-	-	-	137	-
SAS LEADER MAT MARTINIQUE Martinique	K€	80	336	49,90 %	-	1 102	1 102	-	-	5 320	3	-
<b>Participation (10 % à 50 %) de SEFIMAR</b>												
SEFIRAM Mougins	K€	170	631	49,94 %	-	85	85	-	-	5 686	612	-
<b>Filiales de LEADER MAT GUADELOUPE</b>												
SARL BRICO LEADER Guadeloupe	K€	250	-164	100,00 %	-	439	439	-	-	3 931	-47	-
SAS LM WEST INDIES Saint-Martin	K€	8	1 377	100,00 %	-	8	8	-	-	1 448	73	-
<b>Filiales de VM ASIA</b>												
VM CHINA Chine	K USD	-	-112	100,00 %	-	-	-	-	-	-	-33	-
BESTKIND Hong Kong	K€	-	1 202	100,00 %	-	3 715	3 715	-	-	3 657	309	-
CODIPAC Hong Kong	K€	-	845	100,00 %	-	1 346	1 346	-	-	3 090	338	-
<b>Filiale de VM CHINA</b>												
SAN XIANG DA Xiamen	K RMB	3 000	-57	100,00 %	-	658 KUSD	658 KUSD	-	-	44 336	492	-

# Résultats des cinq derniers exercices

En €	Date d'arrêté	31/12/07	31/12/08	31/12/09	31/12/10	31/12/11
	Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
<b>Capital en fin d'exercice</b>						
Capital social		4 278 551	4 280 501	4 280 501	4 490 465	4 490 465
<b>Nombre d'actions</b>						
- ordinaires		2 852 367	2 853 667	2 853 667	2 993 643	2 993 643
- à dividende prioritaire (sans droit de vote)		-	-	-	-	-
<b>Nombre maximum d'actions à créer</b>						
- par conversion d'obligations		-	-	-	-	-
<b>Opérations et résultat de l'exercice</b>						
Chiffre d'affaires HT		19 674 007	21 497 673	20 160 110	21 977 200	23 269 522
Résultat avant impôt, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions		9 950 582	11 536 994	9 261 822	11 914 462	8 652 471
Impôt sur les bénéfices		1 098 748	737 343	563 404	1 114 716	638 455
Participation des salariés		123 378	17 262	107 408	124 253	-
Dotations aux amortissements et provisions		995 333	2 219 953	908 500	1 556 781	2 564 914
Résultat net		7 733 123	8 562 436	7 682 510	9 118 712	5 449 102
Résultat distribué <sup>(1)</sup>		5 989 971	5 136 601	3 995 134	3 891 736	3 891 736
<b>Résultat par action</b>						
Résultat après impôt, participation des salariés, avant dotations aux amortissements et provisions		3,06	3,78	3,01	3,57	2,68
Résultat après impôt, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions		2,71	3,00	2,69	3,05	1,82
Dividende attribué		2,10	1,80	1,40	1,30	1,30
<b>Personnel</b>						
Effectif moyen des salariés		132	152	154	154	155
Masse salariale de l'exercice		6 027 658	6 786 130	6 638 565	7 108 587	7 746 678
Sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales...)		2 450 560	2 894 540	2 834 943	3 030 107	3 254 512

(1) Montant incluant les actions d'autodétention

# Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société VM Matériaux, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## 1 - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## 2 - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note « Participations, autres titres immobilisés, VMP » du paragraphe 2 de l'annexe – « Principes et méthodes comptables » des comptes annuels, relative aux titres de participation, présente les modalités de détermination de la valeur d'inventaire des titres de participation conduisant à la constitution éventuelle d'une dépréciation, et précise que les perspectives de rentabilité sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement et s'inscrivent dans le contexte économique et financier actuel.

Nous nous sommes assurés de la pertinence des approches mises en œuvre par votre société sur la base des éléments disponibles à ce jour, ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3 - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à LA ROCHE-SUR-YON et à NANTES  
le 13 avril 2012

Les Commissaires aux comptes

GRUPE Y BOISSEAU  
Thierry DROUIN

ERNST & YOUNG Atlantique  
François MACE



# Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

## Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'assemblée générale

En application de l'article L225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

#### > Cautions et engagements donnés par la société VM MATERIAUX en faveur de ses filiales

Les cautions et engagements donnés par votre société en faveur de ses filiales font l'objet du versement, par ces dernières, d'une commission égale à 0,1 % du montant des en-cours garantis au 31 décembre 2011.

	En-cours au 31/12/2011 en €	Produit constaté sur l'exercice en €
ATLANTEM INDUSTRIES	1 700 000	1 700
VM DISTRIBUTION	9 037 500	9 037
FINANCIERE VM DISTRIBUTION	1 900 000	1 900
SEFIMAT	3 300 000	3 300
BIPLAN	1 350 000	1 350
TBM	950 000	950

## Conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale

En application de l'article R225-57 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

### > Cautions et engagements donnés par la société VM MATERIAUX en faveur de ses filiales

Les cautions et engagements donnés par votre société en faveur de ses filiales font l'objet du versement, par ces dernières, d'une commission égale à 0,1 % du montant des en-cours garantis au 31 décembre 2011.

	En-cours au 31/12/2011 en €	Commission de caution en €
ATLANTEM INDUSTRIES	6 740 000	6 740
VM DISTRIBUTION	14 748 283	14 748
VBC	625 000	625
SEFIMAT	5 493 500	5 494
VM BETON AQUITAIN	85 239	85
FINANCIERE VMD	4 132 296	4 132
PREFA DES PAYS DE LOIRE	30 000	30
VENDEE BETON	108 010	108
FINANCIERE VM BETON	479 700	480
NAULLET	900 097	900

### > Avances en comptes courants

Votre société a bénéficié, au cours de l'exercice 2011, d'avances en comptes courants consenties par des membres du Conseil de Surveillance et des actionnaires détenant une fraction des droits de vote supérieure à 10 %. Ces avances ont été rémunérées par des intérêts au taux de 3,99 %.

	En-cours au 31/12/2011 en €	Charge d'intérêts de l'exercice en €
Monsieur Hubert ROBIN, membre du Conseil de Surveillance	422 868	18 023
Monsieur Olivier ROBIN, membre du Conseil de Surveillance	-	1 227
Société SOFIRO, actionnaire	583 501	21 903
Société HVB, dont le Président, Monsieur Hubert ROBIN, est membre du Conseil de Surveillance	146 791	8 241
Société SICAT, actionnaire	287 170	11 280

### > Crédits-vendeur

Les crédits-vendeur consentis à votre société à raison de l'acquisition de titres, à hauteur de 50 % du prix d'acquisition, moyennant intérêts au taux de 2,50 % l'an, sont les suivants :

Vendeur	En-cours au 31/12/2011 en €	Dont rémunération de l'exercice en €
Société HVB, dont le Président, Monsieur Hubert ROBIN, est membre du Conseil de Surveillance	1 960 853	47 793
Monsieur Daniel ROBIN, membre du Directoire	576 947	14 062
SICAT, actionnaire détenant une fraction des droits de vote de votre société supérieure à 10 %	2 306 801	56 225

Fait à LA ROCHE-SUR-YON et à NANTES  
le 13 avril 2012

Les Commissaires aux comptes

GRUPE Y BOISSEAU  
Thierry DROUIN

ERNST & YOUNG Atlantique  
François MACE

# Renseignements concernant la société

## Identité

**Dénomination sociale :**

VM Matériaux

**Date de création de la société :**

1941

**Nationalité :**

Française

**Forme juridique :**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance

**Siège social :**

Route de la Roche-sur-Yon,  
85260 L'HERBERGEMENT

**Registre du Commerce et des Sociétés :**

545 550 162 RCS LA ROCHE-SUR-YON

**Code APE :**

7010Z

**Durée :**

La société prendrait fin en 2058 sauf dissolution anticipée ou prorogation.

**Objet social (extrait) :**

La société a pour objet en France et dans tous pays directement ou indirectement :

- le commerce, la fabrication, la mise en œuvre et le transport de tous matériaux et fournitures se rapportant au bâtiment, aux travaux publics et à l'environnement,
- l'acquisition et la gestion de tous biens mobiliers et immobiliers, notamment de toutes participations dans le capital de toutes sociétés françaises ou étrangères,
- la prestation de tous services se rapportant aux activités ci-dessus exposées.

**Exercice social :**

du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre

**Capital et caractéristiques (au 31 décembre 2011) :**

Le capital est de 4 490 464,50 €. Il est divisé en 2 993 643 actions d'une valeur nominale de 1,50 € chacune, toutes entièrement libérées et portant jouissance courante.

**Introduction en Bourse :**

le 17 mai 1990

**Codes Boursiers :**

- ISIN : FR0000066540
- Reuters : VMMP.NT
- Bloomberg : VMM.FP
- Code mnémotechnique : VMMA

**Appartenance aux indices :**

SBF 250, CAC Mid & Small 190

**Euronext Paris :**

compartiment C d'Eurolist

**Répartition statutaire des bénéfices :**

Le bénéfice distribuable est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

**Responsables de l'information :**

Messieurs Philippe AUDUREAU et Alain MARION.  
Tél. 02.51.08.08.08

Les documents et renseignements relatifs à la société sont mis à la disposition des actionnaires et du public au siège social ainsi que sur le site internet du Groupe (Espace finances) :

[www.vm-materiaux.fr](http://www.vm-materiaux.fr)

## Conseil de Surveillance

**Président du Conseil de Surveillance :**

Olivier ROBIN

**Vice-président :**

Jérôme CAILLAUD

**Membres du Conseil de Surveillance :**

Messieurs Xavier BIOTTEAU,  
Dominique CAILLAUD, Pascal CAILLAUD,  
Armand FOURNIER, Louis-Marie PASQUIER,  
Christophe ROBIN, Hubert ROBIN.

## Directoire

**Président du Directoire :**

Philippe AUDUREAU

**Directeur général et financier :**

Alain MARION

**Membres du Directoire :**

Messieurs Dominique BEAUFRAND, Bruno CADUDAL,  
Jean-Charles CHAIGNE, Daniel ROBIN.

## Contrôle

**Commissaires aux comptes titulaires :**

ERNST & YOUNG Atlantique  
3, rue Emile Masson  
44000 NANTES

**Commissaires aux comptes suppléants :**

Monsieur Pierre JOUIS  
3, rue Emile Masson  
44000 NANTES

**Groupe Y BOISSEAU**

52, rue Jacques-Yves Cousteau  
85000 LA ROCHE-SUR-YON

**Monsieur Bernard GRONDIN**

52, rue Jacques-Yves Cousteau  
85000 LA ROCHE-SUR-YON

# Attestation du rapport financier annuel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à l'HERBERGEMENT, le 5 mars 2012

Le Président du Directoire, Philippe AUDUREAU



# Rapport du Conseil de Surveillance

à l'Assemblée Générale annuelle du 25 mai 2012

Mesdames, Messieurs,

Le Directoire de notre société vous a convoqués en Assemblée Générale annuelle conformément à la loi et aux statuts afin :

- d'une part de vous exposer l'activité de la société et du Groupe au cours de l'exercice 2011, ses résultats et les perspectives d'avenir, et de fournir les autres informations prescrites par la loi,
- d'autre part, de soumettre à votre approbation les comptes de cet exercice, comptes sociaux et comptes consolidés, ainsi que l'affectation du résultat. Lecture du rapport du Directoire et des rapports des Commissaires aux comptes vous a été faite.

Conformément à l'article L225-68 du Code de commerce, nous vous présentons nos observations sur le rapport du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice.

## Le rapport du Directoire

Tout au long de l'exercice, votre Directoire nous a régulièrement tenus informés de la marche des affaires sociales et de ses principales décisions de gestion. Le rapport du Directoire nous apparaît comme une information suffisamment complète et fidèle de l'activité de la société et des résultats de l'exercice 2011. Le Conseil de Surveillance n'a pas d'observation à formuler sur les termes de ce rapport.

## Les comptes de l'exercice

Les états financiers détaillés de l'exercice écoulé nous ont été transmis dans les délais réglementaires et nous avons pu obtenir auprès de la société toutes informations nécessaires.

Après exercice de notre mission de vérification et de contrôle, nous n'avons pas d'observation à formuler sur le bilan, le compte de résultat et l'annexe, lesquels font apparaître un total de bilan de 116 735 363,73 € et un résultat de 5 449 101,50 €.

De même, la vérification et le contrôle des comptes consolidés, faisant apparaître un résultat net consolidé de 13 495 954 €, dont part du Groupe 12 650 623 €, n'a soulevé aucune remarque particulière.

## Résolutions soumises à l'Assemblée Générale

Le Conseil de Surveillance a pris connaissance du projet des résolutions soumises à l'Assemblée Générale annuelle et en approuve les termes.

Le Conseil de Surveillance

# Rapport du Président du Conseil de Surveillance

à l'Assemblée Générale annuelle du 25 mai 2012

en application de l'article L225-68 du Code de commerce

En application de l'article L225-68 du Code de commerce, nous vous rappelons les principes de gouvernement d'entreprise de VM Matériaux et nous vous faisons part des évolutions en cours en matière de contrôle interne et de gestion de risques mises en place dans la société et ses filiales (dit le Groupe), au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

En complément à cette information, le site internet [www.vm-materiaux.fr](http://www.vm-materiaux.fr) met à disposition du marché l'ensemble des informations financières légales ainsi que le calendrier des publications financières.

Ce rapport a été rédigé en collaboration avec la responsable des risques et de l'audit interne et la direction du Groupe VM Matériaux, puis revu et commenté avec le comité d'audit et des risques. Il a été approuvé par le Conseil de Surveillance du 14 mars 2012.

## Composition des organes de direction

### I • Le Directoire

#### > Composition et fonctionnement du Directoire

Le Directoire est actuellement composé de six membres : le Président, le Directeur général et financier, le Directeur des Ressources Humaines, et les Directeurs généraux de chaque branche d'activité. Le Directoire se réunit formellement au moins une fois par trimestre, en plus des réunions de suivi et des relations journalières.

#### > Limitations des pouvoirs du Directoire

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus à l'égard des tiers pour agir en toutes circonstances au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi au Conseil de Surveillance et aux assemblées d'actionnaires. Pour rappel, le paragraphe relatif aux missions du Conseil de Surveillance énumère les opérations soumises à autorisation.

### II • Le Conseil de Surveillance

#### > Composition du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance est composé de 9 membres dont les mandats expireront lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012. Il sera alors pris en compte les nouvelles obligations en matière de principe de représentation des femmes et des hommes au sein du Conseil.

#### > Missions du Conseil de Surveillance

Les missions du Conseil de Surveillance sont conformes aux dispositions légales et sont fixées par les statuts. Ainsi l'article 16 des statuts de la société VM Matériaux prévoit, à titre de mesures internes non opposables aux tiers, une autorisation préalable du Conseil de Surveillance pour la conclusion de certaines opérations engageant le Groupe, et notamment en matière de :

Nom	Fonction
ROBIN Olivier	Président
CAILLAUD Jérôme	Vice-président
BIOTTEAU Xavier*	Membre
CAILLAUD Dominique	Membre
CAILLAUD Pascal	Membre
FOURNIER Armand**	Membre
PASQUIER Louis-Marie*	Membre
ROBIN Christophe	Membre
ROBIN Hubert	Membre

\* Membre indépendant au sens du code Middlednext

\*\* Représentant des salariés actionnaires sans lien familial avec les familles fondatrices

La majorité des membres a acquis des expériences différentes et complémentaires dans le monde de l'entreprise permettant d'avoir un conseil pluridisciplinaire.

Les mandats exercés dans d'autres sociétés que celles appartenant au Groupe sont mentionnés dans le rapport de gestion du Directoire.

Le Conseil de Surveillance invite à ses réunions le Président du Directoire et le Directeur général et financier. Il peut être amené, en fonction des thèmes abordés, à inviter d'autres membres du Directoire et les Commissaires aux comptes.

- définition de la stratégie, du plan pluriannuel et de la politique de financement,
- approbation des budgets d'exploitation, d'investissements et de trésorerie,
- décisions d'investissements, de souscription d'emprunts ou de contrats de crédits-bails non prévus aux budgets d'exploitation et d'investissements dépassant un certain seuil,
- décisions de prises de participation,
- décisions affectant la propriété et l'usage des éléments incorporels,
- décisions relatives aux cadres supérieurs de la société.

Les travaux menés en 2011 par les membres du Conseil de Surveillance ont concerné les opérations suivantes :

#### • Des Opérations de contrôle de la gestion du Groupe :

- approbation du budget et du plan financier annuel,
- vérification et contrôle des comptes semestriels et annuels arrêtés par le Directoire,
- autorisations de souscription d'emprunts et de délivrance de garanties,
- traitement et supervision des questions soumises aux comités spécialisés,
- fixation des rémunérations des membres du Directoire,
- répartition des jetons de présence alloués par l'Assemblée Générale des actionnaires.

#### • Des Opérations stratégiques pour le Groupe :

- examen et autorisation de projets de développement,
- autorisation des modifications de périmètre du Groupe.

## Référentiel de gouvernement d'entreprise

Le Conseil de Surveillance a adopté le code Middenext comme référentiel de gouvernement d'entreprise. Des points de progrès sont réalisés chaque année comme notamment la rédaction en 2011 de son règlement intérieur et la mise en place de l'évaluation des travaux du Conseil de Surveillance.

## Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance veille au bon fonctionnement du Groupe et rend compte aux actionnaires.

### I • L'indépendance des membres du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance est composé de 9 membres, dont 2 sont des membres indépendants exerçant des responsabilités de chefs d'entreprise (voir le rapport de gestion). Ils font ainsi bénéficier le Groupe de leur expérience.

### II • Le fonctionnement du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance composé de membres élus pour 3 ans, se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige ou que la législation l'impose. Il s'est réuni en 2011 à 4 reprises. Le quorum pour chacune des réunions a été largement atteint avec au minimum 6 membres sur 9 à chaque réunion.

Les membres du Conseil sont convoqués par courrier électronique et les Commissaires aux comptes sont convoqués par lettre recommandée avec accusé de réception aux réunions qui se prononcent sur les comptes semestriels et annuels, conformément aux dispositions de l'article

L225-38 du Code de commerce. Ils reçoivent les documents nécessaires à leur mission dans les délais utiles à leur examen. En particulier, le Directoire a fourni au Conseil quatre rapports trimestriels au cours de l'année 2011, ainsi que des situations d'exploitation régulières.

En dehors des séances de Conseil, les membres sont informés de tout événement affectant de manière significative la vie du Groupe et reçoivent, à titre informatif, les principaux communiqués de presse concernant le Groupe VM Matériaux.

### III • Les Comités spécialisés

#### > Comité des rémunérations

Ce comité a pour mission de revoir et de proposer au Conseil de Surveillance les rémunérations fixes et variables des membres du Directoire et de certains responsables clés du Groupe. Il s'est réuni 2 fois en 2011 pour statuer sur les primes 2010 et les rémunérations 2011, dans le respect du cadre législatif en vigueur.

Le comité des rémunérations est composé de Messieurs Xavier BIOTTEAU, Dominique CAILLAUD, Louis-Marie PASQUIER et Olivier ROBIN. Le Président du Directoire est invité. Le comité peut aussi associer le Directeur des Ressources Humaines selon les sujets.

#### > Comité stratégique

Ce comité a pour mission d'examiner et de donner son avis sur les orientations stratégiques du Groupe, et de préparer certaines décisions du Conseil de Surveillance. Il s'est réuni une fois au cours de l'année 2011.

Le comité stratégique est composé de 6 membres, dont le Président, le vice-président du Conseil de Surveillance et Messieurs Dominique CAILLAUD, Pascal CAILLAUD, Louis-Marie PASQUIER et Hubert ROBIN.

Le Président du Directoire et le Directeur général sont invités à participer à ces réunions. Le comité peut également associer sur son initiative d'autres membres du Directoire.

#### > Comité d'audit et des risques

Ce comité a pour mission d'examiner les états financiers et de suivre les dispositifs de gestion de risques, d'audit et de contrôle interne mis en œuvre au sein du Groupe. Il s'est donc réuni pour les arrêtés de comptes annuels et semestriels. Il a également procédé à des revues de travaux de gestion de risques, de contrôle interne et d'amélioration du dispositif de gouvernement d'entreprise.

Les membres de ce comité sont Monsieur Xavier BIOTTEAU en tant que membre indépendant, Monsieur Jérôme CAILLAUD comme Président du comité d'audit et des risques et Monsieur Armand FOURNIER en tant que représentant des salariés actionnaires. Le comité s'est fait assister de salariés et d'invités experts. Il a également convié, à plusieurs reprises, les Commissaires aux comptes.

## Modalités de participation des actionnaires aux Assemblées Générales

Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales ou de s'y faire représenter par toute personne de son choix, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors qu'il justifie de sa qualité d'actionnaire conformément aux dispositions légales ainsi qu'à celles de l'article 23 des statuts.

## Rémunération et avantages des mandataires sociaux

Tous les membres du Conseil de Surveillance perçoivent pour leur fonction des jetons de présence fixés annuellement par l'Assemblée Générale et dont les montants perçus sont mentionnés dans le rapport de gestion. Seul le Président du Conseil de Surveillance perçoit en plus une rémunération fixée lors de sa nomination, révisable annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation.

Les rémunérations des membres du Directoire sont proposées par le comité des rémunérations et validées par le Conseil de Surveillance. Elles comportent une partie fixe et une partie variable liée aux résultats opérationnels, et sont communiquées dans le rapport de gestion.



## Dispositifs et procédures de contrôle interne

Le présent rapport sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place dans le Groupe s'appuie sur un guide de mise en œuvre du cadre de référence publié par l'AMF et applicable aux VaMPs (Valeurs moyennes et petites des marchés financiers).

### I • Définition et objectifs du contrôle interne

Les acteurs de la gouvernance coordonnent leurs actions en matière de contrôle interne et de maîtrise des risques grâce à une démarche d'amélioration en continu adaptée aux caractéristiques du Groupe. Elle vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements en vigueur,
- l'application des instructions et des orientations fixées par le Directoire,
- le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs,
- la fiabilité des informations financières et comptables.

Le dispositif de contrôle interne contribue à prévenir et à maîtriser les risques résultant des activités du Groupe et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptables et financiers. Comme tout système de contrôle, il ne peut toutefois fournir une garantie absolue que ces risques soient totalement éliminés.

### II • L'environnement de contrôle

#### > Charte

Depuis plusieurs années, le Groupe remet à chaque nouveau collaborateur un livret d'accueil dont les objectifs sont de rappeler les principes de comportement attendus par le Groupe ainsi que les droits et devoirs de chacun en matière de sécurité au travail et d'usage des moyens informatiques.

#### > Règles générales et procédures

Le Groupe dispose de supports de communication interne, papiers ou numériques, mettant à disposition des collaborateurs les procédures, manuels ou notes internes nécessaires à l'exercice de leur fonction et permettant ainsi de décliner sur le plan opérationnel les objectifs de maîtrise des risques et de contrôle interne.

Par ailleurs, des actions de veille réglementaire et normative sont assurées par les services centraux qui informent et analysent avec les directions opérationnelles les impacts sur l'activité du Groupe.

#### > Définition de fonction

Dans le cadre des entretiens d'évaluation et de performance annuels, chaque responsable rappelle les missions et les responsabilités de ses collaborateurs. Il précise les objectifs individuels de chacun et transmet les valeurs du Groupe.

### III • Les principaux acteurs du contrôle interne

Le contrôle interne est l'affaire de tous, des organes de direction et de l'ensemble des collaborateurs du Groupe.

#### > Le Conseil de Surveillance

Dans le cadre du contrôle permanent de la gestion de la société, le Conseil de Surveillance examine régulièrement les informations comptables et financières. Il se fait assister par le comité d'audit et des risques.

#### > Le Directoire

Parmi ses missions légales et statutaires, le Directoire doit veiller à la qualité de l'information financière fournie aux actionnaires ainsi qu'aux marchés. Il est responsable du dispositif de contrôle interne et des moyens mis en œuvre pour les faire fonctionner au mieux et en contrôler l'application.

#### > Les comités de direction par domaine d'activité

L'organisation générale du Groupe repose sur une large pratique de la délégation. Le Directoire s'appuie sur des comités de direction par domaine d'activité, composés de responsables opérationnels et fonctionnels, pour la mise en œuvre du dispositif de contrôle interne.

#### > La direction financière

Le Directeur financier du Groupe pilote les opérations comptables et financières grâce au dispositif de délégation sur les principaux domaines de compétences suivants :

- une fonction comptable et de consolidation, qui a la responsabilité de la préparation et de la présentation des états consolidés du Groupe,

- une fonction de contrôle de gestion et de reporting, qui assure l'analyse et la mesure des performances opérationnelles,
- une fonction juridique et assurance, qui veille au respect des lois et règlements ainsi qu'à la défense des intérêts du Groupe avec un dispositif de couverture des risques,
- une fonction trésorerie qui optimise la gestion des ressources financières,
- une fonction crédit client.

#### > Les fonctions dédiées de contrôle

Les fonctions dédiées de contrôle sont principalement assurées par la responsable des risques et de l'audit interne et les contrôleurs de gestion. Leurs missions complémentaires permettent de s'assurer que les procédures de contrôle interne soient correctement appliquées et que les risques identifiés soient sous contrôle.

#### > Les responsables opérationnels et fonctionnels

Chaque responsable a en charge de s'assurer que les procédures en amont de l'enregistrement comptable des opérations ont bien été respectées, et de proposer des méthodes de travail permettant de réduire les risques et d'améliorer la fiabilité des processus de l'information comptable et financière.

## IV • Procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

### > Planification, pilotage et processus de reporting

Les procédures d'élaboration budgétaire et de suivi mensuel se présentent de la façon suivante :

- Conformément aux orientations stratégiques arrêtées par le Directoire, tous les directeurs d'activité et certaines directions supports établissent un budget annuel et le présentent, pour validation, à la direction générale du Groupe. Une matrice budgétaire Groupe précise notamment les points suivants : marché, clients, produits, investissements, transports, personnel, sécurité, marketing, achats.
- Une réunion mensuelle du comité de direction de chaque domaine d'activité a pour but de suivre et de mesurer les écarts par rapport au budget et de déterminer les actions correctives à mettre en œuvre.
- Au trimestre, les directeurs d'activité commentent leurs informations quantitatives et qualitatives (CA, résultat, effectif, volumes...). Ces informations alimentent le rapport d'activité trimestriel du Directoire à destination du Conseil de Surveillance.

Ces procédures permettent de responsabiliser l'ensemble de l'organisation dans la poursuite des objectifs du Groupe.

### > Procédures d'arrêté des comptes

Le Groupe procède à des arrêtés de comptes selon le calendrier et le niveau d'agrégation suivant :

- un compte d'exploitation mensuel,
- des comptes consolidés au trimestre sans annexe détaillée,
- des comptes consolidés au 30 juin et 31 décembre de chaque année respectant le formalisme imposé par les normes IFRS.

## Gestion des risques

### I • L'organisation

Le processus de management des risques, piloté par le Président du Directoire, repose sur une organisation centralisée, un système d'information unifié, et des dispositifs de contrôle interne spécifiques à chaque domaine d'activité, lui permettant ainsi d'adapter le niveau d'exposition du Groupe aux principaux risques et opportunités externes.

L'animation de ce processus est assurée par la responsable des risques et de l'audit interne par le biais de ses participations aux comités de direction par activité, des outils de reporting mis en place et de son implication dans les projets spéciaux.

### II • La cartographie des risques et gestion des risques

La démarche de cartographie des risques a pour objectifs l'identification des risques potentiels, la mise en œuvre de plans d'actions visant à les maîtriser, et enfin la promotion d'un environnement de contrôle.

L'ensemble du dispositif permet de confirmer l'analyse des risques décrite dans le rapport de gestion du Directoire.

Parmi les travaux menés au cours de l'année 2011, nous pouvons citer :

- la maîtrise du risque homme clé,
- le plan de continuité des activités critiques localisées au siège du Groupe,
- l'évaluation du dispositif de sécurité des systèmes d'informations.

La direction financière du Groupe organise et planifie l'ensemble des travaux comptables afin d'organiser une consolidation fiable et cohérente de ces données. Elle effectue également une revue des principes comptables appliqués au regard des évolutions réglementaires connues et notamment IFRS afin d'anticiper les impacts sur les comptes.

Les systèmes d'information majeurs utilisés lors des arrêtés de comptes s'articulent autour de l'ERP « Movex » pour les informations des comptes individuels, et de SAP BFC pour les écritures de consolidation et les états de restitution.

Les retraitements nécessaires sont détaillés et enregistrés par filiale en suivant le plan de compte unique, ce qui permet de comparer les résultats selon des paramètres homogènes.

### > Activités de contrôle

Le contrôle de gestion s'assure de la cohérence des remontées d'information par domaine d'activité avant agrégation des résultats et écritures de consolidation. Le travail d'identification et de retraitement de consolidation est effectué par la direction comptable et revu lors des travaux de contrôle des Commissaires aux comptes.

### > Communication financière et comptable

Chaque année, un échéancier des obligations périodiques du Groupe est réalisé et communiqué aux personnes travaillant sur la communication des informations financières. En amont, les équipes contribuant à l'élaboration de ces informations respectent un calendrier permettant de garantir le respect des échéances.

Les directions opérationnelles et fonctionnelles contribuent également à la gestion des risques lors de l'élaboration des plans stratégiques et des revues mensuelles de performance, ainsi que quotidiennement par leurs actions de supervision et de management.

Je vous précise que, conformément à l'article L225-235 du Code de commerce tel que modifié par la loi n°2003-706 dite « de sécurité financière », nos Commissaires aux comptes vous présenteront, dans un rapport joint à leur rapport général, leurs observations sur le présent rapport.

Le Président du Conseil de Surveillance



# Rapport des Commissaires aux comptes

établi en application de l'article L225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance de la société VM Matériaux.

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société VM Matériaux et en application des dispositions de l'article L225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil de Surveillance un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L225-68 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L225-68 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

## Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante,
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante,
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance, établi en application des dispositions de l'article L225-68 du Code de commerce.

## Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil de Surveillance comporte les autres informations requises à l'article L225-68 du Code de commerce.

Fait à LA ROCHE-SUR-YON et à NANTES  
le 13 avril 2012

Les Commissaires aux comptes

GRUPE Y BOISSEAU  
Thierry DROUIN

ERNST & YOUNG Atlantique  
François MACE

# Résolutions

## Texte des résolutions proposées à l'Assemblée Générale ordinaire annuelle du 25 mai 2012

### > Première résolution

L'Assemblée Générale après avoir pris connaissance :

- des rapports du Directoire et du Conseil de Surveillance sur la gestion de la société pendant l'exercice écoulé et sur les comptes dudit exercice du 1<sup>er</sup> Janvier 2011 au 31 Décembre 2011,
- du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels,
- des rapports du Président du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux comptes prévus aux articles L225-68 et L225-235 du Code de commerce sur le contrôle interne,

approuve les comptes dudit exercice, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports et faisant apparaître un bénéfice de 5 449 101,50 €.

### > Deuxième résolution

L'Assemblée Générale approuve spécialement le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts, s'élevant à 32 352 €, ainsi que l'impôt correspondant s'élevant à 10 784 €.

### > Troisième résolution

L'Assemblée Générale donne quitus aux membres du Directoire de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé et donne décharge aux membres du Conseil de Surveillance de l'accomplissement de leur mission.

### > Quatrième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire sur la gestion du Groupe et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011, tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports, faisant apparaître un résultat net consolidé de 13 495 954 € (dont part du Groupe 12 650 623 €).

### > Cinquième résolution

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat de l'exercice, soit un bénéfice de 5 449 101,50 € auquel il convient d'ajouter le report à nouveau antérieur de 4 541 735,40 €, soit 9 990 836,90 € de la façon suivante :

- distribution aux actionnaires d'un dividende de 1,30 € par action : 3 891 735,90 €,
- affectation à la réserve facultative : 1 500 000,00 €,
- le solde au poste « Report à nouveau » : 4 559 101,00 €,

étant précisé que ce montant sera augmenté de la fraction des dividendes correspondant aux actions propres détenues par la société.

En application de l'article 243Bis du CGI et des dispositions fiscales actuellement en vigueur,

- il est précisé que l'intégralité des dividendes perçus par les personnes physiques est éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 2° du Code Général des Impôts, sauf option pour le prélèvement forfaitaire libératoire,
- il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Dividende net	
	Par Action	Global <sup>(1)</sup>
2008	1,80 €	5 136 601 €
2009	1,40 €	3 995 134 €
2010	1,30 €	3 891 736 €

(1) Montant incluant les actions d'autodétention

L'Assemblée décide que ce dividende sera mis en paiement à compter du 5 juin 2012.

### > Sixième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport spécial des Commissaires aux comptes prévu par les articles L225-88 et suivants du Code de commerce, déclare approuver les conventions y mentionnées.

### > Septième résolution

L'Assemblée Générale, sur proposition du Directoire, décide de fixer à 54 200 € le montant des jetons de présence à allouer au Conseil de Surveillance, au titre de l'exercice 2011.

### > Huitième résolution

L'Assemblée Générale autorise le Directoire, pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente assemblée, conformément aux dispositions des articles L225-209 et suivants du Code de commerce et à celles du règlement européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003, à procéder à des achats d'actions de la société, afin :

- d'attribuer les titres rachetés aux mandataires sociaux et/ou salariés de la société ou de son Groupe dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions, des attributions gratuites d'actions, au titre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion ou dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise,
- de remettre les actions de la société, à la suite de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, aux porteurs des dites valeurs mobilières,
- de conserver ces actions et les remettre à titre d'échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- d'animer le marché ou la liquidité de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'autorité des marchés financiers.

Le nombre maximal d'actions susceptibles d'être rachetées par la société dans le cadre de la présente délégation ne pourra excéder 150 000 titres. Le nombre des actions détenues en exécution de la présente autorisation ne pourra également excéder 10 % du capital social.

Le prix d'achat maximal par la société de ses propres actions ne pourra excéder 60 € par action, le montant global affecté à ce programme de rachat d'actions ne pouvant être supérieur à 9 000 000 €.

L'Assemblée Générale confère au Directoire tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente autorisation et effectuer toutes formalités nécessaires à son exécution.

Cette autorisation annule et remplace celle précédemment donnée par l'Assemblée Générale ordinaire du 20 mai 2011.

### > Neuvième résolution

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente réunion pour effectuer tous dépôts, publications et formalités nécessaires.



[vm-materiaux.fr](http://vm-materiaux.fr)



<http://goo.gl/774u3>  
Flashez ce code  
pour accéder  
au rapport financier



ELUERE & ASSOCIÉS - RCS Nantes B 390 652 931  
Crédit photo : VM Matériaux - Imprimé sur papier recyclé